

# REGARD

Magazine francophone de Roumanie

## LES JEUNES

### SOCIÉTÉ

L'esprit de la Place

### ECONOMIE

Prévisions 2012, suite

### CULTURE

Entretien avec  
les frères Dardenne

**QUI SONT-ILS ?  
A QUOI ASPIRENT-ILS ?**

Regard 54 / 15 mars - 15 mai 2012 / 5 lei



APA NOVA.  
BUCUREȘTI

# Nu transformați canalizarea orașului în groapă de gunoi!



Nu aruncați mobilier!

Nu aruncați resturi de ambalaje!

Nu aruncați bucăți de smoală!

Nu aruncați pietriș!

Nu aruncați saci cu gunoarie!

Nu aruncați gunoarie!

Nu aruncați anvelope!

Nu aruncați maculatură!

Nu astupați gurile de scurgere!

Nu aruncați cârpe, cutii  
sau pachete de țigări!

Nu aruncați resturi  
de mâncare sau ulei!

Nu aruncați sticle, pungi,  
cutii sau alte tipuri de ambalaje!

VEOLIA  
APA

## REGARD

Magazine francophone de Roumanie



ISSN 1843 - 7567

Photo de couverture : Guliver/Getty images

### RENCONTRE

Sorin Ioniță, expert en politiques publiques

4

### SOCIÉTÉ

L'esprit de la Place  
Entretien avec le capitaine Stephan Debonne  
Des gladiateurs pas comme les autres

10

14

16

### A LA UNE

Les jeunes – Qui sont-ils ? A quoi aspirent-ils ?

22

### ECONOMIE

Prévisions 2012, suite  
Entretien avec Lucian Anghel, patron de la Bourse de Bucarest  
L'enjeu africain

40

44

53

### CULTURE

Beau tableau – Reportage sur le marché de l'art en Roumanie  
Entretien avec les frères Dardenne  
Des villes qui n'en font qu'une

54

58

64

### CHRONIQUES

Nicolas Don  
Isabelle Wesselingh  
Matei Martin  
Luca Niculescu

11

19

66

70

Laurent Couderc

### ETRE FRANCOPHONE

Parce que les réalités sont toujours plus complexes, les revendications plus nombreuses et parfois virulentes, l'humilité, la tolérance et le recul sont essentiels, notamment quand il s'agit de rapporter l'information. Des valeurs que la francophonie porte précisément en elle, des valeurs à respecter, à protéger et à diffuser. Effort que de nombreuses ambassades, délégations, institutions francophones et entreprises installées en Roumanie poursuivent une nouvelle fois cette année avec enthousiasme, notamment pendant tout le mois de mars. C'est à saluer, sans complaisance mais avec raison. Car être francophone, savoir écrire, lire et parler en français, est aussi une façon de voir et de vouloir faire le monde. Un linguiste, dont je ne me rappelle plus le nom, a constaté qu'à chaque langue correspondait une attitude. Qu'on ne dit pas tout à fait la même chose, qu'on ne se bouge pas de la même manière selon la langue que l'on utilise. Je vais extrapoler un peu cette réflexion pour définir ce qu'est un ou une francophone, ou plutôt comment je le vois, je l'imagine, je l'espère... Un francophone est d'abord un amoureux des nuances, c'est une façon de dire « oui, mais... » ou « non, quoique... ». Il s'intéresse à son voisin, à sa culture, à sa langue. L'écouter, même si les opinions divergent fortement. Mais fier de son esprit critique, il ne se laissera pas convaincre facilement – cela peut parfois devenir agaçant. Il n'a pas de préjugés sur l'art ou la littérature, il s'écoute et apprécie en fonction. Et pensera au fond de lui qu'il y a une explication à la plupart des choses, aussi alambiquée soit-elle. Un francophone aura une sensibilité particulière face à la pauvreté, il se dira qu'un petit geste peut faire beaucoup si on s'y met à plusieurs. La fidélité, l'honnêteté ou la transparence forme sa colonne vertébrale, mais il ne supporte pas l'hypocrisie, la méchanceté gratuite ou la lâcheté. Un francophone est volontiers joueur, a de l'humour, et ne s'irrite que si le coup qu'on lui porte visait à le blesser. Sinon, il reste serein, posera des limites le cas échéant avec élégance et tact. En vrai gentleman. J'ouvre maintenant la Charte de l'Organisation internationale de la francophonie. Dans ses objectifs, je lis les mots « solidarité », « coopération », « paix », « démocratie », « connaissance mutuelle », « diversité culturelle », « éducation »... Un texte écrit par des francophones, pas de doute possible. Même si « nous » n'avons évidemment pas le monopole de ces valeurs. C'est un hispanophile invétéré qui a d'ailleurs écrit ces quelques lignes.



Il fait partie des quatre, cinq meilleurs analystes du pays. Son expertise, notamment sur la problématique des politiques publiques, est appréciée de Bucarest à Bruxelles. Accueillant et disponible, Sorin Ioniță, 45 ans, a reçu *Regard* dans les locaux de son institut de recherche. Une rencontre très instructive.

Sorin Ioniță travaille pour le Conseil de l'Europe, il est également membre du Comité économique et social européen. Analyste des politiques publiques, il a fondé avec trois autres collègues ExpertForum (EFOR), institut privé de recherche à but non lucratif. Il parle ici de politique intérieure, des tensions sociales récentes, et explique pourquoi la Roumanie a encore un long chemin à parcourir.

## « IL AURAIT FALLU “NETTOYER” AVANT »

**Regard : En quoi consiste ExpertForum ?**

**Sorin Ioniță :** Nous nous intéressons surtout aux politiques publiques, au système des retraites, de santé, au budget de l'Etat dans son ensemble. Nous analysons ces politiques et nous donnons un avis en tant qu'opérateur indépendant. Nous faisons auparavant partie de la Société Académique Roumaine (SAR). Chacun d'entre nous a son domaine d'expertise, qui va de la politique sociale aux transports ou à l'énergie, en passant par l'application des lois anti-corruption, par exemple. De mon côté, je m'intéresse surtout à la décentralisation, au développement régional. On ne s'intéresse pas en premier lieu à la compétition politique, mais aux politiques publiques, c'est-à-dire à ce qui se passe après des élections, l'application des stratégies politiques, des lois.

**Comment vous financez-vous ?**

Nous répondons principalement aux appels d'offre lancés par la Commission européenne ou d'autres organisations internationales qui comprennent le besoin des analyses que nous menons à bien. Car il y a un réel manque d'étude des politiques publiques, pas seulement en Roumanie mais en Europe dans son ensemble. La société civile peut grandement bénéficier de cette analyse, indépendante, qui ne représente aucun groupe d'intérêt. Des

instituts de recherche pour la société civile existent partiellement en France, mais en général, ils restent peu développés dans la plupart des pays européens et surtout dans les nouveaux Etats membres. Je pense d'ailleurs qu'une partie des problèmes qui touchent la Grèce en ce moment aurait pu être évitée s'il y avait eu un déchiffrement des politiques mises en place, une explication effectuée par des experts que les médias notamment auraient pu transmettre à la société civile. Il s'agit en quelque sorte de faire le lien entre les politiques publiques et la population.

**Que pensez-vous du nouveau Premier ministre Mihai Răzvan Ungureanu ?**

C'est d'abord quelqu'un qui a fait partie de la société civile, un intellectuel qui a collaboré en tant qu'historien avec Andrei Pleșu, a écrit dans *Revista 22*, avant de devenir diplomate, ministre des Affaires étrangères et chef du SIE (Service des renseignements extérieurs, ndlr). En principe, dans un pays d'habitude normal, il ne devrait pas y avoir de problème à ce qu'un chef des services de renseignements devienne Premier ministre. Ceci dit, je crois qu'il devra être très attentif, et bien faire comprendre qu'il n'a jamais été influencé par les pratiques des services de renseignements. Car l'ombre de l'ancienne police politique plane toujours sur notre société. La transparence doit désormais être le

maître mot du nouveau gouvernement, un concept plutôt opposé à la culture des services secrets. Un gouvernement qui par ailleurs est très hétérogène, nous verrons plus en avant ce qu'il en ressort.

**Comment voyez-vous les manifestations du début de l'année en Roumanie, font-elles partie de ce mouvement global des « Indignés » ?**

Oui, clairement. D'autant que la Roumanie a toujours été un pays mimétique, et ce depuis sa création il y a plus de 150 ans. De plus, nous n'avons pas fait notre révolution 1968; il y a ici beaucoup de frustration et un besoin de suivre cette tendance de révolte

**« Il y a six ans, alors que le pays était en plein essor économique, les Roumains dans leur ensemble étaient beaucoup plus pauvres que maintenant »**

contre l'ordre établi. Mais c'est surtout à cause des difficultés économiques quotidiennes d'un grand nombre de Roumains qu'il y a eu ces manifestations, suite aux mesures d'austérité très sévères mises en place l'année dernière, au manque de

crédibilité de la classe politique et aux pratiques clientélistes de certains membres du parti au pouvoir. La vague de protestations fut authentique, même si elle a été en partie récupérée politiquement. Cela faisait très longtemps que je n'avais pas vu ce genre de soulèvement en Roumanie. Aujourd'hui, avec le nouveau gouvernement et le début des campagnes électorales, la tension est redescendue. Mais si l'opposition arrive à rester unie, je pense qu'au printemps, ces manifestations pourraient reprendre. Le Parti national libéral par exemple dispose d'associations et de groupes de jeunes qui devraient une nouvelle fois faire parler d'eux. Par ailleurs, l'opposition, représentée notamment par le Parti social démocrate et son chef de file Victor Ponta, a devant elle un boulevard et devrait logiquement gagner les élections. Mais elle devra aussi se montrer plus prudente que lors de l'élection présidentielle de 2009, quand les égarements de langage, les attaques exagérées contre le pouvoir en place, et la présence de personnalités telles que Dinu Patriciu ou Dan Voiculescu, furent responsables de la défaite de Mircea Geoană.

**Le pays est face à un paradoxe : d'un côté les fondamentaux de l'économie sont plutôt bons, en tout cas meilleurs que dans beaucoup d'autres pays européens, de l'autre les politiques d'austérité ont généré de fortes tensions sociales...**

Il y a deux ans, 1,2 million de fonctionnaires ont vu leur salaire baisser de 25%. Ils en ont depuis récupéré une partie, mais pas intégralement. Evidemment, ceux-là ne peuvent pas être satisfaits de la politique du gouvernement. Tout comme la plupart des citoyens qui ont dû accepter la diminution de diverses prestations sociales. Ceci étant, la situation de la Roumanie n'est pas comparable à celle de la Grèce. Le mal-être actuel est en partie, je dis bien en partie, alimenté par les médias et la population elle-même qui a la mémoire courte. Il y a six ans, alors que le pays était en plein essor économique, les Roumains dans leur ensemble étaient beaucoup plus pauvres que maintenant, leur pouvoir d'achat était bien inférieur. Mais tout allait très vite, trop vite. On ne se rendait compte de rien, les gens étaient aveuglés par la croissance. En prenant un peu de recul, l'ajustement que le pays est en train d'expérimenter est somme toute normal. Les choses ne pouvaient pas continuer ainsi. Je sais que la politique du Fonds monétaire international est parfois critiquée à l'Ouest pour sa rigueur vis-à-vis des pays en difficulté, mais trop souvent les journalistes étrangers notamment ne se rendent

pas tout à fait compte de la réalité. Il est aussi faux de penser que le FMI a tous les pouvoirs ; c'est le gouvernement roumain qui prend les décisions. A noter par ailleurs que les conditions de prêt sont devenues bien plus flexibles qu'il y a un an.

**Vous êtes donc d'accord avec la politique économique qui a été menée ces deux dernières années...**

Vu l'histoire récente du pays, je ne pense pas qu'on aurait vraiment pu faire mieux. Rétrospectivement, des erreurs ont été commises, mais quand on compare la situation actuelle de la Roumanie avec celle de la Hongrie, de la Grèce ou du Portugal, et bien, on ne s'en est pas si mal sorti. Même s'il y a de quoi être mécontent du manque de réformes au sein des partis politiques, de la persistance du clientélisme, très visible et devenu intolérable en temps de crise. Tout cela continuera d'alimenter la colère de la rue. A voir aussi comment le nouveau gouvernement va réussir à calmer les choses et remettre un peu d'ordre. Un secteur dont, à mon avis, on ne parle pas suffisamment et qui demande un « nettoyage » urgent est notamment celui de l'énergie, où le manque de transparence est flagrant, et où l'argent public est dépensé de façon peu scrupuleuse. Rappelez-vous l'affaire des *Băieții deștepți* (clients ou dirigeants d'Hydroelectrica accusés d'avoir fait perdre plusieurs dizaines de millions d'euros à l'Etat suite à des malversations, ndlr)... Ces jeunes patrons ont été renouvelés dans leur fonction.

**Pourquoi ce secteur de l'énergie reste-t-il « intouchable » ?**

A cause de la façon dont ses dirigeants, même les plus jeunes, sont recrutés. Il y a comme une continuité dans cette élite peu transparente qui est savamment cultivée. La plupart viennent du Collège national de la défense, une institution fantôme dont les élèves sortent sans formation spécifique mais sont « placés ». Un genre d'ENA à la roumaine, sous l'égide du ministère de la Défense. Ce n'est pas très clair. Quelqu'un comme Elena Udrea (ex-ministre du Tourisme et du Développement, ndlr), par

exemple, ou d'autres hauts dignitaires sont passés par ce collège, au sein duquel personne ne sait vraiment ce qui se passe.

**Que pensez-vous alors de l'idée de mettre des managers provenant du secteur privé à la tête des plus grandes sociétés publiques ?**

L'idée n'est pas mauvaise, mais il est nécessaire dans ce cas, comme dans tout partenariat public-privé, que l'entité publique en question soit très intègre, que ses cadres soient des professionnels irréprochables, faisant preuve de maturité et de pragmatisme. Par ailleurs, la loi actuelle sur les PPP (partenariats public-privé, ndlr) n'est pas du tout claire, elle est souvent critiquée par Bruxelles, car le manque de transparence dans l'attribution des contrats est évident. Si l'entité publique est faible, comment pourrait-elle gérer des contrats complexes comme les PPP, ou ceux conclus avec des managers privés dont la performance doit bien être évaluée par quelqu'un ? Il est illusoire de croire qu'avec des managers privés aux commandes d'entreprises publiques, tout va s'améliorer comme par enchantement. Ces entreprises resteront sous la responsabilité de l'Etat qui ne peut pas se dérober.

**En parlant de transparence, le dernier rapport de la Commission européenne**



**sur l'état de la justice en Roumanie est plutôt favorable...**

On peut même dire que c'est un bon rapport, grâce notamment à la condamnation spectaculaire de certains hauts dignitaires controversés, au premier rang desquels l'ancien Premier ministre Adrian Năstase. Par ailleurs, la DNA (Direction nationale anti-corruption, ndlr) est davantage perçue en tant qu'institution indépendante, non contrôlée politiquement. Bruxelles a

**Cette façon peu objective de promouvoir les carrières se retrouve malheureusement dans d'autres domaines...**

Effectivement, et rien ne peut changer si les recrutements s'effectuent de façon subjective. C'est une des raisons pour laquelle le pays a eu du mal à avancer pendant plus de 20 ans. A la différence de la Hongrie ou même de la Bulgarie, la Roumanie des années 90, de la période Iliescu, n'a pas régénéré ses élites. En Bul-

**Alors comment faire aujourd'hui ?**

Le changement ne peut plus être effectué de façon radicale, c'est trop tard. Nous faisons désormais partie du Conseil de l'Europe, les fonctionnaires écartés ou autres agents de l'Etat peuvent donc et font souvent appel à la Cour des droits de l'homme, et nous avons surtout des lois calquées sur le modèle européen qui garantissent normalement le bon fonctionnement de la société. Le problème est que



remarqué que la Cour suprême avait nettoyé devant sa porte, et que des magistrats plus jeunes, professionnels et intègres font désormais partie des principales institutions juridiques du pays. Avant, le niveau de préparation et surtout d'intégrité de beaucoup de juges était déplorable, à la Haute Cour de cassation notamment. Leurs pratiques étaient très douteuses dans certains cas, et ils ne toléraient pas que de jeunes juristes de la Cour suprême puissent leur dire quoi que ce soit. Ceci étant, selon le rapport de la Commission, le Conseil supérieur de la magistrature reste à réformer. Il n'existe toujours pas en son sein un mécanisme objectif pour promouvoir la carrière des magistrats. Ce Conseil contrôle tout particulièrement l'accès des jeunes juges à la Haute Cour.

garie, un gouvernement de centre-droit, certes plutôt faible, a permis jusqu'en 1991 de nettoyer l'appareil administratif ainsi que la justice et de mettre dehors, parfois de façon un peu abusive, les apparatchiks de l'ancien régime. Ici, en 1999, au tout début du processus d'intégration dans l'Union européenne, on nous a demandé de « dépolitiser » la fonction publique, de la rendre plus indépendante, et de stabiliser le statut des magistrats. Mais si vous stabilisez quelque chose qui n'a pas été réformé, rien ne change. Le Conseil supérieur de la magistrature a continué de protéger et d'alimenter un système féodal. C'est vrai pour la justice comme pour le monde universitaire ou celui des entreprises publiques.

certaines de ces lois tendent à protéger ceux qui sont en place, c'est parfait dans la plupart des pays européens, mais en Roumanie, nous avons un problème de *timing*, nous sommes face à un dilemme : les réformes et le « nettoyage » de l'intérieur n'ont pas eu lieu, et quand on applique des lois tout à fait louables pour l'indépendance et la protection du travail, cela profite surtout à ceux qui auraient dû être changés il y a plusieurs années. Mais ils sont malheureusement devenus inamovibles. Même un ministre ou le directeur d'une grande entreprise publique ne peut plus rien faire, sinon suivre les règles du nouveau Code du travail.

Propos recueillis par Laurent Couderc  
Photos : Mihai Barbu

Ils font partie d'une jeune génération d'artistes qui a choisi un théâtre engagé, en prise avec les problèmes de la société. Regard les a interrogés sur la signification des manifestations qui ont eu lieu en début d'année dans des dizaines de villes roumaines.

# « LA REVOLTE D'APPARTEMENT EST DESCENDUE DANS LA RUE »



« TRES LONGTEMPS LA REVOLTE d'appartement a prédominé » en Roumanie, explique Mihaela Michailov, dramaturge âgée de 34 ans, dont les pièces (Cherche mon pays sur Google, Comment Barbie traverse la crise mondiale, etc...) ont été traduites en français, anglais et allemand. Dans l'intimité d'un appartement, d'une cuisine, les Roumains n'hésitent pas à exprimer leur ras-le-bol de la classe politique, à dénoncer les injustices, à expliquer ce qu'ils voudraient voir changer mais sans que ce mécontentement se traduise en action. « Beaucoup de Roumains ne croient pas au potentiel de changement des manifestations de rue », souligne de son côté David Schwartz, metteur en scène de 25 ans, qui a travaillé dans ses pièces sur la question des expropriations et des expulsions ainsi que sur les « minériades » des années 1990.

Or, pendant ces quinze jours où des milliers de personnes descendirent des heures durant, malgré le froid, sur les places de Cluj, Bucarest, Iași ou Târgu Mureș, « la révolte d'appartement est descendue dans la rue », note Mihaela Michailov qui est, elle

aussi, allée Place de l'Université à Bucarest. Un élan inédit a rassemblé « une foule diverse et hétérogène : des étudiants, des supporters de football, des retraités, des ouvriers, des artistes, des professeurs d'université... », relève David Schwartz, lui aussi sorti « par solidarité » même s'il n'adhérait pas à tous les slogans, très divers entre les « A bas Băsescu », « PDL-USL = même misère », « Sauvez Roșia Montană », « La Roumanie aux Roumains » ou « Vive le roi ».

Certes, le nombre des manifestants a pu paraître dérisoire comparé à des pays comme la France ou l'Italie : 10.000 par soirée dans une Roumanie comptant 19 millions d'habitants. « L'ampleur des manifestations tient à l'histoire et à la tradition de protestation d'un pays, à la manière dont les révoltes sont incorporées dans l'esprit collectif et stimulent l'esprit critique à s'exprimer activement, estime Mihaela Michailov. Or l'histoire

des protestations est fragile en Roumanie. Peu de gens ont assumé une attitude critique radicale face au système », ajoute-t-elle. Du temps de la dictature communiste, Vasile Paraschiv, fondateur d'un syndicat libre et critique courageux du régime, ou Doina

« L'histoire des protestations est fragile en Roumanie. Peu de gens ont assumé une attitude critique radicale face au système »

Cornea, se sont senti bien seuls dans leur opposition publiquement assumée. Les « minériades » ont aussi créé une certaine terreur. David Schwartz rappelle que la

Roumanie a par ailleurs connu une succession de régimes autoritaires entamée bien avant le communisme.

L'ampleur des manifestations de janvier a donc rompu une réticence, grâce à l'empathie pour le secrétaire d'Etat à la santé Raed Arafat. « Les gens ont senti qu'on appliquait à cet homme les injustices et le mépris que nous les citoyens subissons tous les jours à travers des abus d'autorité qui finissent par opposer des catégories sociales entières », dit Mihaela Michailov. Un mécontentement profond face « au clivage énorme qui s'est creusé entre une minorité très riche et souvent liée étroitement aux leaders des partis politiques, et le reste de la population » est remonté à la surface, relève David Schwartz.

Jeunes artistes reconnus à l'étranger, impliqués socialement entre autres grâce à des ateliers d'écriture dans un foyer pour personnes âgées de Bucarest, David et Mihaela confient ne se sentir représentés par aucun des partis existants. « Les Roumains en ont assez d'une certaine rhétorique autoritaire des hommes politiques. Pour ces derniers, il n'existe pas d'idées et de stratégies qui conduisent à un débat public mais juste des injures, des luttes personnelles, des mots clés, corruption, chômage, non suivis d'actions », soutient Mihaela.

Les manifestations ont permis de faire réintégrer M. Arafat à son poste. Les hommes politiques ont aussi retrouvé l'usage du mot « dialogue » servi jusqu'à chaque intervention dans les semaines qui ont suivi le mouvement. Mais le vrai changement du discours politique « prendra du temps », poursuit Mihaela. « Il faut absolument que la société maintienne la pression », ajoute David. En tant qu'artistes, ils y contribueront à leur manière en rappelant notamment l'existence de mondes fragiles et oubliés. Pour David Schwartz, « tant qu'il existera autant de problèmes et d'injustice en Roumanie, les artistes ont du travail ».

Isabelle Wesselingh  
Photo : Julia Beurq

## VOILA VLAD

Muni d'un appareil photo et d'une caméra vidéo montée sur la tête, Vlad Ursulean, 23 ans, était sur la Place de l'Université au début des manifestations. Et s'est infiltré parmi les protestataires alors que les postes de télévision ne filmaient que d'un seul côté de la barricade. « Antena 3, par exemple, avait reçu des ordres pour ne filmer que les pancartes qui avaient des messages contre Băsescu », soutient Vlad. Son article Tinerii adormiți aruncă cu pietre. We are fucking angry donne un autre scénario que celui des télé : les « ultras » ne sont pas les seuls à lancer des pierres, mais aussi certains de la génération Facebook, habitués à sauver le monde avec un « like ». Le texte a enregistré 50.000 visites dès le premier jour sur le blog vlad.ursulean.ro. Avec un seul article, Vlad a dépassé les rédactions d'Hotnews.ro, Gândul ou Evenimentul Zilei. Selon lui, « il y avait une grande soif de journalisme simple, honnête, qui arrive à transmettre des choses, non manipulateur ». Cristina Bobe

**Factura verde:**  
Serviciu de transmitere a facturii de gaze naturale si de electricitate prin email. Gratuit.



Prin Factura verde, GDF SUEZ Energy România vă pune la dispoziție, în mod gratuit, o nouă modalitate pentru a primi factura de gaze naturale și de electricitate prin email. Astfel, veți beneficia de mai multe avantaje:

- Proximitate**  
Factura va fi trimisă direct la adresa de email indicată în documentul de înregistrare.
- Securitate**  
Fără riscuri de pierdere a documentelor, deoarece acestea sunt păstrate în siguranță în sistemul nostru.
- Eficiență**  
Evitați să dați din buzunar în favoarea la curățenia de la ambreiaș.
- Disponibilitate**  
Puteți primi factura de gaze naturale și de electricitate în orice moment, în orice loc.
- Activare simplă**  
Nu este nevoie de costuri suplimentare pentru activarea serviciului.

Activarea serviciului Factura verde:  
[www.gdf-suez.ro/energy](http://www.gdf-suez.ro/energy)

**GDF SUEZ**

Par moins 15, sous la pluie, par un vent sibérien, jamais ils n'ont raté le rendez-vous. “Ils”, ce sont les manifestants de la Place de l'Université qui, en début d'année, ont occupé chaque soir ce lieu hautement symbolique. Parmi eux, Claudiu Crăciun, 32 ans, professeur en sciences politiques, que les médias ont alors surnommé « la voix des manifestants ». Rencontre.

# L'ESPRIT de la Place

Regard : Comment définiriez-vous l'esprit de la Place de l'Université, version 2012 ?

Claudiu Crăciun : Comme celui de la solidarité retrouvée. Je ne sais même pas si une telle solidarité a existé auparavant en Roumanie. Tout est parti d'un geste, illégitime, d'un président qui outrepassa ses attributions. C'est le système actuel qui a poussé les gens dans la rue. On a aussi une sensation de libération ; on ne se libère pas d'un système d'oppression, mais de l'apathie et l'ignorance.

En quoi ce mouvement ressemble-t-il aux autres mouvements d'« Indignés » de par le monde ?

Il y a de nombreux points communs : comme eux, nous sommes un mouvement pro-démocratique, anti-austérité d'une certaine mesure, opposé aux inégalités sociales, et organisé de façon horizontale. Mais nous avons aussi des revendications liées à la situation particulière de la Roumanie : ici, on dénonce fortement la corruption, le clientélisme et le népotisme. Il existe un vrai problème de confiance dans les institutions de l'Etat.

Quelles différences entre la Place de l'Université aujourd'hui et sa sœur aînée de 1990 ?

A l'époque, c'était une minorité active, avant-gardiste, qui manifestait sur ce lieu emblématique. Le reste de la société était plutôt effrayé par leur message. Aujourd'hui, nous sommes certes une minorité – moins nombreuse qu'à l'époque – mais l'opinion publique nous soutient à distance, notre message pro-démocratique et anti-partisan résonne largement. La Place de l'Université est redevenue le lieu où s'expriment les citoyens libres.

Vous n'avez pas l'intention de transformer ce mouvement en organisation politique ?

Non. Le scénario le plus probable est qu'on devienne une plateforme civique protestataire, une sorte de chien de garde de la démocratie aux dents très acérées ! On est parvenu à garder la place vivante pendant la vague de froid; maintenant, l'objectif est de mobiliser le plus de citoyens possibles, d'étudiants... On peut avoir l'air naïf mais on est aussi pragmatique. En manifestant, on veut donner de l'espoir et montrer aux autres qu'on peut s'impliquer et changer la société en bien.

Vous avez été impliqué politiquement (parti vert puis mouvement vert, ndlr). En quoi votre action actuelle vous paraît-elle plus pertinente ?

Il y a beaucoup de partis mais une seule Place de l'Université. Comme esprit, elle est unique. Ce qui manquait à la Roumanie, c'était un lieu où les citoyens sont actifs, où ils adressent des messages aux politiciens et à la société, sans forcément les « forma-

liser ». Je ne sais pas si cela va être plus efficace qu'un parti, mais la Roumanie a besoin d'un tel espace.

En quoi vous différenciez-vous de la société civile existante ?

La société civile parvient à mobiliser un petit nombre de citoyens sur des causes ponctuelles, mais pas à générer un mouvement social. Nous, nous sommes la société civile protestataire, et à l'heure actuelle personne ne nous représente ! C'est un défi à relever pour les organisations existantes ou à venir.

Votre mouvement peut-il changer en profondeur la société et la politique ?

On a fait comprendre aux politiciens que plus rien ne sera comme avant, qu'on manifestera désormais chaque fois que ce sera nécessaire. On ne veut plus être apathiques, individualistes et tolérer les abus, la corruption, le cynisme du système politique et de la société. Cela suffit.

Propos recueillis par Marion Guyonvarch

## UN LIEU SYMBOLE

« La Place de l'Université est perçue comme le lieu symbolique de la lutte pour l'instauration démocratique ; c'est là que la barricade du 21 décembre 1989 s'est formée, là que la société civile a protesté pendant 52 jours en 1990 contre le pouvoir. A l'époque, le mouvement était clairement organisé : planification d'élections, création d'une télévision indépendante, enquête sur les événements de décembre 1989. Les participants, plus nombreux, qui occupaient alors la place en permanence, avaient un discours anti-communiste et souvent monarchiste. Les manifestations d'aujourd'hui n'ont pas vraiment de point commun, hormis le lieu. Elles sont beaucoup moins importantes, et certains des manifestants d'aujourd'hui sont ceux qui tapaient sur ceux de 1990 ! Surtout, le contexte n'est pas le même ; les dernières élections ont été démocratiques. Les manifestants, dont beaucoup ont d'ailleurs voté pour Traian Băsescu, condamnent les dérapages dangereux de son discours et de son comportement. »

Auteur de Piața Universității 1990, Romulus Cristea est journaliste à România Liberă.



DANS CE REGARD

La Place de l'Université en ce mois de janvier ne se prête pas tout à fait à une balade en famille. Pourtant, cela peut aussi faire partie de l'éducation. Apprendre à ses enfants le sens civique, la nécessité parfois de descendre dans la rue afin d'exprimer son ras-le-bol. L'espoir de changement est grand, palpable dans ce regard offert par une mère à sa fille.

Texte et photo : Julia Beurq

# LA CHRONIQUE DE NICOLAS DON

## LA NOUVELLE DONNE

EN FEVRIER DERNIER, LE CINQUIEME GOUVERNEMENT Boc tombait, après plus de trois ans de règne. Emil Boc payait pour une contestation populaire larvée, mais bien réelle, deux ans après avoir imposé des mesures d'austérité sans précédent (les salaires de la fonction publique ont été amputés de 25%, entre autres). Le plus fidèle des lieutenants du président Traian Băsescu était remplacé dans la foulée par Mihai Răzvan Ungureanu. Détail saillant de la biographie du nouveau Premier ministre : après un passage à la tête du ministère des Affaires étrangères au temps de la précédente coalition gouvernementale, il a changé de camp – politiquement parlant – pour devenir le chef du contre-espionnage roumain. Cette surprenante nomination était aussitôt doublée par une autre décision tout aussi inédite : le retrait de la vieille garde du PDL. Exit donc les barons locaux, ou les très emblématiques Elena Udrea et Anca Boagiu. Et voici du sang neuf : aux Finances Bogdan Drăgoi, 32 ans, aux Transports Alexandru Nazare, 31 ans, ou bien Răzvan Mustea, 32 ans, nouveau ministre des Télécommunications. Restaient les grands ministères, dirigés jusqu'alors par les alliés politiques du PDL : les Affaires étrangères, la Défense, la Culture ou la Santé. Là par contre, rien n'a changé. L'UNPR (formé par des députés PSD dissidents) et les Hongrois de l'UDMR sont inamovibles. Sans eux, pas de majorité pour le PDL du président Băsescu. Tel était le paysage politique au moment où la Cour constitutionnelle a enfin tranché – en principe définitivement – la très longue

querelle concernant la tenue des élections municipales et législatives le même jour. Le pouvoir souhaitait regrouper ces deux scrutins à l'automne, en invoquant une économie considérable, bienvenue par ces temps de crise. L'opposition (l'improbable alliance droite-gauche, c'est-à-dire sociaux-démocrates et libéraux, regroupés sous le vocable d'USL – Union social-libérale) criait à la dictature. Sauf imprévu de dernière minute, les municipales auront lieu au début de l'été et les législatives à la fin de l'automne. Les armées sont donc priées de se mettre rapidement en ordre de marche. Inutile de rêver, nous sommes loin d'une discipline sans faille et d'un irrésistible élan électoral. Les législatives vont donner le ton. Du côté des leaders régionaux proches du pouvoir, on se demande déjà s'il ne faut pas vite tourner casaque, avant la déroute promise par les sondages. L'opposition et son étendard USL commencent à se fissurer, en commençant par le sommet. Malgré les dénégations officielles. Le scrutin de l'automne rebattra totalement les cartes, le jeu politique local étant coutumier des renversements d'alliance aussi soudains que spectaculaires. Commencera alors une nouvelle partie, en vue de l'élection du président de la République. Elle doit avoir lieu en 2014 et Traian Băsescu, ayant accompli deux mandats successifs, ne peut plus se représenter. A partir de là, la conclusion est on ne peut plus roumaine : *totul este posibil !*

Nicolas Don, journaliste et fondateur de Telenews.

RECENSEMENT : LES CHIFFRES ARRIVENT

Premier constat du nouveau recensement commencé en octobre dernier, en 10 ans la Roumanie a perdu 12% de sa population : elle est passée de 21,68 à 19,04 millions d'habitants. Des chiffres prévisibles selon le sociologue Mircea Kivu, qui explique que « jusqu'à maintenant les statistiques n'avaient pas pris en compte l'immigration massive des Roumains à l'étranger ». La baisse importante du taux de natalité est également en cause. 2011 n'a enregistré que 195.000 naissances, soit 120.000 de moins qu'en 1990. Autre tendance, la seule minorité à prendre de l'importance est la communauté rom. Elle compterait 619.000 personnes (3,2% de la population), ce chiffre représentant une augmentation de 70% de leur poids démographique, toujours sur 10 ans. L'une des raisons est que cette fois-ci davantage d'individus se sont déclarés rom. La minorité hongroise a quant à elle gardé la même importance, elle compte 1,238 million de personnes, soit 6,6% de la population totale. Les autres minorités sont toutes en recul : la minorité ukrainienne a perdu 10.000 personnes et les Allemands ne représentent plus que 0,19% de la population, alors que ce taux était de 1,7% en 1977. Julia Beurq. Photo : Mediafax



Jeune Bucarestoise remplissant le questionnaire pour le recensement de la population, fin octobre 2011.

UNE SEMAINE POUR REAPPRENDRE A AIMER L'ECOLE

La première édition du programme national d'activités « L'école autrement » se tiendra du 2 au 6 avril dans l'ensemble des établissements scolaires de Roumanie. Objectif : combattre l'ennui à l'école et participer à la lutte contre l'absentéisme. L'opération, soutenue par de nombreuses ONG et organisations étudiantes, vise à exploiter les talents et les compétences extrascolaires des élèves en leur insufflant l'esprit d'équipe dans des domaines aussi variés que le sport, la culture, la création artistique, l'écologie ou les sciences et techniques. François Gaillard

Les crimes de la révolution imprescriptibles

Les députés roumains ont adopté fin février un projet de loi de réforme du Code pénal qui supprime la prescription dans les affaires d'homicides volontaires. Toute personne ayant commis un meurtre devra répondre de ses actes devant la justice et pourra être condamné, même 30 ans après les faits. Sont concernés tous les crimes qui ne sont pas prescrits au moment de l'entrée en vigueur de la loi. Cette décision devrait permettre aux victimes de la révolution d'obtenir réparation devant la justice. Marion Guyonvarch

Enfants roms en danger

Le rapport annuel de l'Unicef sur la situation des enfants dans le monde tire la sonnette d'alarme sur les conditions de vie des enfants roms des zones urbaines en Roumanie ; ils sont « isolés, manquent de ressources élémentaires, comme l'eau potable, l'électricité ou l'accès aux soins ». Ils affichent aussi des taux de scolarisation très faibles et nombre d'entre eux sont placés dans des unités d'enseignement spécialisées de façon injustifiée. En 2005, seuls 46% des Roms âgés de 12 ans et plus avaient été scolarisés pendant plus de 4 ans (contre 83 % pour l'ensemble de la population). M. G.

PREMIER FESTIVAL LGBT A BUCAREST

Le festival Luna Istoriei LGBT (mois de l'histoire des lesbiennes, Gays, Bisexuels et Transsexuels) a pour but de promouvoir la culture et la diversité du milieu LGBT. Pendant tout le mois de février, des personnalités ont été invités à discuter avec le public de l'homosexualité à travers différents thèmes, tels que le milieu artistique LGBT ou le passé de cette communauté. Plusieurs expositions, dont une dans un lycée et deux facultés, ont été présentées ainsi que des projections de films, des ateliers de création littéraire et une pièce de théâtre. L'organisation ACCEPT, qui a mis en place ce projet, s'est inspirée d'une initiative similaire qui a lieu depuis huit ans en Ecosse, également financée par l'Union européenne. J. B.

LA LOI SUR LA LUSTRATION ENFIN VOTEE

22 ans après la chute de Ceaușescu, le Parlement roumain a voté la loi sur la lustration, rejetée par la Cour constitutionnelle depuis 2010. Elle prévoit l'impossibilité d'avoir une fonction publique pendant cinq ans pour les personnes ayant eu des postes politiques sous le régime communiste. Adoptée seulement maintenant, cette loi a eu un parcours difficile. Elle est toujours controversée car dans la version actuelle, bon nombre de fonctions visées dans la version de 2010 ont été rayées de la liste. C'est ce qui lui est entre autres reproché. De plus, elle intervient un peu tard. Pourtant, dans les mois à venir, on pourrait assister à un renouvellement dans les milieux politiques, engendré par cette loi qui attend d'être promulguée par le président Traian Băsescu. J. B.

BILAN 2011 POUR LA DNA : « BIEN, MAIS PAS SUFFISANT »

La Direction nationale anti-corruption (DNA) a récemment rendu public son rapport d'activité 2011. Les chiffres montrent que le nombre de personnes condamnées pour corruption a presque doublé en un an. De 154, il est passé à 293. Selon ce rapport présenté par Daniel Morar, procureur en chef de l'institution, plus de la moitié des personnes condamnées occupaient des fonctions importantes. Parmi eux se trouvaient deux députés, un sous-préfet, cinq maires, quatre magistrats, cinq avocats, et 26 policiers. Malgré ces résultats positifs qui ont confirmé les conclusions de la Commission européenne, Simona Popescu, coordinatrice du portail anti-corruption România Curată, souligne que « c'est bien, mais pas suffisant, car dans 60% des cas ces condamnations sont avec sursis. De plus, beaucoup d'accusés échappent à la justice car les dossiers sont tout simplement mal faits. Il faudrait une véritable volonté politique et plus d'indépendance pour la justice ». J. B.

Comme tous les ans au mois de mars, la francophonie fait sa fête en Roumanie. Nouveauté pour 2012 : le lancement officiel du Groupe des ambassades, délégations et institutions francophones (GADIF).



« C'est l'une des nouveautés importantes de cette année, car elle concrétise les aspirations du dernier sommet de la francophonie de Montreux », détaille David Bongard, chef de l'antenne régionale de l'OIF (Organisation internationale de la francophonie) pour les pays d'Europe centrale et orientale. « Ce rapprochement servira de plateforme commune pour la défense des intérêts de la francophonie en Roumanie. » C'est d'ailleurs le Gadif, conjointement avec le ministère roumain des Affaires étrangères et celui de la Culture, qui organisera cette année la soirée de la francophonie – elle aura lieu le 20 mars au Musée national d'art de Bucarest – où il attribuera exceptionnellement trois prix, l'un à une personnalité francophone, et les deux autres à des personnalités du monde des médias et des affaires. Le 21 mars à partir de 9h aura également lieu à l'Académie des sciences économiques de Bucarest (ASE) un séminaire baptisé « Le français, langue des affaires – passeport pour l'avenir » (voir aussi page 43). Le mois de la francophonie célèbrera enfin les dix ans de présence de la Délégation Wallonie-Bruxelles en Roumanie. Source : Lepetitjournal.com/bucarest

Communiqué de l'Ambassade de France à Bucarest adressé aux ressortissants français inscrits sur la liste électorale consulaire de Roumanie

En 2012 auront lieu les élections présidentielles (22 avril et 6 mai) et, pour la première fois, les élections des députés représentant les Français établis hors de France (3 et 17 juin). Pour ces deux scrutins, un bureau de vote unique sera ouvert à l'Ambassade de France en Roumanie à l'adresse suivante : Impasse Christian Tell, nr. 6 – Secteur 1, Bucarest (à proximité du Lycée français Anna de Noailles). Plus d'informations sur les modalités de vote qui s'offrent à vous sur le site Internet de l'Ambassade de France en Roumanie : <http://www.ambafrance-ro.org>

ELECTIONS au mois de juin

En dépit de la volonté du président Băsescu, les élections locales en Roumanie ne seront pas couplées avec les élections législatives, qui auront normalement lieu en novembre prochain. Selon le porte-parole du Pardi démocrate libéral (PDL), Sever Voinescu, les électeurs pourraient donc être appelés aux urnes le 10 juin. Aux municipales de Bucarest, le PDL cherche encore un candidat prêt à digérer une défaite face au grand favori, le maire sortant Sorin Oprescu (sans étiquette, ex PSD). F. G.

FOOTBALL : le Steaua Bucarest dans une très mauvaise passe

Éliminé en seizième de finale de la Ligue Europa, le club le plus titré et le plus populaire de Roumanie pointe durablement à la quatrième place du championnat roumain, loin derrière son rival historique, le Dinamo Bucarest (leader). Début mars, la défaite contre Mioveni, lanterne rouge du championnat, a plongé les joueurs du Steaua dans un doute abyssal. L'actionnaire majoritaire du club, le controversé « Gigi » Becali, a enfoncé le clou en déclarant qu'avec un jeu aussi mauvais, son équipe ne pouvait plus rien espérer cette année. Au bouclage de ce numéro, le Steaua était toujours quatrième... F. G.

# Au cœur des TRAFICS

Regard : Quel a été votre parcours pour arriver à cette fonction ?

Stephan Debonne : Juste avant de venir ici, j'étais commandant en second d'une compagnie de gendarmerie légère de montagne, en Lozère. Mais j'ai eu une expérience à l'international en 2005, au Kosovo. En 2009, j'ai été nommé directeur adjoint du Cours supérieur international, au sein de l'école des officiers de la Jandarmeria Mihai Viteazul. On y dispense une formation pour les officiers français et roumains mais aussi de toute la zone Europe et d'autres pays comme la Jordanie ou la Turquie. Ce fut mon premier séjour en Roumanie. En septembre 2010, la Direction de la coopération internationale m'a proposé de revenir, en tant qu'officier de liaison en lien avec l'OCDLI, l'Office central de lutte contre la délinquance itinérante.

Qu'est-ce que la délinquance itinérante ?

C'est un peu compliqué à définir. Il s'agit d'une délinquance axée sur les biens ; elle est à caractère polymorphe et cyclique, se répétant dans le temps et dans l'espace en faisant fi des frontières. Elle est très bien organisée, délibérément violente dans son exécution, et le plus souvent nocturne. Depuis décembre 2010, le Conseil de l'Europe lui reconnaît la particularité d'être liée à la traite des êtres humains, car des personnes sont recrutées contre leur gré en tant que main-d'œuvre, ce qui représente un délit en soi. On note d'ailleurs depuis deux ans une forte montée en puissance, que j'observe par l'augmentation du nombre de dossiers que j'ai à traiter, de l'ordre de 40% par trimestre.

Si la présence de policiers roumains en France est désormais connue, celle de gendarmes français à Bucarest l'est beaucoup moins. Le capitaine Stephan Debonne est l'un d'eux. Officier de liaison auprès de l'Inspectorat général de la police roumaine (IGPR), son poste existe depuis 2006 et prend une ampleur grandissante. Depuis son bureau avenue Stefan cel Mare, dans les imposants locaux de l'IGPR, il est au cœur de la machine policière roumaine, et contribue à une lutte très ciblée : celle contre la délinquance itinérante.



Quels sont les différents aspects de cette délinquance internationale ?

Elle se définit à travers trois sphères distinctes. Selon la police roumaine, la première est « clanique ». Avec des chefs de clans – basés en Roumanie, Bulgarie et Moldavie – qui ont une situation sociale et économique bien établie, et qui exploitent les plus pauvres des leurs. Ils utilisent les *cămătari*, système de prêts sur gages auxquels les plus mal lotis se trouvent forcés de souscrire, pour les obliger à rembourser en payant de leur personne (ou leur fille, leur femme...). Ils sont envoyés en France, en Angleterre, en Espagne,

contraints de se livrer à toutes sortes de méfaits. On est ici clairement dans le trafic humain, et en particulier l'exploitation d'enfants. C'est une vraie criminalité organisée, et itinérante car elle s'adapte aux barrières qu'elle rencontre sur son chemin, elle bascule d'un pays à l'autre selon les mesures prises ici ou là. Par le biais de mariage notamment, des associations sont faites entre les clans qui permettent de « recruter » de la main-d'œuvre de plus en plus éloignées, d'où la difficulté de remonter à la « tête ». Depuis deux ans, cette délinquance-là augmente considérablement, sans doute du fait de la crise et d'une pauvreté grandissante. La seconde

sphère de la délinquance internationale dont nous nous occupons ici est pratiquée par des groupes criminels roumains. On considère qu'il n'y a pas de trafic humain

« La délinquance itinérante est très bien organisée, délibérément violente dans son exécution, et le plus souvent nocturne »

en jeu car chacun de ses membres en tire profit, et est en quelque sorte consentant. Il ne s'agit pas de mafia proprement dite – une erreur d'appellation souvent commise – car elle ne repose pas sur des rites de passage, des codes d'honneur, ou une initiation particulière. Elle se traduit par des vols de fret, de matériels, d'engins de chantier, par du *skimming* (piratage de cartes bancaires, ndlr). Le préjudice d'une seule affaire peut s'élever jusqu'à cinq millions d'euros.

Par exemple ?

Les vols de fret de camions qui transportent du matériel informatique, des télévisions, des parfums ou des alcools de prix. Ceux-ci sont repérés sur une aire de stationnement, la bâche est lacérée ou la remorque forcée, et le contenu est transvasé dans d'autres camions qui s'évanouissent dans la nature. L'année dernière, nous avons réussi à neutraliser un tel réseau, ce qui a donné lieu à 27 mandats d'arrêt. En septembre dernier, c'était un réseau de vol de métaux, du nickel en l'occurrence, avec une dizaine d'interpellations.

Qu'en est-il de la troisième sphère ?

Il s'agit d'une délinquance à caractère « supra-international », en lien avéré avec des mafias russes ou moldaves. On y trouve toutes sortes de trafics, y compris de nouveau la traite d'êtres humains via la prostitution. Elle est caractérisée par une violence extrême où l'on n'hésite pas à séquestrer, à frapper...

Quel est votre quotidien au milieu de tout cela ?

Intense... Je dirais que 70% de mon temps se passe en opérationnel, c'est-à-dire à suivre des dossiers – y compris sur le terrain – en totale coopération avec

les policiers roumains et moldaves. Nous en avons une quarantaine sur le feu en continu. L'objectif est de retourner les résultats de ces recherches de renseignements judiciaires aux collègues de France ou du reste de l'Europe, notamment de Belgique, seul pays d'Europe qui ait comme nous un bureau de lutte contre la délinquance itinérante, et de les aider ainsi à faire aboutir leurs enquêtes. Le reste de mon temps est consacré aux aspects administratifs de cette mission, à rédiger des rapports, à représenter le ministère de l'Intérieur français en diverses occasions, et enfin, à faire de la formation technique auprès de policiers roumains. J'ai par exemple formé ceux qui sont partis récemment en France. Et je m'occupe également de la cellule de gestion de crise de l'ambassade de France.

On parle beaucoup en France de la délinquance provenant de la Roumanie. Est-ce que l'inverse existe ?

Effectivement, et cela fait aussi partie de mes attributions. On commence par exemple à percevoir en Roumanie l'émergence d'une forme de délinquance économique et financière, dont le but est de contourner les lois et la fiscalité françaises. L'une de ses incidences est le travail illégal en France, d'où notre collaboration avec l'OCLTI (Office central de lutte contre le travail illégal). Mais ça, c'est encore un autre dossier...

Propos recueillis par Béatrice Aguetant  
Photo : Mediafax



**APEX**  
Accounting & Payroll Expert team

Bd Dacia, n° 56, Secteur 2, Bucarest  
tel: +40 (0) 31 5092739  
fax: +40 (0) 31 8067739  
mobil: +40 (0) 74 5202739  
office@apex.team.ro  
www.apex-team.ro

Nos services :

- Tenue de la comptabilité
- Gestion de la paie et audit social
- Préparation des déclarations fiscales et sociales
- Assistance comptable (mensuelle / trimestrielle)
- Révision comptable, assistance à la clôture des comptes
- Préparation de reporting et de l'asse de consolidation
- Assistance au retraitement des situations financières selon les normes IAS-IFRS (normes internationales et normes roumaines)
- Gestion de projets de mise en place des méthodes et procédures comptables
- Conseil

# DES GLADIATEURS PAS COMME LES AUTRES

Trois fois par semaine, cette salle de sport du secteur 3 accueille l'association Gladiator. Provenant des quartiers difficiles de Bucarest, des jeunes y viennent faire du sport. Mais pas avec n'importe qui : l'ancien cascadeur Szoby Cseh est le patron des lieux, et mise sur une méthode innovante dans le but notamment de prévenir la délinquance juvénile. Reportage.



### Une discipline de fer

L'entraînement commence par un face-à-face entre les jeunes et les entraîneurs. Enfin alignés, l'appel commence. Puis les instructeurs clament un grand « bonjour » repris en écho. Au premier signal, tous se rigidifient, la tête haute. Au deuxième, d'un seul corps, ils se tournent vers la droite. Au troisième, ils commencent à courir. Malgré les apparences, ici, ce n'est pas l'armée. Cette trentaine de jeunes trouve ici – grâce à un partenariat entre l'association Gladiator et la mairie – un endroit où leur est conférée une certaine éducation qui passe par la pratique du sport.

### Appliquer les règles du sport dans la société

C'est Szoby Cseh (blouson bleu marine sur la photo), ancien et célèbre cascadeur roumain, qui d'une main de fer a mis en place cette méthode. Pendant deux ans, il a étudié le phénomène social de la délinquance juvénile qui touche les jeunes des quartiers difficiles. Il en est ressorti une étude, dans laquelle il montre que « ce n'est pas par la psychologie qu'on peut résoudre ce problème, mais par l'éducation à travers le sport ». Le but de son association est donc de prévenir et de combattre la délinquance en « faisant accepter aux jeunes des règles qu'ils n'auraient jamais acceptées autrement que par le sport. A travers l'activité physique, ils travaillent leur corps et leur psychisme afin d'être prêts à appliquer correctement ces règles dans la société ».



### Des milieux familiaux difficiles

La boxe et ses règles très strictes est l'un des sept sports enseignés ici. Elle est apprise dans le but de se défendre mais surtout afin que les jeunes se surpassent. L'ancien cascadeur explique : « Il faut qu'ils trouvent ici quelque chose qui leur procure plus de plaisir que d'aller chercher la bagarre dans la rue. » La plupart d'entre eux proviennent de milieux familiaux difficiles : soit leurs parents n'ont pas de travail, soit certains sont élevés dans des orphelinats. Et ils n'ont aucune obligation de venir s'entraîner ici trois fois par semaine. Le cascadeur regrette d'ailleurs qu'aucune collaboration n'existe entre lui et les écoles. Il recevait auparavant des délinquants juvéniles envoyés par un juge mais ce n'est plus le cas. Néanmoins, il reconnaît que pour que cela fonctionne, il faut que ces jeunes viennent ici volontairement. Et c'est le cas, la plupart ont appris l'existence de cette salle par des prospectus et surtout par le bouche-à-oreille.



### Des gladiateurs à l'école d'ingénieur

Alex, instructeur de 23 ans (à gauche de la photo), est un habitué de l'association. Quand le programme a commencé en 2005, il fut l'un des premiers à se défouler dans cette salle. Elevé dans un orphelinat, il avoue sereinement que « ces heures passées ici m'ont apporté une éducation, un équilibre ». Actuellement en école d'ingénieur et aidant l'association pendant ses heures creuses, il est cité en exemple par Szoby Cseh qui a bon espoir pour tous ces jeunes : « S'ils viennent au moins trois fois ici, c'est bon, la mayonnaise prend et ils sont sauvés ! »

### JUSQU'AUX JEUNES HANDICAPES

« Ce qu'a fait Szoby avec ces jeunes handicapés est exceptionnel. Avant, ils ne pouvaient pas se lever et maintenant, ils courent ». L'un des entraîneurs évoque ceux qui depuis 3 ans sont devenus eux aussi des « gladiateurs » malgré leur handicap. Dans le groupe, ils sont 23 à avoir des handicaps physiques ou mentaux plus ou moins durs, de l'autisme aux encéphalopathies chroniques se manifestant par des paralysies partielles. Pour Anca Tulpan, kinésithérapeute dans l'association, « les progrès accomplis par ces jeunes sont stupéfiants. » Elle prend l'exemple de l'un d'entre eux et énumère tout ce qu'il a appris à faire en seulement un an et conclut : « Cela n'aurait jamais été possible même en dix ans de rééducation. » Elle explique qu'ici, « ils font plus que de la simple rééducation. Comme ils le disent eux-mêmes, ils se font les muscles, pour devenir forts. De plus, par le sport, un lien très fort se crée entre ces handicapés placés dans le centre Crinul Alb, et ceux qui viennent avec leurs parents ».

Texte et photos :  
Julia Beurq

## « Un salaire pareil, c'est une offense »

D'après une étude statistique récente de l'Union européenne (1), la Roumanie était en 2010 – avec la Bulgarie – le pays d'Europe où le plus grand nombre d'habitants est exposé au risque de grande pauvreté, à savoir 41,4% de la population. Cela signifie que près de 9 millions de personnes y vivent soit en dessous du seuil de pauvreté, soit dans des conditions matérielles extrêmement précaires. Regard est allé à la rencontre de quelques-unes d'entre elles, à Bucarest.

Dans ce centre de distribution d'aide alimentaire financé par l'Union européenne, Marina (2) n'est qu'une simple employée municipale, non qualifiée, qui fait signer le registre des reçus aux retraités et chômeurs qui viennent chercher de quoi compléter un quotidien trop chiche. Elle-même gagne 500 lei (115 euros) par mois. Cela paie exactement son loyer et ses charges. « De novembre à mars, avec le froid, les factures de gaz et d'électricité augmentent. Ce sont les mois les plus durs. » Veuve, elle bénéficie de l'aide de son fils unique, ingénieur, pour payer le reste, essentiellement la nourriture. Son seul luxe ?...



La précarité, l'une des principales causes des manifestations qui ont eu lieu en début d'année.

« Le coiffeur, une ou deux fois par an ! ». Le bureau s'agite. La nouvelle vient de tomber : le Premier ministre a démissionné. Marina hausse les épaules. « Moi, ce que je veux, c'est donner mon salaire à l'un des membres du parlement, et voir comment il se débrouille avec ça ! (...) Avant la révolution, c'était quand même mieux... ». « On se débrouille », commente Oana, assistante sociale qui gagne, elle, 800 lei (184 euros), avec un enfant à charge. Des bas salaires, elle en voit à longueur de journée. « C'est difficile, très difficile, mais personne n'en meurt. La plupart d'entre nous ont un deuxième travail. D'ailleurs, si vous entendez parler de quelque chose... Je suis libre à partir de 16 heures. »

Stefan est professeur de philosophie dans un des collèges publics les plus renommés de Bucarest. 33 ans, bac + 4, il gagne 790 lei (182 euros) par mois. « Ce n'est pas un salaire, c'est de l'argent de poche ! ». Mais il aime son métier. « Pour être professeur ici, il faut vraiment le vouloir ! ». Heureusement, il vit chez ses parents... « Mais c'est compliqué, alors je paie ma nourriture », 600 lei en moyenne par mois. Avant 2009 et les réductions de salaire des fonctionnaires, il gagnait 1100 lei et recevait des tickets repas, qui n'existent plus. « Cette année, pour Noël, on nous en a donné pour 40 lei. Qu'est-ce que vous voulez faire avec ça ? Un

salaire pareil, c'est une offense. (...) Le plus douloureux pour moi, c'est de ne pas pouvoir entrer dans une librairie. C'est comme un affamé qui irait dans une boulangerie et ne pourrait pas se payer un pain. Voir tous ces livres et ne pas pouvoir en acheter, cela me fait trop mal. »

Lire, Flori n'y pense même pas. Quand en trouverait-elle le temps ? Elle travaille tous les jours, week-end compris, s'occupant d'une femme âgée atteinte d'Alzheimer. « Je prends soin d'elle comme d'un petit enfant. Cela me plaît, mais c'est dur. » Dur de boucler les fins de mois malgré un loyer de 50 lei seulement, un logement social derrière la gare du Nord. Dans son minuscule appartement d'une seule pièce, elle entretient cinq personnes avec son salaire de 1200 lei (275 euros). Il faut payer les charges, l'école des deux dernières, la nourriture... A 44 ans, elle est déjà grand-mère de quatre petits-enfants. Mais ses yeux noirs, rehaussés par le rouge éclatant de son pull, brillent de vivacité. « C'est dur, mais on y arrive ! Et puis, j'aime ce que je fais », sourit-elle.

Ioan, 38 ans, bac + 6, est musicien professionnel, tout aussi passionné ; son violon est « une extension de lui-même depuis l'âge de 6 ans ». Il s'estime verni, avec un salaire moyen de 1600 lei (370 euros), et juste sa mère à charge. « Ma chance, c'est de partir régulièrement jouer à l'étranger. Certains de mes amis font partie d'un orchestre ici et gagnent 150 ou 200 euros par mois. Certes, ils ont la sécurité de l'emploi ; moi, je préfère être libre. » D'après lui, ces bas salaires contribuent à la baisse de la qualité artistique en Roumanie. « Les plus talentueux quittent le pays, j'en connais plus d'une centaine qui l'ont fait. Ce n'est pas qu'une question d'argent, c'est aussi à cause du manque de considération. Du temps du communisme, le niveau était excellent, parce qu'on n'avait que ça à faire ! La culture est désormais le cadet des soucis du gouvernement. C'est tragique. »

Béatrice Aguetant  
Photo : Mediafax

(1) « 23% of UE citizens were at risk of poverty or social exclusion in 2010 », étude Eurostat parue le 8 février 2012.

(2) A la demande des interlocuteurs, les prénoms ont été changés.

## LA CHRONIQUE D'ISABELLE WESSELINGH

### HOMS-BUCAREST

C'est un matin de semaine dans le hall d'arrivée de l'aéroport Henri Coandă de Bucarest. Elle vient de sortir avec son fils haut comme trois pommes et serre dans ses bras ses parents qui l'attendent. Elle, restera « elle » dans cette chronique. Une femme menue de 30 ans, qui préfère taire son nom, par peur pour son mari, syrien, et sa belle-famille restés là-bas, à Homs, troisième ville de Syrie, bombardée et coupée du monde des semaines entières par le régime du président Bashar Al-Assad. Homs capitale de la rébellion. Homs aux écoles fermées dont nombre d'habitants survivent sans électricité. Homs qu'elle a réussi à fuir très difficilement. Homs où « les gens n'ont plus d'espoir que dans Dieu car la communauté internationale réagit tellement lentement », confie-t-elle d'une voix douce.

« On a dû sortir sous les bombardements et trouver un point de passage pour aller jusqu'à l'ambassade roumaine à Damas. » De là, elle a pu être rapatriée vers Bucarest. Des milliers de Roumains, pour la

plupart mariés à des Syriens ou enfants de couples binationaux, sont pris dans les violences qui ensanglantent la Syrie depuis qu'une contestation populaire, réprimée brutalement, a éclaté contre le régime du président Bashar Al-Assad il y a onze mois.

Mais pour « elle », le soulagement d'être dans un pays en paix est limité : « J'ai laissé là-bas ma maison, mon mari, le reste de ma famille. » Elle sait ce qu'est leur quotidien. « Là-bas c'est une guerre comme on n'en a jamais vu. Il y a des tanks à chaque coin de rue. On ne sortait pas de chez nous durant des semaines. On essayait de sortir quand on n'avait plus de nourriture mais c'était difficile », dit-elle. « Ce que vous entendez sur Homs à l'étranger ne représente qu'une infime partie de ce qui se passe là-bas », ajoute-t-elle.

L'espace d'un instant, je me souviens de Homs il y a quatre ans, ses parcs sous le soleil, son marché animé, les jus de fruits sirotés au coin de petits cafés de rue, Omar le taxi et sa vieille mais rutilante Mercedes des années 1950. Eh oui, il n'y a pas qu'à Cuba que l'on trouve de belles voitures du passé encore en service. La Syrie aussi était l'un de ces endroits. Homs, ville liée à nous par cette histoire de latinité commune – la ville donna plusieurs empereurs romains – et pour moi par cette appartenance à ce vaste espace méditerranéen d'où je viens. Homs où l'on sentait la pression d'un régime, les gens n'osant jamais parler politique sous les multiples portraits, déployés dans toute la ville, de Bachar Al-Assad dont ils ne voulaient même pas prononcer le nom en présence d'étrangers, « par peur d'être écoutés » dira l'un d'eux. « La ville ne ressemble plus du tout à ce qu'elle était », dira-t-elle. Aujourd'hui « elle » est en sécurité dans un pays, la Roumanie, où chaque citoyen peut voter contrairement à la Syrie. Comme en France, aux Pays-Bas, en Pologne... Des pays où l'on peut voter librement et où nombre de gens ne le font pas, par paresse, par dégoût ou désintérêt pour la politique, en oubliant que cette liberté et ce « petit » pouvoir sur la marche des choses sont un bien précieux.

Isabelle Wesselingh est chef du bureau de l'Agence France-Presse à Bucarest.

Illustration : Sorina Vasilescu



# Meilleur POUR LA SANTE ?

« Suite aux semaines mouvementées que nous venons de vivre, on a décidé d'écriture un nouveau projet. Il est très clair que la population ne désire pas un système dominé par le privé », admet le secrétaire d'Etat à la Santé Vasile Cepoi. Avec son équipe, il a consulté toutes les structures liées au système médical pour se remettre au travail et édifier un projet cohérent avec les demandes de la société civile. Chaque parti politique a de plus été invité à participer aux discussions. Et une fois qu'un chapitre sera terminé, il sera soumis à un comité consultatif composé de délégués des syndicats, des employeurs et des associations de patients.

Les auteurs du nouveau projet savent désormais ce qu'il faut éviter : la dominance du secteur privé et l'ingérence dans les services d'urgence, notamment le fameux SMURD. Son fondateur et sous-secrétaire d'Etat à la Santé Raed Arafat – dont la démission à cause du premier projet de loi avait déclenché les protestations du début de l'année – a plus de partisans que jamais. « Le système des urgences restera comme il est. Et si nous identifions un dysfonctionnement lié à la nouvelle loi, on le règlera. Il n'y aura pas de concurrence dans les urgences, on ne peut pas demander à la victime d'un accident de choisir tel ou tel fournisseur. Quelle ambulance appeler ? La plus rapide ? Ce n'est pas sérieux », assure le secrétaire d'Etat.

D'après les premières consultations entre experts et représentants de la société civile, le système de santé devrait comporter environ 70% de services publics et 30% de services privés. Un rapport qui, selon Vasile Cepoi, n'est qu'« intuitif et ne peut pas être déterminé administrativement, il doit dépendre des souhaits de la population. Actuellement, le système privé d'assurances n'est souscrit que par très peu de Roumains, il représente environ 10 millions d'euros, comparés aux 5 milliards d'euros de budget de la Caisse nationale d'assurance maladie. Les gens comptent toujours sur le système public, il restera prioritaire », soutient-il.

L'assurance de base continuera donc d'être fournie par le système public, la concu-

**Le gouvernement compte présenter fin juin l'une des lois les plus controversées de l'histoire récente du pays : celle sur la réforme de la santé. Après le rejet musclé de la première version du projet, leurs auteurs n'ont qu'à bien se tenir et proposer un texte en accord avec les demandes de la population. Constat partagé par le secrétaire d'Etat à la Santé Vasile Cepoi avec qui Regard s'est entretenu.**



rence ne concernera que les assurances complémentaires qui couvriront des traitements ou des interventions particulières, comme c'est plus ou moins le cas dans la plupart des pays européens. Par ailleurs, certaines catégories seront toujours exemptées du paiement des cotisations d'assurance : les enfants, les étudiants de 18 à 26 ans sans emploi, les personnes handicapées sans revenu, ou les patients atteints de maladies incluses dans les programmes nationaux de santé (cancer, VIH, diabète...). Une position unanime qui s'est dégagée après ces premières consultations est de modifier l'organisation des hôpitaux publics. Ces derniers seront dirigés par des directeurs indépendants, libres de gérer leur budget comme ils le souhaitent et même d'accéder à des fonds privés, afin que leur établissement réponde de façon plus efficace aux demandes des patients. « Les Roumains font beaucoup plus confiance aux hôpitaux privés, ce qui nous encourage à transformer tous les hôpitaux publics en entités fonctionnant sur le mode du privé ; cela

permettra aussi de mieux assurer les services de base », ajoute Vasile Cepoi.

Bien qu'ils disposent des mêmes conditions contractuelles avec la Caisse nationale d'assurance maladie que les hôpitaux privés, les hôpitaux publics étaient jusqu'à présent obligés, par exemple, de tailler dans les salaires et suivre la politique d'austérité appliquée à la fonction publique. « Aujourd'hui nous avons même des spécialités sans médecin... », soupire M. Cepoi. Bientôt, un directeur d'hôpital public devrait donc avoir la flexibilité d'engager comme il le souhaite en bénéficiant notamment de fonds supplémentaires pour son hôpital. Il pourra ainsi attirer les meilleurs médecins et négocier leurs salaires. Une réforme en profondeur du système qui durera entre quatre et cinq ans, et qui reposera en grande partie sur les épaules de ce directeur d'hôpital d'un nouveau genre. L'Etat a intérêt à bien les choisir...

Florentina Ciuvercă  
Photo : Mediafax

# Carte blanche

Cher Laurent,

Tu m'as demandé d'écrire un mot pour les lecteurs du prochain numéro de *Regard*, qui paraîtra après mon départ. C'est avec grand plaisir que je m'adresse à tes lecteurs, pour la première fois, et peut-être la dernière (mais je resterai disponible si tu le souhaites). Lorsque je suis arrivé à Bucarest, en août 2007, ma première mauvaise nouvelle a été la suppression de l'aide qu'accordait le ministère des Affaires étrangères à cette revue, et le départ programmé de Jean-François Pérès, son rédacteur en chef, qui était rémunéré par le ministère. Je n'ai pas voulu m'y résigner. Très vite, nous avons décidé, avec Patrick Gelin, le président de la Société générale - BRD, de faire de la Fondation Francofonie le véritable patron du journal, de demander aux entreprises membres de la Fondation d'accroître leur soutien, et de continuer la parution. C'est à ce moment que tu es venu, à notre demande. Ce fut un bon choix, et voici que *Regard* a démontré à tous la qualité et la diversité de la francophonie en Roumanie, et la force des liens qui unissent nos deux pays, tant par les sujets traités que par l'excellence de sa ligne éditoriale. Nous pouvons tous en être légitimement fiers. A un moment où la presse écrite souffre, partout dans le monde et particulièrement ici, en Roumanie, où elle disparaît progressivement, cette revue indépendante et bien faite donne un éclairage très intéressant, voire même indispensable, sur l'actualité.

Dans mon cabinet de la rue Cambon, l'actualité roumaine me manquera, ses scandales quotidiens, à la fois comiques et tragiques, les péripéties bizarres que traverse la vie politique, mais aussi la découverte de ce peuple roumain attachant et solide, adepte de la débrouillardise, fidèle à ses traditions, souffrant en silence, et heureux de faire la fête chaque fois que c'est possible. Parmi toutes les lectures que je fais sur la Roumanie, et qui parfois me dépriment, *Regard* me remonte le moral. Pourquoi faut-il que ce soit nous les Français qui ayons ce regard attendri sur les Roumains, plus que d'autres ? C'est un mystère que je n'ai pas réussi à percer. Je pars désolé de quitter ce pays, auquel j'ai essayé d'apporter ce que j'avais de meilleur en moi. En conclusion, je voudrais citer cette phrase de Cioran qui, me semble-t-il, s'applique bien à la situation actuelle : « Les époques d'expansion sont des époques de délire ; les époques de décadence et de repli sont en comparaison sensées, trop sensées même, et c'est pourquoi elles sont presque aussi funestes que les autres. » Je remercie tous ceux qui contribuent à *Regard* et j'adresse un salut amical à ses fidèles lecteurs.

Henri Paul

**La capitale roumaine accueillera du 22 au 29 avril le premier Festival des étudiants francophones d'Europe centrale et orientale intitulé « J'ai rendez-vous avec la langue française à Bucarest... en route vers le Forum de Québec ». Ce festival est organisé par l'Agence universitaire de la francophonie (AUF), en marge du Forum mondial de la langue française qui aura lieu en juillet à Québec.**

**CREER UN ESPACE D'ECHANGES** convivial autour du français, et permettre aux jeunes de découvrir une multitude d'activités et d'opportunités pour leur avenir, tel est l'objectif de ce premier festival qui réunira une soixantaine de jeunes étudiants inscrits dans les universités membres de l'AUF de dix-sept pays d'Europe

# Bonjour Bucarest



Université de Bucarest, le 17 novembre dernier, journée internationale des étudiants.

Turcanu, chargée des relations extérieures et de la communication de l'AUF.

Le programme du Festival comprend des activités scientifiques et culturelles, des ateliers de chorégraphie, d'improvisation, de création théâtrale, de peinture, de journalisme, ou encore des

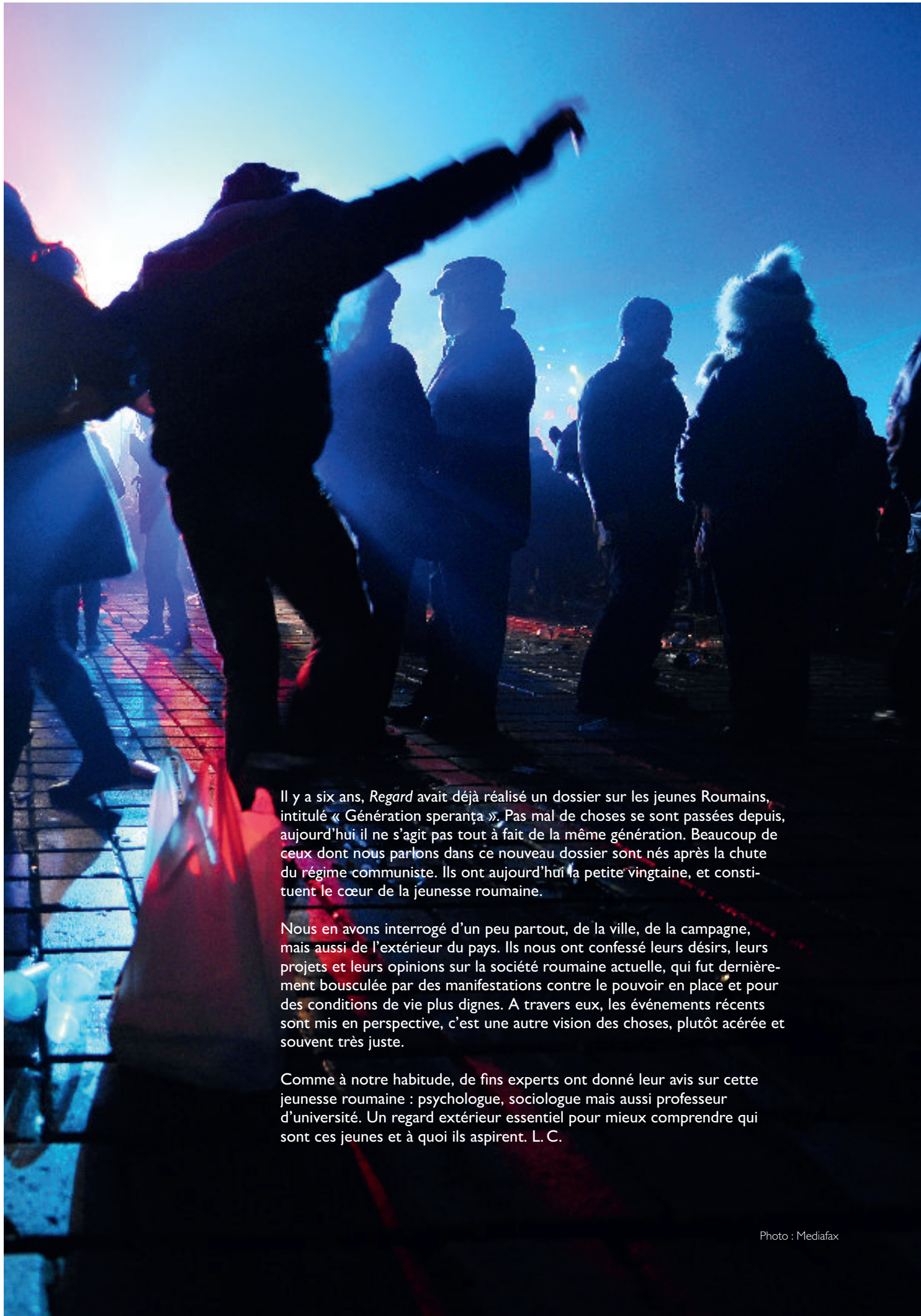
soirées de découverte des diverses cultures de la région. Il y aura également des conférences sur « la diversité et la mobilité dans l'espace francophone » et « la francophonie dans le contexte européen », ainsi qu'une table ronde sur « le marché du travail francophone ». Sans oublier le concours « Questions pour un francophone ».

Daniela Coman  
Photo : Mediafax



# LES JEUNES

QUI SONT-ILS ?  
A QUOI ASPIRENT-ILS ?



Il y a six ans, *Regard* avait déjà réalisé un dossier sur les jeunes Roumains, intitulé « Génération speranța ». Pas mal de choses se sont passées depuis, aujourd'hui il ne s'agit pas tout à fait de la même génération. Beaucoup de ceux dont nous parlons dans ce nouveau dossier sont nés après la chute du régime communiste. Ils ont aujourd'hui la petite vingtaine, et constituent le cœur de la jeunesse roumaine.

Nous en avons interrogé d'un peu partout, de la ville, de la campagne, mais aussi de l'extérieur du pays. Ils nous ont confessé leurs désirs, leurs projets et leurs opinions sur la société roumaine actuelle, qui fut dernièrement bousculée par des manifestations contre le pouvoir en place et pour des conditions de vie plus dignes. A travers eux, les événements récents sont mis en perspective, c'est une autre vision des choses, plutôt acérée et souvent très juste.

Comme à notre habitude, de fins experts ont donné leur avis sur cette jeunesse roumaine : psychologue, sociologue mais aussi professeur d'université. Un regard extérieur essentiel pour mieux comprendre qui sont ces jeunes et à quoi ils aspirent. L. C.

QUELQUES CHIFFRES SUR EUX...

Avant d’aller à leur rencontre, voici un premier tableau général sur les jeunes Roumains. Il n’est pas très réjouissant, les témoignages des pages qui suivent nuancent cependant ces statistiques.

D’abord, combien sont-ils ?

De nombreuses administrations roumaines regroupent dans la catégorie « jeunes » tous ceux qui ont entre 14 et 35 ans. Ils seraient environ 7 millions, soit un tiers de la population totale, selon l’Autorité nationale de recherche scientifique. Ces jeunes sont toutefois de moins en moins nombreux à l’heure où la population de la Roumanie ne cesse de décroître. Depuis 2002, elle a diminué de 12% sous les effets conjugués de l’émigration et d’une baisse du taux de natalité, comme le montrent les résultats préliminaires du recensement organisé en novembre dernier. Le pays compte désormais 19 millions d’habitants, soit 2,6 millions de moins que lors du précédent recensement il y a dix ans. Parmi eux, de moins en moins de jeunes donc, et toujours plus de retraités (5,5 millions en 2011).

Indépendance tardive

Dans son film *Tanguy*, Etienne Chatiliez racontait avec humour comment un jeune Français de 28 ans refusait de quitter ses parents. Un scénario qui prêterait moins à rire en Roumanie où les hommes prennent leur indépendance en moyenne à 30 ans, et les femmes à 27 ans, selon Eurostat. La Roumanie est ainsi l’un des pays européens où les enfants quittent le plus tard le domicile familial, avec la Slovaquie et la Bulgarie (31 ans). A l’inverse, la Finlande (23 ans), les Pays-Bas et la France (24 ans) sont ceux où les jeunes prennent leur envol le plus tôt. Confrontés au chômage ou à l’indigence des salaires qui leur sont proposés en début de carrière, les jeunes Roumains attendent donc souvent le moment du mariage pour quitter leurs parents. En moyenne, les hommes se marient à 29 ans, les femmes à 26 ans, soit beaucoup plus tard que les anciennes générations. En 1990, ils se mariaient en moyenne quatre ans plus tôt.

Un niveau d’éducation faible

Plus de 97% des Roumains âgés entre 15 et 24 ans savent lire et écrire et environ 80% de ceux qui sont en âge d’aller au lycée sont scolarisés, selon des statistiques

de l’Unicef publiées en 2011. Pourtant, le pays accuse encore un énorme retard en matière d’éducation, seuls 17% des hommes et 21% des femmes entre 25 et 34 ans ayant un niveau d’études supérieur, toujours selon Eurostat. Ces chiffres classent la Roumanie au dernier rang des états de l’Union européenne, très loin derrière le Royaume-Uni, l’Irlande, la France ou le Danemark où plus de 40% des 25-34 ans ont un niveau d’études supérieur. Aujourd’hui, sur les quelque 10 millions de Roumains actifs, seuls 16,4% ont un niveau d’études supérieur, 33,9% ont un niveau lycée, 18% un niveau collège, 24% ont suivi

un cursus professionnel et 3,3% ne sont pas allés plus loin que l’école primaire, selon des statistiques officielles de 2009 publiées par l’agence de presse Hotnews. Toutefois, la situation tend à s’améliorer puisque neuf ans plus tôt, les Roumains ayant un niveau d’études supérieur ne représentaient que 9,5% de la population active et ceux n’ayant pas été plus loin que l’école primaire 8,2%.

Des revenus insuffisants

Un Roumain sur quatre âgé entre 18 et 24 ans est un travailleur pauvre, c’est-à-dire

que, malgré son salaire, il vit sous le seuil de pauvreté (159 euros par mois), selon Eurostat. Autre statistique qui met en évidence les difficultés économiques de la jeunesse roumaine, celle du salaire moyen net des jeunes diplômés. Depuis cinq ans, il dépasse à peine 1000 lei, soit environ 250 euros, selon l’étude *Les jeunes diplômés de l’enseignement supérieur et leur intégration sur le marché du travail*, publiée en 2011. Ceux commençant une carrière dans le secteur public (administration, santé, éducation, etc.) perçoivent généralement de maigres salaires malgré plusieurs années d’études, qui ont été de plus rabaisés de 25% dans le cadre du plan d’austérité entré en vigueur en 2010. Toutefois, certains jeunes tirent leur épingle du jeu, comme l’homme d’affaires Iustin Paraschiv, 30 ans, qui a fait fortune dans l’industrie agroalimentaire et l’immobilier. L’an dernier, sa fortune s’élevait à 70 millions d’euros, selon la revue *Forbes Romania*.

Le fléau du chômage

Avec un taux de chômage des jeunes de 23,5%, la Roumanie se situait l’an dernier au-dessus de la moyenne européenne (21,4%). Ce taux est bien inférieur à celui de l’Espagne où 46,4% des jeunes de moins de 25 ans sont désormais sans emploi ; il est à peu près égal à celui de la France (23,2%) mais bien supérieur à ceux des Pays-Bas (7,6%), de l’Autriche (8,3%), et de l’Allemagne (8,5%). Sur les quelque 460.000 chômeurs inscrits en 2011 à l’Agence roumaine pour l’emploi (ANOFM), 82.000 avaient ainsi moins de 25 ans. Depuis le début de la crise économique, le taux de chômage des jeunes a augmenté de quatre points en Roumanie, les jeunes sans diplôme, sans qualification et sans expérience ayant été davantage touchés que les autres. En 2009, le taux de chômage des jeunes de 25 à 34 ans ayant un faible niveau d’éducation

était de 10,1% contre 2,7% pour ceux ayant un niveau d’éducation élevé, selon Eurostat. Toutefois, il faut noter qu’une très large majorité des jeunes diplômés acceptent des emplois pour lesquels ils sont surqualifiés. Ce serait le cas de 88% d’entre eux, selon un sondage réalisé l’an dernier par le site Internet spécialisé dans le recrutement Myjobs auprès d’un échantillon représentatif de plus de 2800 jeunes et 152 entreprises.

Quelle mobilité ?

De plus en plus de jeunes Roumains partent étudier ou travailler à l’étranger. Une mobilité favorisée par la multiplication des programmes d’échanges et l’adhésion de leur pays à l’Union européenne en 2007. Selon une étude de l’Unesco publiée l’an dernier, le nombre de Roumains ayant fait le choix d’étudier à l’étranger a ainsi augmenté de 52%

en dix ans. En 2010, ils étaient 50.000 à étudier dans les universités européennes et américaines, selon la Ligue des étudiants roumains de l’étranger, dont la plupart au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, en France, en Italie et au Danemark. Parmi eux, 30% étudient l’économie et les finances, 18% les hautes technologies et l’ingénierie, et 14% l’administration publique. Attirés par des salaires bien supérieurs et des conditions de travail souvent meilleures, les jeunes de moins de 35 ans grossissent également les rangs des trois millions de Roumains qui travailleraient aujourd’hui à l’étranger. Une tendance admise par de nombreux spécialistes mais qui n’est confortée par aucune statistique officielle en Roumanie. Par ailleurs, les témoignages recueillis dans les pages qui suivent tendent à affirmer que le départ pour l’étranger serait dans l’ensemble devenu moins systématique qu’il y a quelques années.

Une génération pessimiste

La crise économique a mis fin à plusieurs années de forte croissance en Roumanie et dégradé avec elle la confiance des jeunes Roumains dans l’avenir. C’est ce que révèle un sondage réalisé en novembre 2010 par l’Institut de marketing et de sondages (IMAS) auprès de jeunes entre 18 et 27 ans. Dans le détail, 91% des personnes interrogées estiment que la situation économique de leur pays s’est dégradée ces cinq dernières années et seuls 43% pensent que leur situation peut s’améliorer dans les cinq années à venir. Autre signe du temps, la confiance des 18-35 ans dans le système politique est extrêmement faible. Selon une étude de l’institut CIADO réalisée l’an dernier auprès de 1456 personnes, 51% des jeunes affirment qu’ils n’iront pas voter aux élections municipales de juin prochain, et 61% boudront les législatives qui seront organisées au plus tard cet automne. De même, à la question « comment percevez-vous la classe politique ? », 29% des personnes interrogées ont répondu « incompétente », 31% « corrompue », 21% qu’elle ne les « intéressait pas » et seulement 19% que les hommes politiques roumains étaient « intéressés par la modernisation de l’Etat ». Enfin, la foi religieuse de la jeunesse roumaine semble, elle aussi, s’éroder. Selon le sondage IMAS précité, seuls 34% des jeunes se déclarent « religieux ». Ils étaient 47% cinq ans plus tôt.

Mehdi Chebana  
Photo : Mediafax



**A 68 ans, Aurora Liiceanu porte toujours un regard aiguisé sur son temps et son pays. Docteur en psychologie, elle a notamment enseigné à l'EHESS en France et vient de publier deux livres. Elle parle ici de la jeune génération actuelle.**

## « ILS VEULENT S'EVADER »



**Regard : Qu'entendez-vous par « jeunes » en Roumanie ?**

**Aurora Liiceanu :** Beaucoup de discussions tournent autour de cette question, et pas seulement en Roumanie. Car il est désormais difficile de faire une distinction claire entre ados, pré-ados et post-ados. Les petits veulent devenir des jeunes et luttent ainsi dans ce sens. Une fois devenus jeunes, ils ne veulent pas devenir adultes mais rester jeunes et donc régresser symboliquement en âge. En gros, on se dépêche de devenir jeune pour ensuite essayer d'appartenir le plus longtemps possible à cette catégorie et donc, ne pas devenir adulte. D'énormes céures se sont ainsi produites au niveau de l'âge des jeunes. Cela s'est tellement accentué qu'entre parents et enfants s'est creusé un fossé énorme qui va être extrêmement difficile à combler.

**Pourquoi tout particulièrement ici ?**

Premièrement, parce que les parents sont « largués » en ce qui concerne la technologie, or celle-ci constitue le nerf de la guerre actuellement. En second lieu, les parents n'acceptent toujours pas le style de vie nomade des jeunes – qui vont par exemple voir un concert à Budapest ou je ne sais où. Les parents roumains en particulier acceptent difficilement cette « folie » qui consiste à vouloir se promener partout sur la planète et qui est caractéristique de la jeune génération.

**Cette soif de mouvement est en effet relativement nouvelle en Roumanie...**

Effectivement, et elle est reprise avec beaucoup d'allégresse par les jeunes Roumains. Ils ne veulent plus rester à la maison mais « s'évader ». D'ailleurs, nous les voyons plus que jamais dehors, dans la rue. C'est quelque chose que l'on ne voyait pas avant. Pendant le communisme, on ne concevait pas de faire le réveillon hors de chez soi.

**Pourtant, on imagine que dans certains coins de Bucarest les gens ont toujours vécu dans la rue...**

Oui, mais ce sont des quartiers où demeurent des comportements que j'appellerais ruraux. La socialisation interne, au sein de la cellule familiale, a toujours été prédominante en Roumanie, mais aujourd'hui les jeunes n'ont plus envie d'y participer. Cela crée des bizarreries inédites et tristes. Je regarde dans mon immeuble de six appartements. Les enfants sont partis depuis longtemps et viennent deux fois par an dans le meilleur des cas. Les parents n'ont entre eux aucun lien d'amitié, ils ne se parlent pas. Ils ne sont en contact avec l'extérieur que via leur

téléviseur. On constate cette situation dans beaucoup d'endroits du pays.

**A quoi les jeunes associent cet espace intérieur, celui de la maison ?**

Ils le fuient. Les jeunes ne veulent plus être bichonnés. Ils cherchent des groupes de référence, d'appartenance, d'amis à l'extérieur de la maison. Les relations parents-enfants sont complètement modifiées et ne sont plus celles que leurs parents ont connues. Il y a une expression qui justement résume parfaitement cela, expression que j'ai entendue dans la bouche de collégiens : « Papa, maman, vous êtes périmés ! ». Les parents ne comprennent pas le monde

**« Les jeunes ne veulent plus être bichonnés. Ils cherchent des groupes de référence, d'appartenance, d'amis à l'extérieur de la maison »**

d'aujourd'hui, que celui-ci est en perpétuel changement, alors que les jeunes le sentent.

**Vers quoi ces jeunes se tournent-ils alors ?**

Les médias. Et ces derniers sont en partie responsables de l'état actuel de la société car ils mettent en avant des modèles « tabloïd » qui ne vantent pas que des choses positives. Chez nous, la contagion sociale et le mimétisme sont énormes. Je n'aurais jamais cru que les Roumains soient à ce point aspirés par le culte de la célébrité ; de nos jours, plus personne ne veut être anonyme, c'est la mode. Tu dois être quelqu'un et pour cela tu dois devenir célèbre. De là découle tout, l'argent, les femmes, etc. Et pour cela, il faut passer à la télé. Je ne vois pas comment l'on va changer ça. Certains parents poussent même leur enfant vers ce modèle. Les médias sont vus comme le principal ascenseur social.

**Les jeunes Roumains attendent-ils encore quelque chose de la religion ?**

C'est là un phénomène étrange car si la religion au sens où on l'entendait autrefois est en perte de vitesse chez la jeunesse roumaine, on constate que « l'irrationnel » a le vent en poupe. Et il n'y a là aucune relation avec le niveau d'étude : cette

irrationalité est partout. Je reçois des mails de jeunes a priori « rationnels » au sujet de « plantes qui portent chance », et toutes sortes de choses dans le même genre. Je trouve ce besoin d'irrationnel assez incroyable. De plus, chez nous il y a cette manie du « gourou », de la personne qui se pose en modèle, et qui tient du mythe de la célébrité dont nous parlions plus tôt. Tout le monde veut avoir un « gourou » pour en devenir un soi-même.

**Que font les jeunes de ce « gourou » ?**

C'est une personne que tu écoutes pour résoudre tes problèmes personnels. Évidemment, le but suprême est de le dépasser à un moment donné. Ce « gourou », symboliquement, est un prophète. Il t'aide à te connaître et à te trouver sur le plan personnel. Cela participe d'un fort besoin d'identification, d'avoir des modèles. C'est à la mode et à mon sens, cela assouvit la soif de tout un chacun de sortir de l'anonymat. L'emprise de ces « gourous » s'accroît car ils entretiennent le narcissisme des gens. Les Roumains sont à la fois narcissiques et complexés, et la jeune génération est à cette image.

**Il n'y aurait donc pas finalement de changement majeur par rapport à d'autres générations ?**

Non, pas fondamentalement. Par contre, les jeunes de maintenant ont compris quelque chose qui tranche avec le passé : qu'ils peuvent se débrouiller tout seuls, ils s'isolent ainsi de la collectivité. C'est là le principal changement et cela rejoint ce que nous disions au début. C'est la même chose aussi pour ceux qui veulent devenir de bons professionnels : il s'agit d'individus qui ne se basent plus sur les liens du sang.

**Pensez-vous que les mouvements sociaux du début de l'année définissent la jeunesse actuelle ?**

Ce serait beaucoup dire d'autant qu'il n'y avait pas que des jeunes qui manifestaient. Mais je dirais que quelque chose vient de démarrer. Nous en sommes aux balbutiements d'une société civile et les jeunes veulent, j'en suis sûre, davantage s'impliquer. Je crois aussi que le ras-le-bol est présent chez tous les jeunes. Les étudiants ont participé aussi, certes sans revendiquer quelque chose de précis. Cela me rappelle ce proverbe roumain : « Je mangerais bien quelque chose mais je ne sais pas quoi... ». Ils veulent quelque chose

d'autre, ils ne savent pas quoi exactement mais ils veulent un changement, c'est sûr. Je suis optimiste en tout cas.

**Quel fut le meilleur slogan de ces événements, à votre avis ?**

« Udrea (ex-ministre, ndlr) est ton amante, la Roumanie est mon amoureuse... ». « Amante » a évidemment une connotation négative et en plus cela relève du plan personnel. Alors que l'amoureuse, elle, représente quelque chose de positif et surtout d'universel. Je trouve cela très beau. Le fait de rappeler de la sorte que le pays appartient à tout le monde, à la collectivité. C'est très roumain de rappeler que le pays est notre « amoureuse » et constitue donc notre âme à tous.

**Que pouvez-vous nous dire sur la sexualité des jeunes ?**

Je dirais que chez nous les gens sont encore très conservateurs et les jeunes également. Tant bien même que sur le Net apparaissent toutes sortes de choses. Des blagues souvent grasses qui veulent d'une certaine manière briser le puritanisme dans lequel nous vivons et tous ces tabous autour de la sexualité. Mais le sexe reste ici tabou, les gens ne parlent jamais de leur vie sexuelle.

**Question parallèle : que vous inspire Bucarest ?**

Après avoir lu *Istanbul* d'Orhan Pamuk, je me suis rendu compte qu'à Bucarest nous ne sommes pas tout à fait en Europe. Bucarest ressemblait tellement à Istanbul... Pamuk parle de ces chiens dans les rues, de cette neige qui ne veut plus fondre, cela reste notre présent. Certains intellectuels roumains auraient même dit que Bucarest n'a jamais été « le petit Paris » mais « le petit Istanbul » !

**C'est cela qui pousse toujours les jeunes Roumains à vouloir quitter le pays et sa capitale ?**

Je crois que cet « Istanbulisme » convient à tout le monde. On remarque que lorsque des jeunes qui s'adaptent à l'étranger reviennent au pays, ils retombent dans les vieux travers inhérents à cette ville. C'est comme ça...

Propos recueillis par Benjamin Ribout  
Photo : Mediafax

RÊVES ADOLESCENTS

A quoi rêvent les adolescents qui construiront la Roumanie de demain ? Pour le savoir, Regard s'est rendu dans trois lycées de la capitale.



elle, finances pour Roxana et Alexandra – faire un master à l'étranger, avant de revenir au pays et faire carrière. Aucune d'elles

AU CŒUR DU QUARTIER CHIC de Primăverii, le lycée Jean Monnet ne faillit pas à sa réputation, celle d'établissement pour la jeunesse dorée de Bucarest. Quand la cloche sonne, les élèves, griffés de la tête aux pieds, s'engouffrent dans les berlines de luxe garées devant le portail avant de filer vers les beaux quartiers de Pipera, Băneasa ou Herăstrău.

Pimpantes et ultra-lookées, Alexandra, Roxana et Ana sont en 12ème (terminale dans le système français). Avec le bac qui approche dangereusement, les jeunes filles « bossent beaucoup, entre les cours, les examens », et ont mis – un peu – les loisirs de côté. « D'habitude, on sort plusieurs fois par semaine, au mall, au cinéma. On sort avec nos amis, dans Lipscani surtout, on fait du sport, pour moi c'est du kangoo-jump (sorte d'aérobic, ndlr) dans un club », explique Ana. La jeune fille reconnaît que l'argent n'est pas un problème, que ses parents

subsistent à tous ses besoins, essentiels comme superflus, et qu'elle ne se sent pas touchée par la crise. Son sac à main, Prada, confirme ses dires.

« On ne vit pas dans une tour d'ivoire pour autant, rétorque Alexandra, on s'intéresse à ce qui se passe dans le pays, on s'informe par Internet surtout. Il y a plein de choses qui ne vont pas bien, la classe politique notamment. Pour autant, je n'ai pas eu envie de participer aux manifestations en janvier, cela me semble inutile. » Leur futur ? Elles le rêvent à l'image de leur présent. « La famille » est la valeur la plus importante à leurs yeux, et leurs parents – banquiers, brokers ou ingénieurs – sont leurs « modèles ». Elles ont bien l'intention de suivre la même voie qu'eux : celle du succès. « Je veux avoir un bon job, gagner de l'argent, je suis très ambitieuse », explique Ana. Comme ses copines, elle a déjà un plan d'avenir tout tracé : entrer à la fac – sciences po pour

ne s'imaginer vivre à l'étranger.

« J'aime bien y aller en vacances, explique Roxana, mais je ne m'imaginer pas vivre loin de ma famille. Nous sommes très proches, et plus tard, je veux reprendre l'entreprise de construction d'un de mes oncles. » Idem pour Ana... « On a la chance d'être déjà allé en vacances à l'étranger, d'avoir cette ouverture sur le monde. Mais je pense qu'en Roumanie j'ai beaucoup plus de chances de réussir à faire carrière. »

POUR UN « BEL AVENIR »

16h, devant l'Ecole centrale, vénérable institution située à deux pas du Parc Icoanei, considérée comme l'un des meilleurs lycées de la capitale. Une poignée d'élèves profitent de l'intercours pour venir fumer une cigarette ou s'acheter un café. Dionisie et Alin, 16 ans, en classe de neuvième (troisième) ont des rêves différents, mais

un but commun : se construire un « bel avenir ». Alin, fils d'ingénieurs, à moitié russe, n'a aucune idée du métier qu'il veut faire, mais est certain que son futur sera « ailleurs », rempli de « voyages, de découvertes... ». « J'ai déjà beaucoup voyagé, à Miami, en Espagne, en Sibérie, à Paris... la Roumanie est bien moins développée, je préfère vivre ailleurs. Ce que je veux, c'est avoir une vie un peu hors du commun. » Son modèle ? L'acteur américain Ashton Kutcher. Dionisie, lui, cite le médecin Nicoale Păunescu et s'imaginer en « futur aviateur », et « en Roumanie, forcément ». « Je veux avoir une vie tranquille : un bon salaire, un métier qui me plaît, une femme, des enfants. »

Pour le moment, ils occupent leur temps entre école, sport (vélo essentiellement), musique (rock, variété) et sorties avec leurs copains. Bons élèves, ils savent en tout cas qu'ils poursuivront leurs études – à l'étranger et en Roumanie – après le bac, « grâce au soutien de nos parents ». Côté argent de poche, ils n'ont pas de budget précis, « reçoivent de l'argent quand ils en ont besoin et s'ils ont été sages ». Bien que la famille soit une valeur importante à leurs yeux, le savoir l'est plus encore. « Lire, s'informer, apprendre, s'enrichir, c'est fondamental », estime Dionisie, qui avoue être « un peu allergique à Internet et ses réseaux sociaux, contrairement à tous ceux de mon âge ». Sur leur pays, les deux jeunes garçons ont un avis assez tranché : « C'est un pays magnifique, mais il y a un vrai problème avec les dirigeants. » Pour autant, ils n'ont pas pris part aux manifestations de la Place de l'Université... « Inutiles, car ça ne change rien de fondamental. » Mais Alin et Dionisie ne veulent pas être « passifs » et aimeraient s'impliquer « dans des projets utiles ».

POUR « UNE VIE PLUS FACILE »

A la croisée des quartiers de Ferentari et Rahova, le lycée Dimitrie Bolintineanu est caché au milieu des « blocs » gris qui bordent Calea Rahovei, en plein cœur d'une zone qui n'a pas franchement bonne réputation et où le niveau de vie est loin, très loin de celui de Primăverii. « Mais c'est un bon lycée, où la moyenne d'admission est assez élevée », affirment Alexandru et Andrei, 16 et 17 ans, en dixième (seconde). Les deux garçons vivent à quelques rues de là, à Ferentari, dans une maison la curte. Emmittouffés dans leurs grosses doudounes, les deux copains avouent « avoir un peu du mal à suivre en cours, les profs sont

très exigeants, on est obligés de faire des meditații (cours privés, ndlr) en maths et en chimie... ». Si Alexandru envisage de continuer ses études après le bac, c'est pour devenir « ingénieur auto comme en rêvent [mes] parents qui veulent m'aider à ouvrir mon propre garage ».

Andrei, lui, sait déjà qu'il mettra les voiles pour l'étranger. Son avenir : il le voit derrière les fourneaux, et si possible sur un bateau de croisière. « J'adore manger, je rêve de voyager, ce serait parfait ! ». Tous les deux aimeraient avoir « une vie plus facile » que celle de leurs parents – leurs pères sont chauffeurs, leurs mères assistante en pharmacie et assistante maternelle. « On ne peut pas se plaindre, on a ce qu'il nous faut, mais j'espère pouvoir m'offrir plus de choses quand je serai adulte », explique Andrei. La

crise ? « Bien sûr qu'on la sent. Les salaires ont baissé, on a moins d'argent de poche... ». Les deux garçons sont même allés aux manifestations Place de l'Université. « Juste pour voir et pour crier, avec les copains. Mais on s'en fout de la politique en fait. » Eux croient « en la famille, en l'amitié ».

Et ce qui les intéresse, c'est surtout le foot (ils sont fans du Steaua), la musique, avec une préférence marquée pour le hip-hop et la house, « les filles » et les sorties entre copains, au mall ou dans le centre. Et Internet, devant lequel ils passent des heures entières. Dans dix ans, où se voient-ils ? Andrei, sur « un navire », et Alexandru au volant « d'une BMW rouge ».

Marion Guyonvarch  
Photo : Julia Beurq

**CHOISISSEZ LE CONFORT !**

Leader pour les services en efficacité énergétique  
Le meilleur prix de chaleur en Roumanie  
Toutes nos Energies pour un développement durable

**Dalkia Roumanie**

021 400 11 11  
021 400 11 12  
021 400 11 13  
021 400 11 14  
021 400 11 15  
021 400 11 16  
021 400 11 17  
021 400 11 18  
021 400 11 19  
021 400 11 20  
021 400 11 21  
021 400 11 22  
021 400 11 23  
021 400 11 24  
021 400 11 25  
021 400 11 26  
021 400 11 27  
021 400 11 28  
021 400 11 29  
021 400 11 30

## LES ETUDIANTS, *une force motrice*



**Regard :** Quelles sont les études et les professions qui attirent les jeunes Roumains ?

**Mircea Dumitru :** Depuis toujours, les études en sciences humaines, en droit, en sciences politiques et en sciences économiques ont été très prisées. Dès 1990, la société roumaine a eu un besoin très fort en recherches politiques et sociales car elles étaient quasiment interdites jusque-là. Ce fut une conséquence directe du changement démocratique en Roumanie, et cela continue d'être important pour le pays. Les jeunes diplômés dans ces domaines travaillent aujourd'hui dans la communication, le social ou la politique. Et il y a bien évidemment le monde de l'entreprise, qui offre de nombreuses carrières dans les domaines du droit et de l'administration des affaires. A noter que si dans les années 90 l'ingénierie et les sciences dites « dures » sont devenues moins à la mode, aujourd'hui la tendance s'inverse et j'en suis ravi. Je constate avec plaisir que la jeune génération se tourne de plus en plus vers des études d'ingénieur, dans l'industrie bien sûr, mais aussi dans le génie civil, ce qui constitue la base de l'économie roumaine. Beaucoup d'étudiants sont également attirés par l'informatique, en particulier parce que son enseignement dans le secondaire y est de qualité.

**Comment a évolué l'émigration de la jeunesse roumaine ?**

A mon avis, le phénomène se réduit et les perspectives ont changé. La situation n'est plus aussi dramatique qu'il y a dix ou quinze ans, et beaucoup d'étudiants d'aujourd'hui sont nés après 1989. De fait, ils se sont eux-mêmes libérés de l'idéologie selon laquelle il fallait partir à tout prix. Ils partent pour étudier, pour travailler à l'étranger, certes, mais ils n'ont plus la ferme intention d'émigrer pour toujours. Certains reviennent d'ailleurs en Roumanie pour y investir le capital, l'expérience et le réseau qu'ils ont constitués ailleurs.

**Quel est leur rapport à l'Union européenne ? L'austérité économique leur a-t-elle donné une plus mauvaise image de l'UE ?**

Au-delà des programmes d'échanges universitaires de type Erasmus, l'ouverture sur le réseau européen est perçue de façon très positive. La comparaison qu'ils peuvent désormais faire entre les différents pays et universités leur permet de relativiser ce qu'il se passe ici. La réalité est plus subtile et flexible qu'avant, lorsqu'on ne voyait que les aspects négatifs de la Roumanie. Et je ne crois pas cependant que la crise économique et financière ait sapé leur vision de l'Union européenne. Ils sont cer-

**Qui sont les étudiants roumains d'aujourd'hui ? Mircea Dumitru, nouveau recteur de l'université de Bucarest, brosse le portrait d'une génération pragmatique et européenne.**

tainement insatisfaits de la politique et des politiciens roumains, mais ils n'ont pas pour autant une attitude sceptique envers l'UE. Je pense que la nouvelle génération voit les relations internationales et européennes comme quelque chose de favorable à son développement.

**Que représente le passage à l'université pour un jeune Roumain ?**

C'est un passage important pour avoir une bonne situation. Je pense que les jeunes sont devenus très pragmatiques au sens positif du terme. Il veut mettre toutes les chances de leur côté avant d'entrer sur le marché du travail, tout en s'épanouissant personnellement. En Roumanie, on peut encore dire que faire de longues études rend plus fort. Cela permet d'être plus flexible et préparé aux difficultés de la vie. Quant à ceux qui ont voyagé pendant leurs études, je pense que le fait d'avoir « bougé », comme ils disent, les rend forcément plus dynamiques. Ceci étant, ces étudiants sont en grande partie urbains. De moins en moins d'étudiants viennent de milieux ruraux, où peu de familles peuvent investir dans l'éducation de leurs enfants. Les responsables politiques devraient davantage s'en soucier. Si on ne diffuse pas un certain savoir et des compétences dans la société au sens large, cela ne fera que favoriser des ruptures entre les classes sociales. Et il faut donner davantage de moyens aux étudiants car ils sont aussi une force motrice.

Propos recueillis par François Gaillard  
Photo : Mihai Barbu

# MIEUX AVANCER, C'EST ÊTRE PLUS SÛRS.



Avancer ensemble vers un monde où la mobilité est plus sûre, c'est d'abord innover pour mettre au point des pneus qui freinent plus court et offrent une meilleure adhérence, quel que soit l'état de la route. C'est aussi aider les automobilistes à prendre soin de leurs pneus. Pour cela, Michelin organise partout dans le monde des opérations Faites le plein d'air pour rappeler à tous que la juste pression des pneumatiques, c'est vital. Parce que, comme vous, Michelin prend soin de la sécurité de chacun.



dans LEURS MOTS

Que pensent-ils de leur pays et comment voient-ils les manifestations de ces derniers mois ? *Regard* a posé la question à plusieurs jeunes Roumains, de formations et de métiers divers, de Bucarest et d'ailleurs...

MIRCEA GRECESCU, 21 ANS, ETUDIANT EN SCIENCES POLITIQUES A BUCAREST :

« Ce que j'aime en Roumanie ?... L'énergie créative des jeunes, et l'humanité de notre société. J'apprécie l'inventivité des Roumains qui peuvent tout faire avec peu de moyens, et je prends plaisir à pouvoir dire que je suis ici chez moi. Ce que je n'aime pas, c'est que les Roumains attendent que le changement tombe du ciel, comme si cela ne dépendait pas aussi d'eux. Trop souvent ils sont les premiers à se plaindre sans rien y faire. Je suis aussi dérangé par la méprise de certaines personnes qui se croient « intelligentes », alors que ceux qui le sont réellement manquent souvent de confiance et sont en retrait. Je veux contribuer au changement de visage de mon pays et je pense que tout commence par l'éducation des jeunes. Il faut arrêter de blâmer les mentalités héritées du régime communiste, il est trop tard. Je voudrais que mon pays ait des dirigeants intelligents, qui voient au-delà de leur intérêt personnel. J'aimerais voir des politiques avec une vision à long terme.

Les récentes manifestations étaient inévitables car les mécontentements des Roumains sont divers. La situation économique est difficile, mais elle est aussi due au manque de civisme de la population. Je pense qu'une nation doit se construire un peu de la même façon qu'une marque. Une marque qui n'a pas de fortes valeurs pour inspirer les consommateurs ne pourra jamais s'imposer. »

CATALINA MURARIU, 28 ANS, TRAVAILLE DANS L'ASSOCIATIF A BUCAREST :

« Je suis comme un poisson dans l'eau ici, contente de mon statut social et professionnel. Dans un contexte en mouvement permanent depuis 1989, les Roumains peuvent changer de métier, commencer un business, s'enrichir sur un coup de chance, innover... J'ai l'impression de vivre dans un chantier en construction, et cela me plaît. Même sans moyens financiers ou sans

réseau, un jeune peut construire quelque chose à partir de zéro. Il y a de la place pour tout le monde. Je n'ai jamais appris à payer de *șpagă* (pot-de-vin, ndlr) et je me suis toujours très bien débrouillée. J'ai changé plusieurs fois de travail et j'ai appris sur le tas. La Roumanie est le terrain idéal pour ceux qui aiment faire plusieurs choses à la fois. Et j'aimerais que mon pays valorise davantage ce qu'il a à offrir : ses gens, la nature et son milieu d'affaires.

Concernant ce qui s'est passé Place de l'Université, ce fut pour moi comme une bouffée d'oxygène. Beaucoup de mes amis ont ressenti le besoin d'y participer. Après une longue période de résignation, j'ai senti que la population s'indignait enfin contre les chauffeurs mal polis ou les patrons sans scrupules, et les discussions dans les cafés tournaient autour de la politique. J'ai de la famille aux Etats-Unis, eux aussi m'envoyaient par mail leurs idées de slogans tous les jours. C'était émouvant. J'ai longtemps vécu à l'étranger car mes parents m'y ont poussée. J'ai ainsi pu me rendre compte que les difficultés existent aussi ailleurs. Je peux partir à tout moment si je le souhaite, mais aujourd'hui la Roumanie est l'option

la plus logique. Et puis, je veux rendre quelque chose au pays qui m'a formée. »

RAISA BEICU, 21 ANS, DE BACAU, ETUDIANTE EN COMMUNICATION A BUCAREST :

« Je m'attriste quand je vois les visages tendus de mes compatriotes dans les rues, les employés mal polis et un système d'enseignement toujours plus précaire. Je suis dégoûtée de savoir dès maintenant que je serai mal payée en début de carrière



et que je n'aurai jamais une vraie option quand j'irai voter. J'ai été très fière que les Roumains se soient enfin réveillés lors des manifestations contre le pouvoir en début d'année. Pendant un an, j'ai bénéficié d'une bourse Erasmus en Espagne ; à Barcelone, les gens sortaient dans la rue pour tout et n'importe quoi. A ce moment, j'ai senti que je voulais moi aussi lutter pour mes droits et j'ai décidé de rentrer. Après tout, si les Roumains sortaient plus souvent manifester, ils ne seraient sans doute pas dans la même situation qu'aujourd'hui, de désespoir. »

SEBASTIAN PETROVICI, 25 ANS, ACTEUR A BUCAREST :

« Je trouve que je suis né dans un pays vraiment beau et béni. Si vous prenez le train, vous verrez que le paysage change tous les 40 km. Malheureusement, il y a deux « Roumanie » bien distinctes : celle de la classe pseudo politique et celle des citoyens, rongée par une forte baisse de

la natalité, par le manque d'espoir pour les jeunes, par l'émigration forcée des plus démunis. J'aimerais que les vrais professionnels de tout domaine soient reconnus et promus, payés correctement, j'aimerais plus de bon sens dans la société. J'aimerais aussi que les Roumains soient plus déterminés et qu'ils aient un peu plus de confiance en eux. Ils ne savent pas encore tout ce qu'ils peuvent réaliser, c'est pourquoi on se trouve encore dans cet état de léthargie. Ce qui s'est passé Place de l'Université en début d'année n'est qu'une étincelle. Il faudrait que le centre ville soit occupé comme en 1989 pour vraiment aboutir à quelque chose. En tant qu'acteur de pantomime, j'essaie de « crier » ma rage autrement. »

ALEXANDRU RUSSU, 29 ANS, DE BRAȘOV, INFORMATICIEN A BERLIN :

« Ce que j'apprécie chez les Roumains est la facilité avec laquelle ils communiquent,



leur façon naturelle d'être sociables et surtout leur manière de voir le verre toujours à moitié plein, mais aussi leur humour très ironique. Je suis par contre enragé par la corruption, le vol, le manque de respect des politiques envers les citoyens, par la critique non constructive et la façon qu'ont certains de se complaire dans ça. Je suis parti travailler pour une période à Berlin et j'aimerais entendre mes parents me demander de revenir au lieu de dire « bravo, fais tout pour y rester ! ». Moi, j'aimerais rentrer à moyen terme. Mais pas avant d'avoir gagné un peu d'argent et de l'expérience, afin de faire quelque chose de significatif à mon retour. Autant au niveau personnel que citoyen. J'espère qu'un jour la Roumanie offre un futur décent à ses jeunes et une société forte, consciente de soi.

J'ai participé aux manifestations contre le pouvoir en place, ici, à l'ambassade roumaine de Berlin. C'était bon de voir que les Roumains avaient enfin osé faire entendre leurs opinions. »

JOSEPHINE HUS, 26 ANS, DE BUCAREST, CONSULTANTE A PARIS :

« Il y a un paradoxe chez les Roumains : malgré les difficultés quotidiennes, ils sont de bonne humeur et s'entraident beaucoup. Par rapport à d'autres peuples que j'ai connus, les Roumains sont aussi ceux qui ont le plus d'humour, d'après moi. Il y a pourtant très peu de personnes qui perçoivent les aspects positifs de la vie en Roumanie. D'un autre côté, il est inquiétant de voir à quel point l'éducation des plus jeunes y est négligée. J'aimerais voir mes enfants grandir en Roumanie, car malgré mes expériences internationales, c'est là-bas que je me sens le plus chez moi. Je reviendrai quand je pourrai faire un investissement. Pour l'instant, je profite des opportunités professionnelles que j'ai en France, je travaille dans une grande société. Ce n'est pas un sacrifice, mais je sais pourtant qu'au niveau personnel je serai plus heureuse en Roumanie. Je suis consciente aussi de la mauvaise réputation que mon pays a à l'étranger, et j'essaie de changer cette perception à mon niveau. Selon moi, les manifestations de janvier n'ont pas de sens car les Roumains n'ont pas proposé de solution, ils n'ont fait que s'indigner contre la classe politique actuelle. Ce n'était qu'une façon de se défouler suite aux frustrations accumulées depuis plus de vingt ans. »

Propos recueillis par Mihaela Cărbunaru  
Photo : Mediafax

Ils vivent dans le même quartier depuis toujours, ont à peu près le même âge, la vingtaine, et travaillent au village ou dans les environs. Si beaucoup sont partis un temps, tous sont aujourd’hui de retour dans leur terre natale, en Transylvanie. Rencontre avec une bande de jeunes en campagne roumaine.

# LE BONHEUR est à Tureni



Flaviu, le topographe, a un plan de carrière bien défini, au village.

FLANQUE SUR LA ROUTE QUI RELIE Cluj et Turda, Tureni se love au milieu des collines de Transylvanie. Village étendu, composé de 1 400 âmes dont la moitié sont des Hongrois, Tureni incarne comme tant d'autres villages la quiétude de la Roumanie rurale, à proximité d'une grande ville, Cluj, située à 23 km. Et contrairement à d'autres endroits, il n'y a pas que pendant les grandes vacances que la jeunesse investit les rues de Tureni, ou plutôt les chemins de terre. A contre-courant des idées reçues sur la campagne roumaine, ici les jeunes sont restés ou bien revenus. Non pas que les opportunités d'avenir y soient légion mais elles sont en tout cas suffisantes pour persuader les jeunes à ne plus envisager l'exil comme unique avenir.

Mais que fait-on à Tureni lorsqu'on est jeune ? Le village possède une bibliothèque flambant neuve à côté de l'école, un terrain de football tout récemment inauguré, deux hôtels, un bar, un dispensaire remis en état et un *cămin cultural* (sorte de maison de la jeunesse mise en place durant le communisme) en cours de rénovation. La mairie a donc investi, mais ce sont surtout les jeunes

eux-mêmes qui ont su prendre le taureau par les cornes. « Il n'y avait plus de club de foot depuis des siècles ici, s'amuse Sorin, l'un des membres de la bande. Avec les copains, nous venons tout juste de le remonter et de nous inscrire dans le championnat local. On vient de jouer notre premier match. Moi et deux

autres gars de Tureni nous avons été formés à Cluj, à l'école de foot Ivansuc. Maintenant, on essaie de faire quelque chose au village. La mairie nous a donné des équipements, ils nous ont aussi refait le terrain. Jusqu'il y a peu, celui-ci était à la disposition des villageois et certains y cultivaient la terre. On pouvait y ramasser du maïs », rigole-t-il.

Pour ce qui est des sorties, le « disco » du village est fermé pour cause de bagarres à répétition. « C'est un peu systématique de fermer les clubs en campagne. A Turda, il n'y a plus de club non plus et donc toute la région venait ici, ce qui créait des tensions », regrette Vlad. A Tureni, si on veut danser ou impressionner la gente féminine mieux vaut donc intégrer l'ensemble folklorique du village. Ils sont deux, l'un formé par les Magyars il y a trois, quatre ans ; et l'autre, roumain, remis sur pied il y a un an. Vlad fait partie de l'ensemble roumain depuis quelques mois : « Nous sommes douze couples. D'ici quelques semaines, il y aura une tournée organisée en Turquie, on va tous y aller, c'est super ! ». Et puis il y a les fêtes campagnardes, les fameux *Fiii satului* qui symboliquement marquent le retour au village des garçons, le

moment où tout le monde se rassemble. « Ici, cela a lieu le dernier week-end des grandes vacances, reprend Vlad. Il y a une grande foire avec des commerçants qui vendent leurs pâtisseries et toutes sortes de produits. Il y a aussi des musiciens folkloriques d'un peu partout et enfin nous qui dansons. C'est la mairie qui nous a acheté nos costumes traditionnels. Pendant l'année, on répète une fois par semaine et on participe à des spectacles aux théâtres nationaux de Turda, Satu Mare et Cluj. On danse aussi pour les mariages. »

La vie d'une communauté est bien entendu bercée de ces événements qui soudent les liens entre ses membres. Mais sans travail, les jeunes seraient partis. Or le taux de chômage est faible à Tureni. Outre les deux hôtels ainsi qu'une carrière exploitée par une société privée, le village a vu s'installer plusieurs sociétés. Aquila, spécialisée dans la distribution de marchandises, y a monté un dépôt et a donc embauché plusieurs centaines de personnes à l'emballage et au transport. On trouve également sur la commune une société qui remet en marche des machines à café industrielles en provenance d'Italie. La société appartient à un Italien, associé avec quelqu'un d'ici. Flaviu, le plus aguerri du groupe, explique : « Les copains avec lesquels je suis allé à l'école ont chacun un boulot. Beaucoup sont chauffeurs et s'occupent de distribuer de la marchandise au niveau local pour des sociétés du coin, ils vivent donc tous au village. »

Même si après le collège, il faut d'abord quitter Tureni. Les plus jeunes font la navette pour aller au lycée à Cluj ou à Turda. Ils sont peu nombreux à abandonner l'école pour se consacrer exclusivement à travailler la terre. Certains font directement un lycée professionnel. C'est le cas de Sorin

qui a été à celui de Turda et s'est spécialisé dans le gros outillage, tout en s'occupant en parallèle de l'animation musicale des mariages. « Le lycée, c'est bien, mais de nos jours il vaut mieux faire aussi une fac, pense de son côté Flaviu. Regardez dans cet immeuble par exemple: de notre génération, nous sommes six à être allés à l'université. Sur 10 jeunes au total, ce n'est pas rien. » Deux filles et quatre garçons, tous diplômés de la faculté de Cluj. Vlad travaille dans une banque à Cluj. Bogdan, lui, est électricien, à Cluj également. Dana travaille chez Aquila où elle s'occupe de l'archivage de documents. Et tous vivent à Tureni.

Dans la bande, il n'y a guère qu'Eliza qui n'est pas restée. Après ses études, elle a fait un temps de la mise en rayon dans un supermarché avant de s'envoler pour l'Italie. Elle y a trouvé un emploi de serveuse, est désormais mère au foyer « à l'ouest », et converse chaque semaine avec ses anciens collègues sur « messenger ». Travailler à l'étranger est toujours une possibilité – notamment en tant que saisonnier – mais pas une fin en soi pour les jeunes du coin. « Là-bas, finalement tu te retrouves à faire la même chose qu'ici, poursuit Flaviu. Les hommes généralement bossent dans la construction ou en tant que chauffeur routier ; les femmes, elles, font le ménage ou du babysitting. »

A 24 ans, Flaviu est topographe à Tureni.

Il s'occupe des plans de parcellisation des terres. « J'ai commencé il y a six mois juste après avoir obtenu ma licence et la société m'a envoyé ici car elle savait que j'étais du coin », raconte-t-il. Il explique son plan de carrière : « Mon but est de gravir les échelons et de m'équiper pour pouvoir un jour monter mon affaire en m'associant avec quelqu'un car il faut un gros capital. Mais c'est un domaine qui peut rapporter. Par exemple, en deux mois, avec des collègues, on a fait des travaux d'une valeur de 35.000 euros. Aujourd'hui, j'ai un salaire mensuel de 1 200 lei (moins de 300 euros, ndlr), mais une fois que j'aurai mon master, je pourrai gagner plus », assure-t-il. Et c'est à Timișoara que Flaviu envisage de le faire. Cela implique qu'il mette entre parenthèses ce qu'il a entamé chez lui à Tureni, mais ce ne sera que temporaire... « Je veux continuer à bosser sur nos terres, il y a à faire. Notamment au niveau des plans parcellaires afin qu'ils correspondent à la réalité. Pas comme ils ont été faits il y a 20 ans, à la main, quand les gens s'échangeaient les plans et les terres au bar pour une bouteille de țuica. On pourrait écrire un roman sur toutes ces histoires... » (rires).

La clique le confirme, le village se porte bien. « Ces deux dernières années, des dizaines de maisons se sont construites à Tureni. Les jeunes sont attachés à la région, c'est pour ça aussi qu'il serait opportun de mettre en valeur les environs, notamment

la nature par le tourisme », pense Vlad. Un centre d'informations touristiques vient d'ailleurs d'être créé dans les magnifiques Cheile Tureni, à moins d'une demi-heure du village. Réputé, l'endroit attire des milliers de touristes tout l'été. Les habitants de Tureni y admirent volontiers le coucher de soleil et profitent des cascades. La région est aussi riche en lacs. A proximité de Tureni se trouvent deux lacs de 200 m² chacun où toute la jeunesse locale côtoie pêcheurs plus expérimentés. « On y va deux jours pour

**Le taux de chômage est faible à Tureni. Outre les deux hôtels ainsi qu'une carrière exploitée par une société privée, le village a vu s'installer plusieurs sociétés**

pêcher, faire un grătar et on dort là-bas, dit Flaviu enthousiaste. L'année dernière, on était une vingtaine, nous sommes partis près d'une semaine à Băile Felix (petite station balnéaire, ndlr), près d'Oradea. On fait comme ça tous les ans. On s'organise pour partir tous ensemble, une semaine, puis on rentre au pays. »

Benjamin Ribout  
Photos : Eredenta Moldovan-Florea et D. R.



Cheile Tureni

# DRÔLE DE DAN

Candidat à la mairie de Bucarest, Dan Nicușor est bien décidé à changer la politique de la ville, trop liée selon lui aux promoteurs immobiliers. Portrait d'un jeune plus tout jeune mais dont le parcours, les idées et l'enthousiasme rafraîchissent la scène locale.

IL S'EST COUPÉ LES CHEVEUX, a rasé sa barbe de trois jours et enfilé une chemise. Ce soir, il est invité à une émission de la TVR. En annonçant sa candidature à la mairie de Bucarest, l'éternel étudiant aux cheveux en bataille a fait son apparition dans l'arène politique. Mais ce passage nécessitait un changement de style. Quelques jours plus tard, dans un café bucarestois, Dan Nicușor est plus à l'aise. Sa barbe a eu le temps de repousser et il a laissé sa chemise à la maison. « Je suis un homme pragmatique, je sais que si j'étais maire, je pourrais faire bien plus de choses que maintenant, confesse-t-il. Et on me dit que j'ai des chances de gagner. »

Avec sa voix nasillarde et son air juvénile, Dan Nicușor n'est pas un homme politique classique. Ceci dit, il est loin d'être né de la



rest au début des années 2000, il débute sa carrière à l'Institut de mathématiques de l'Académie roumaine, où il travaille encore aujourd'hui. Quelques années plus tard, il est à l'origine de la création de l'Ecole normale supérieure de Bucarest,

une copie assez fidèle de sa grande sœur française. Il en sera d'ailleurs le directeur administratif pendant six ans. Mais c'est un tout autre combat qui le fait connaître du grand public.

En 2006, un projet immobilier qui prévoit la construction de quatre immeubles devant l'Athénée roumain, au centre de la capitale, le fait sortir dans la rue aux côtés d'une centaine de militants. De cette manifestation spontanée naîtra l'association Salvați Bucu-

me suis donc retrouvé face à deux choix : combattre ou quitter la Roumanie. » Même si Bucarest est une ville d'adoption – il est originaire de la petite ville transylvaine de Făgăraș – Dan Nicușor s'engage corps et âme dans une lutte contre « une mafia immobilière et un pouvoir local corrompu ».

Son association a gagné à ce jour plus de 20 procès contre la mairie de Bucarest et sauvé tout autant de bâtiments appartenant à l'histoire de la ville. Aujourd'hui, à 42 ans, Dan Nicușor a décidé qu'il avait accumulé suffisamment d'expérience pour devenir le maire de la capitale. Et il sait que sa candidature est celle d'une nouvelle génération d'édiles dont l'heure a désormais sonné. Les costumes impeccables, la langue de bois et le sourire dentifrice : tout cela n'est plus nécessaire pour faire carrière dans la politique. « Le changement de mentalité sera long, mais il a été enclenché avec les manifestations de cet hiver. Les jeunes ont désormais besoin d'un succès. Et ma victoire pourrait en être un. »

Pour ce faire, il a su s'entourer d'une équipe solide de jeunes Roumains désireux comme lui de changer leur pays. A l'image de sa vision des choses, sa campagne va principalement s'axer sur les nouvelles technologies. « Je n'ai pas d'argent, mais je vais tout miser sur la toile. J'ai déjà réuni des centaines de volontaires sur Facebook qui sont prêts à m'aider pour obtenir les 20.000 signatures nécessaires à la validation de ma candidature », détaille-t-il. Au centre de sa vision pour Bucarest : le développement des transports en commun. Bonne chance Dan.

reștiul. « C'est physique. La destruction du patrimoine de mon pays, c'est quelque chose que je ne peux pas supporter, lance-t-il. Je



dernière pluie. Mathématicien de profession, il a étudié plusieurs années à Paris où il a obtenu un doctorat. De retour à Buca-

Jonas Mercier  
Photos : Mihai Barbu

Cosmin Briciu, sociologue de 35 ans, est chercheur à l'Institut de recherche sur la qualité de vie de Bucarest. Il parle ici des jeunes Roumains et de leur rapport avec l'histoire récente du pays.

# Les jeunes Roumains et leur passé

« LES GENERATIONS QUI PEUVENT encore être considérées jeunes et dont je fais partie étaient en 1989 au collège. Sans véritable conscience citoyenne, elles ont vécu le choc du changement de régime à l'abri de leur famille. Les parents et grands-parents sont eux devenus la génération du sacrifice, supportant une longue et dure période de transition. Les jeunes de leur côté sont devenus les héritiers d'un monde qui avait tout à offrir. Entre-temps, d'autres générations

sont apparues et pour celles-ci, le communisme n'est qu'une histoire de plus, comme un conte pour enfants. Pour eux, tout est déjà acquis alors que pour les plus âgés, le fait de pouvoir voyager librement ou d'avoir accès à n'importe quelle marchandise est un gain fabuleux. Mais durant ces vingt dernières années, les jeunes ont été constamment la catégorie sociale la plus pauvre, même si certains ont réussi à s'en sortir. En Roumanie, en plus de la crise économique s'ajoute le test de la patience : toutes les classes politiques qui se sont succédé ont promis un changement qui ne s'est jamais accompli. Les mêmes jeunes qui dans les années 90 criaient contre les communistes se révoltent aujourd'hui contre

leurs patrons, ce sont les manifestants de la Place de l'Université. Je crois que les jeunes Roumains se sentent à la fois désespérés et avides d'une autre société. Leur voix n'est pas encore cohérente car leurs désirs et besoins sont différents. Ils savent plutôt ce qu'ils ne veulent pas, comme par exemple le projet d'exploitation de la mine d'or de Roșia Montană. Mais ils sont conscients que les choses ne peuvent plus continuer de la même manière, même s'ils n'ont pas encore de plan. Or ce plan pour un changement de la Roumanie peut et doit se faire en acceptant l'histoire récente, et plus éloignée. »

Propos recueillis par Mihaela Cărbunaru



Depuis près de 10 ans, ACWATOT apporte l'expérience, les compétences et l'esprit entrepreneurial d'un groupe international depuis la conception jusqu'à la réalisation de projets complexes d'infrastructures. Chaque année, des dizaines de chantiers de réseaux (eau, assainissement, gaz, etc.), de routes ou de génie civil sont entrepris sur toute la Roumanie avec le même souci de qualité, de respect des engagements et d'innovation qui caractérisent nos projets.

Souhaitant s'impliquer de manière active dans la vie de la communauté, ACWATOT a donné naissance à la **Fondation Acwatot** qui développe des projets dans la sphère sociale et la protection de l'environnement. Dans un même souci de développement durable, notre centre de formation **ACWASCHOOL** formera nos collaborateurs à toutes nos techniques ainsi qu'aux bonnes pratiques en matière de sécurité.



Contact:  
J. 25, rue Pope-Lazar, bâtiment C14, étages 1+2, Sector 2, Bucarest  
tel: 0040 212 420 400 • fax: 0040 212 420 934 • [contact@acwatot.ro](mailto:contact@acwatot.ro)

[www.acwatot.ro](http://www.acwatot.ro)

## MIRUNA, âme parisienne



### PARTIE DE CRAIOVA A 18 ANS

pour rejoindre son père dans la Nièvre, Miruna a poursuivi ses études en France jusqu'à obtenir un Master 2 de philosophie à la Sorbonne il y a quelques années. « Juste après la fac de philo, j'ai enchaîné des petits boulots, j'ai fait quelques traductions, puis je me suis lancée en freelance comme community manager. Cela consiste à optimiser la réputation d'une marque ou d'artistes sur le web, principalement à travers les réseaux sociaux », explique t-elle. Et de préciser : « Après des études passionnantes, cela n'a pas été facile d'entrer sur le marché du travail. J'ai dû dépasser l'obstacle de la fracture numérique pour m'adapter à un secteur porteur, la communication sur Internet. »

En 2010, après 10 ans passés en France, Miruna a cherché à obtenir la double nationalité. « A l'époque, je préparais l'agrégation de philosophie et je venais de trouver un job d'hôtesse d'accueil à mi-temps. On m'a refusé la nationalité française sous prétexte que je ne gagnais pas assez bien ma vie. Par conséquent, je n'ai pas pu me présenter au concours », déplore t-elle, sans pour autant désespérer : « Je pourrai toujours refaire la demande d'ici quelques années, à mon retour des Etats-Unis. »

### REVENIR POUR LE PLAISIR

Tout au long de son parcours à l'étranger, Miruna a éprouvé une grande nostalgie

**Jeune femme indépendante, Miruna, 29 ans, incarne une nouvelle génération d'actifs roumains vivant à l'étranger. Manager de communautés sur Internet, elle développe son activité à Paris et compte poursuivre son chemin aux Etats-Unis très bientôt. Mais sa vie professionnelle tournée vers l'Ouest ne l'empêche pas de garder un œil sur sa Roumanie natale.**

pour son pays. Et pour cause, hormis son père, tout le reste de sa famille est resté en Roumanie. Elle n'est cependant pas très assidue pour suivre l'actualité politique roumaine et la qualifie volontiers de « chaos indescriptible ». « Je suis un peu perdue avec toutes ces alliances », avoue t-elle. Quant aux manifestations qui ont eu raison du gouvernement d'Emil Boc cet hiver, elle en retient surtout les slogans, « marqués d'ironie parfois subtile et poétique, qui représentent assez bien l'esprit roumain ». Le climat économique encore favorable à la corruption relativise toutefois sa bonne humeur, et ses espoirs pour son pays. Miruna constate avec regrets « la mauvaise gestion de la crise et le fait que l'économie roumaine ne décolle toujours pas (...) A part une infime partie de la population qui prospère, la grande majorité trime », s'agace t-elle.

Sur le plan culturel, son point de vue est plus optimiste : « Cela bouge beaucoup, notamment dans la culture alternative, dite underground, qui est très fertile et que je ne retrouve absolument pas en France. Cela vient sûrement du fait que tout est à faire ou à refaire en Roumanie, ce qui est à la fois une bonne et une mauvaise chose. Heureusement, la jeune génération roumaine est très prometteuse et sait s'inspirer de ce qu'elle trouve à l'étranger. » Miruna revient régulièrement dans son pays, mais seulement le temps des vacances... « Sur le long terme, je ne sais pas si je reviendrai m'y installer pour travailler. Par contre, si j'arrive à avoir une situation un peu plus confortable, un salaire fixe par exemple, j'aimerais bien m'acheter un pied-à-terre à Bucarest, pour pouvoir y aller quand j'en ai envie. »

François Gaillard  
Photo : D. R.

## ALLEZ RADU

**Vue de Bruxelles, la Roumanie est une terre d'opportunités plus que de difficultés. C'est en tout cas ce que pense Radu Magdin, 30 ans, expert en communication politique, qui compte bien saisir ces opportunités après cinq ans passés dans les institutions européennes.**

AVEC SES DEUX METRES ET SA voix grave, Radu ne passe pas inaperçu. Il parle plutôt fort, vite, s'enthousiasme, et ponctue parfois ses phrases par de l'anglais. « I know people who know people » (Je connais des gens qui connaissent des gens). C'est ainsi qu'il résume son principal atout. Radu fut d'abord journaliste à Bucarest avant de devenir en mai 2007, à peine âgé de 25 ans, l'attaché de presse de la délégation du Parti social démocrate (PSD) au Parlement européen. Un parcours sans faute... « La navette de l'aéroport de Bruxelles m'avait emmené juste devant la



Commission, se souvient-il. Je suis descendu avec mes 70 kilos de bagages et je me suis dit : je vais être bien ici ! ».

Après trois ans au poste, il a voulu se lancer un nouveau défi : le secteur privé. Il intègre alors la plateforme de communication européenne EurActiv, puis le bureau de Google à Bruxelles. « Je peux à tout moment me servir de mon réseau de politiques et de journalistes européens, je connais aussi très bien les jeunes Roumains qui vivent à Bruxelles et leur réseau associatif, mais aussi les différents dirigeants du secteur privé »,

**« Je crois que bientôt des personnes valables vont vouloir se mettre en avant. Et je veux rejoindre ces gens-là »**

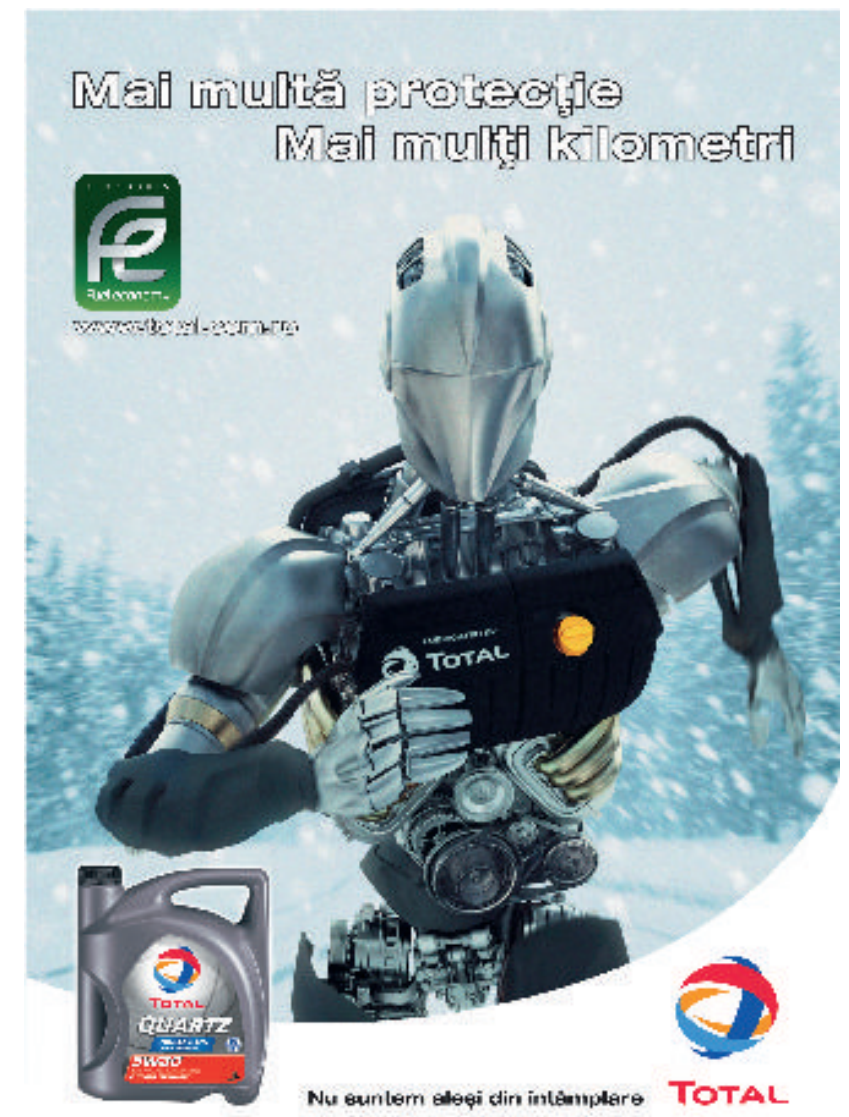
confie Radu, très sûr de lui. Même si cela ne lui fait pas plaisir (c'est ce qu'il dit), il utilise trois portables : un pour la Belgique, un pour la France et un troisième pour la Roumanie. Caler un rendez-vous avec lui ? Il faut s'y prendre à l'avance, ses soirées sont généralement remplies de dîners officiels.

Observateur attentif de l'actualité roumaine et toujours en contact avec son pays, Radu a pris la décision il y a un mois de rentrer... « J'ai eu plusieurs offres, mais ce qui m'intéresse le plus est la scène sociopolitique. Je crois que bientôt des personnes valables vont vouloir se mettre en avant. Et je veux rejoindre ces gens-là », soutient-il.

Cette décision inattendue a surpris son groupe d'amis, et bien évidemment réjoui sa famille. Mais elle a été longuement réfléchie. « Je me rends compte que la génération de ceux qui ont aujourd'hui 20 ans a une intelligence sociale et pragmatique plus développée. Elle ne pourra pas être mobilisée pour les élections de cette année, mais peut-être pour celles de 2014. Il faut juste des gens qui parlent leur langage », assure-t-il.

Radu laisse deviner de grandes ambitions, chaque étape semble prévue à l'avance... « A terme, je vois un potentiel énorme en Roumanie notamment dans le secteur informatique et l'énergie. Il y a des choses à faire dans ce pays et je n'ai pas envie de rater le train. »

Mihaela Cărbunaru  
Photo : D. R.



**Au final, la Roumanie se sera mieux portée que nombre de pays de l'Union européenne l'année dernière, mais les analystes redoutent un essoufflement de son économie en 2012, lié aux déboires de la zone euro mais aussi à un grippage des moteurs de croissance.**

## PREVISIONS 2012, suite...



En février, Jeffrey Franks, le chef de la mission du Fonds monétaire international à Bucarest, a affirmé que l'Europe allait entrer dans une nouvelle récession, mais que la Roumanie était prête à l'affronter.

APRES DEUX ANNEES DE récession sévère – marquée par une contraction de 7,1% en 2009 et de 1,2% en 2010 – la Roumanie a bouclé 2011 avec une hausse de 2,5% de son produit

intérieur brut (PIB). Cette bonne nouvelle a toutefois été ombragée par les chiffres du dernier trimestre, lorsque l'économie a reculé de 0,2%. « La baisse du quatrième trimestre est plutôt inquiétante, alors

que les exportations ont ralenti et que les perspectives dans la zone euro ne sont pas très encourageantes », souligne l'analyste économique Aurelian Dochia. De retour en Roumanie en janvier, les représentants du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Union européenne ont pour leur part donné leur satisfecit aux réformes menées par le gouvernement d'Emil Boc juste avant sa démission, soulignant que « la Roumanie était mieux munie pour affronter la tempête financière que d'autres pays de l'UE ». Les deux bailleurs de fonds ont néanmoins revu à la baisse leur prévision de croissance pour 2012, de 1,8%-2,3% à 1,5%-2%, soulignant que les principaux risques étaient liés aux turbulences sur le plan international.

De son côté, l'analyste financier Ionel Blănculescu minimise la portée des chiffres de fin d'année : « Ce n'est pas une surprise. Après un troisième trimestre marqué par une forte croissance, de 4,5%, grâce à l'agriculture, le quatrième trimestre ne pouvait qu'enregistrer une baisse. » D'autres évoquent le risque d'une nouvelle entrée en récession au premier trimestre 2012. Selon les statistiques officielles, en 2011 l'économie a été portée par les exportations et l'agriculture. Or il semble difficile que l'exploit de ces deux secteurs se reproduise.

Les exportations ont atteint en 2011 un record historique, soit 45 milliards d'euros, en hausse de 20,5% par rapport à 2010. Véhicules, pièces détachées et équipements divers ont représenté l'essentiel des ventes. « Les exportations ont dépassé le PIB de 1989 », ont titré les médias, privant d'arguments les nostalgiques du régime communiste, qui déplorent la « désindustrialisation » du pays depuis la chute de Nicolae Ceaușescu. Mais avec 70% des biens ayant comme destination une Union européenne menacée par la récession, les observateurs s'attendent à un ralentissement en 2012. Le départ du fabricant finlandais de téléphones mobiles Nokia, le deuxième plus grand exportateur après Dacia-Renault, risque de pénaliser ce secteur, estime Constantin Rudnițchi, porte-parole de la Chambre de commerce et d'industrie. « Reste à voir si d'autres compagnies viendront occuper la place laissée libre », ajoute-t-il. Ce qui semble être le cas avec l'arrivée prévue de l'Italien DeLonghi et de l'Allemand Bosch à Cluj.

Le président de l'Association des exportateurs et importateurs (ANEIR) Mihai Ionescu se dit lui « modérément optimiste (...) Malgré un premier trimestre difficile, en raison des conditions météo et des perturbations dans la zone euro, nous prévoyons une progression des exportations de 10% en 2012, soit un plus de 5 milliards d'euros », a-t-il indiqué. Des investissements en cours de finalisation et un carnet de commandes bien étoffé justifient ces attentes. Pour le premier trimestre cependant, il craint une baisse de 3%, du fait notamment des intempéries, qui ont ralenti le transport de marchandises. L'Union nationale des transporteurs estime à un million d'euros par jour les pertes subies en janvier et février suite aux tempêtes de neige et à la décision des autorités de fermer au trafic plusieurs axes routiers.

L'autre moteur de l'économie, l'agriculture, a crû d'environ 25% en 2011, une progression sans égale depuis une dizaine d'années. « J'estime que la production agricole a atteint entre 12 et 13 milliards d'euros, c'est la meilleure performance de l'histoire », se félicite l'ancien ministre de l'Agriculture Valeriu Tabără. Et les craintes provoquées par la sécheresse prolongée de l'été et l'automne derniers ont en partie été dissipées par les abondantes chutes de neige de janvier et février. Mais pour le nouveau ministre de l'Agriculture Ștefan Fuia, une nouvelle inquiétude pointe : les températures sibériennes ont peut-être endommagé les vignes et les arbres fruitiers. Il estime que même si 2012 sera une année « au-dessus de la normale pour l'agriculture », la manne qu'a représentée ce secteur pour la croissance économique en 2011 ne se reproduira pas.

### TOUJOURS LE MEME DILEMME

L'économie roumaine doit donc se trouver un nouvel élan. « Cette année, une croissance solide pourrait être basée sur la demande intérieure. On peut tabler sur une hausse de 1,5% à 2% du PIB, si rien de catastrophique ne se passe dans la zone euro », pense Aurelian Dochia. M. Rudnițchi plaide pour la même solution : « Une majoration de 5% des salaires de la fonction publique entraînerait un dégel de la consommation. En plus, une partie de cet argent retournerait au budget sous forme de TVA, taxes, impôts et cotisations sociales. »

C'est d'ailleurs ce que se propose de faire le gouvernement de Mihai Răzvan Ungureanu, qui a promis de rétablir le

niveau de vie des Roumains si les conditions économiques le permettent. Car la hausse du PIB en 2011 n'a guère profité aux salariés et retraités, dont des milliers ont exprimé leur mécontentement lors des manifestations organisées dans des dizaines de villes en janvier et février. La marge de manœuvre du gouvernement est toutefois limitée par les contraintes de l'accord avec le FMI et l'UE qui, sans exclure une telle hypothèse, ont appelé Bucarest à poursuivre sa politique budgétaire prudente. L'analyste et ancien ministre de l'Economie Mircea Coșea exhorte lui le gouvernement à stimuler plutôt le secteur privé : « Réduire les taxes, la TVA et les contributions au fonds de santé serait essentiel pour permettre aux sociétés de respirer. » Mais là aussi, il s'agit d'une mesure déconseillée par le FMI.

Reste l'utilisation des fonds européens, une solution qui semble à portée de main mais qui tarde à se concrétiser. Selon le ministre des Affaires européennes Leonard Orban, la Roumanie se propose d'absorber cette année environ trois milliards d'euros sur les 20 milliards de fonds de cohésion mis à sa disposition jusqu'en 2013. Un projet ambitieux qui porterait le taux d'utilisation à 20%. S'y ajouteront deux milliards d'euros d'aides aux agriculteurs. Mais en janvier, aucun euro n'est entré en Roumanie. « Pas de souci, les choses ont commencé à bouger en février », a déclaré M. Orban, selon qui ce taux est passé à 6,3% contre 5,5% à la fin 2011.

Le gouvernement souligne en outre avoir consacré près de 9 milliards d'euros, soit 7% du PIB – un chiffre record en Roumanie – aux projets d'infrastructures, ce qui devrait donner un coup de pouce au BTP et à la création d'emplois. Les bâtisseurs voient dans cette promesse une chance pour un secteur qui a poussé l'économie dans les années 2005-2008, avant l'écroulement de la bulle immobilière. « 2012 sera une année électorale et, selon la tradition, il y aura davantage d'investissements dans les infrastructures », estime Laurențiu Plosceanu, président de l'Association des constructeurs roumains (ARACO). De son côté, Cristian Erbașu, président du patronat des sociétés du bâtiment (PSC), indique que « la tendance à la baisse de ces trois dernières années sera renversée en 2012, mais la progression sera lente ».

Mihaela Rodină  
Photo : Mediafax

7% DES TERRES ARABLES ROUMAINES SONT **AUX ETRANGERS**

Libanais, Portugais, Hollandais, Allemands, Français ou Italiens, les étrangers détiennent en Roumanie 700.000 hectares de terrain, soit 7% du total des terres agricoles disponibles. « Les fonds d'investissements sont intéressés par la Roumanie car les prix des terrains sont encore dix fois moins chers qu'en Hollande, par exemple, explique l'analyste Aurelian Dochia. Un investisseur étranger peut gagner jusqu'à plusieurs fois la somme investie en seulement quelques années. »

La Roumanie est à présent le pays européen qui a le plus de terrains agricoles contrôlés par des compagnies à capital étranger: Par comparaison, en République tchèque, les non résidents détiennent 4% des terres agricoles, et en Ukraine 3% (voir aussi l'article du quotidien français *La Croix* sur le sujet dans la revue de presse page 69). Mihaela Cărbunaru. Photo : Mediafax



L'agriculteur suisse Christian Hani vit avec sa famille à Firtiaz (ouest, département d'Arad), depuis 2004.

**LES RUSSES, INTERESSES PAR LA CFR MARFA**

« Nous suivons de près les offres de privatisation planifiées en Roumanie, Bulgarie et Serbie, et nous sommes tout particulièrement intéressés par les unités de transport de marchandises », a récemment déclaré Atanas Bostandjiev, directeur de VTB Capital, deuxième plus grande banque d'Etat russe, cité par le site Bloomberg. « En avril, le contrat de consultance pour la privatisation de la CFR Marfă doit être attribué, et la privatisation effective finalisée avant la fin de l'année », a annoncé début mars à Bruxelles le ministre roumain des Transports, Alexandru Nazare. « L'injection de capital est le seul moyen de rendre cette compagnie rentable et de réduire son poids sur le budget de l'Etat », a-t-il ajouté. Les compagnies ferroviaires d'Etat ont des dettes équivalentes à 1,5% du PIB roumain. M.C.

**Cluj a la cote**

Après le départ de Nokia en novembre dernier, le groupe allemand Bosch et les Italiens de De'Longhi viennent s'installer dans le parc industriel de Jucu, à proximité de Cluj. Les Italiens comptent investir 30 millions d'euros dans une usine qui produira de l'électroménager et emploiera jusqu'à 1000 personnes. Quant au groupe allemand Bosch, il souhaite démarrer ce printemps la construction d'une usine de composantes automobiles. Selon le contrat, Bosch restera à Cluj pendant sept ans et emploiera 2000 personnes d'ici à 2015 (investissement prévu : 77 millions d'euros). 43 millions d'euros seront également injectés dans l'extension de son usine de Blaj qui produit des équipements électroniques pour les voitures. 580 employés y travaillent déjà et 300 autres devraient les rejoindre avant 2013. Autre bonne nouvelle : le constructeur automobile indien Tata Motors pourrait lui aussi annoncer prochainement sa venue à Cluj. M. C.

**WALL STREET  
ACHETE  
ROUMAIN**

Fin février, la Roumanie, par l'intermédiaire du ministère des Finances, a vendu sur Wall Street des obligations sur dix ans – emprunt d'Etat – pour un total de 750 millions de dollars, à un taux d'intérêt annuel de 6,45%. Antérieurement, en janvier, le ministère avait réussi à vendre, toujours sur Wall Street, des obligations (ou titres de créance) pour une somme totale de 1,5 milliard de dollars, à un taux d'intérêt annuel de 6,875%. Ces deux transactions sont considérées comme un succès par le gouvernement ; elles prouvent que la Roumanie devient de plus en plus intéressante aux yeux des investisseurs internationaux, notamment américains, qui apprécient la bonne santé des fondamentaux de l'économie roumaine, meilleure en tout cas que bien d'autres pays européens.

Răsvan Roceanu

**GAZ DEMASQUÉ**

Les gisements de gaz naturel récemment découverts en mer Noire, au large des côtes roumaines, pourraient assurer l'indépendance du pays, a déclaré, fin février, Mariana Gheorghe, directrice générale d'OMV Petrom. « Nous allons investir plusieurs milliards d'euros dans l'exploitation », a-t-elle ajouté, tout en précisant que, pour le moment, il était impossible de savoir exactement la quantité qui pourra être extraite annuellement. Selon les premières estimations, les gisements découverts par OMV Petrom en collaboration avec l'Américain Exxon Mobil pourraient générer entre 42 et 84 milliards de mètres cubes de gaz. La Roumanie en consomme 14 milliards de mètres cubes chaque année ; 20% de cette quantité, soit 2,8 milliards de mètres cubes, sont importés principalement de Russie. R.R.

**Intérim en hausse**

En 2011, plus de 55.000 personnes ont travaillé en intérim, soit 10% de plus qu'en 2010. La tendance est à la hausse depuis plusieurs années. En 2009, la Roumanie était le pays d'Europe où le travail intérimaire était le moins développé : à peine 1% des contrats signés étaient des CDD, alors que la moyenne européenne était de 13,5%, selon Eurostat. Le nouveau Code du travail, entré en vigueur en mai 2011 et qui promeut la flexibilité du travail, a réglementé le travail intérimaire, notamment en créant le statut d'agent de travail intérimaire (agence d'intérim), ouvrant la voie au développement du marché. Marion Guyonvarch

**LE FRANÇAIS,  
LANGUE DES AFFAIRES**

Le 21 mars, sous le haut patronage du GADIF (Groupe des ambassades, délégations et institutions francophones), a lieu un séminaire sur le thème : « Le français, langue des affaires – un passeport pour l'avenir », à l'Académie des sciences économiques de Bucarest. Ce séminaire permettra d'entendre des témoignages de premier plan venant de personnalités politiques, d'étudiants, d'universitaires, de chefs d'entreprises, roumains, français, canadiens, wallons, suisses ou égyptiens pour qui le français a permis de se différencier dans la recherche d'un emploi, dans le développement d'activités ou gagner des parts de marché. Un événement soutenu et organisé par : le GADIF, l'ambassade de France, l'ambassade de Suisse, l'ambassade du Canada, l'ambassade du Maroc, la Délégation Wallonie-Bruxelles, l'Institut français de Roumanie, l'Organisation internationale de la Francophonie, l'Agence universitaire de la Francophonie, le ministère roumain des Affaires étrangères, Nestlé, Veolia-APA NOVA BUCAREST, l'Académie des sciences économiques de Bucarest, *Regard*, *Lepetitjournal.com* de Bucarest, *Telenews.ro*, la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture française en Roumanie, et la Chambre de Commerce Suisse-Roumanie en Roumanie. Source : communiqué de presse – mois de la francophonie.



# « La BVB DOIT FINANCER l'économie nationale »

**Regard :** Quel est le potentiel réel de la Bourse de Bucarest ?

**Lucian Anghel :** Le marché des capitaux a le potentiel de financer l'économie nationale de façon beaucoup plus importante qu'il ne l'a fait jusqu'à présent. Le premier pas sera de financer les compagnies d'Etat par des ventes publiques d'actions, ce que le gouvernement envisage. Puis, au fur

et à mesure que les compagnies privées prendront confiance et se tourneront vers le marché des capitaux, les « champions nationaux » seront, à leur tour, cotés à la BVB. La Bourse pourra ainsi représenter une méthode de financement de l'économie, stimuler la création d'emplois et alimenter la croissance. Je crois que le potentiel de la Bourse est bien supérieur à ce qu'il est actuellement.

La plupart des Roumains, y compris les patrons de PME, n'ont pas la moindre idée de ce que représentent BET, BET-FI ou BET-C, les principaux indices de la BVB. Des centaines de milliers de petits investisseurs sont absents. Par comparaison, à la Bourse de Varsovie, on comptait en avril 2011 plus d'un million et demi d'investisseurs...

Eduquer les investisseurs potentiels sera désormais un pilier stratégique de notre politique, pilier qui sera coordonné conjointement par le président et l'un des membres de notre conseil d'administration. La Bourse doit devenir un formateur

Tous les spécialistes financiers s'accordent pour dire que la Bourse des valeurs de Bucarest (BVB) occupe une place secondaire dans l'économie. Elle ne remplit pas son rôle de « baromètre de l'économie », les entreprises cotées sont peu nombreuses et le volume des échanges très réduit – le nombre d'investisseurs actifs (c'est-à-dire ceux qui vendent, achètent et suivent réellement les cours des transactions) ne dépasserait pas 5000... Une situation à modifier d'urgence aux yeux du nouveau président du conseil d'administration, Lucian Anghel, qui a accordé un entretien en exclusivité à *Regard*.

d'opinion sur le marché des capitaux, c'est aussi son rôle. Nous allons d'ailleurs développer des programmes d'éducation en collaboration avec la Commission nationale des valeurs mobilières, avec l'Association des brokers, ainsi que d'autres institutions gouvernementales, afin de mieux faire connaître le fonctionnement du marché des capitaux. La presse, elle aussi, peut contribuer à cet effort. C'est ce que les représentants de la Bourse de Varsovie nous ont dit. Nous misons par ailleurs sur l'activité de l'Institut de gouvernance corporative, qui existe au sein du groupe BVB. On peut même envisager d'absorber des fonds européens par l'intermédiaire de cet Institut dans le but de populariser et intensifier les programmes éducationnels et de gouvernance corporative.

Le gouvernement, sous la pression du FMI, s'est engagé à vendre cette année, par l'intermédiaire de la BVB, 15% du



paquet d'actions des compagnies Trans-electrica, Transgaz et Romgaz, 9,84% des actions de Petrom, et 10% des actions de Hidroelectrica et Nuclearelectrica, à l'aide d'offres publiques initiales (IPO). Une bonne décision selon vous ?

Oui, ce sera un pas très important pour la Roumanie. Le succès de ces cotations aura un impact positif sur l'image internationale de notre pays, mais contribuera aussi au financement de l'économie nationale. Contrairement au financement de l'économie par des émissions d'obligations, cette méthode n'implique pas le paiement d'intérêts. En premier lieu, le marché des capitaux, c'est-à-dire la Bourse, se transformera en une alternative pour financer l'Etat. Puis, la BVB deviendra une modalité de financement pour les compagnies privées aussi. Concernant Romgaz, par exemple, de grandes sociétés sont intéressées, comme Goldman Sachs, qui disposent de portefeuilles importants d'investisseurs internationaux, et qui pourraient donc amener des centaines de millions d'euros en Roumanie. Les offres publiques pour Transelectrica, Transgaz, Romgaz, Hidroelectrica et Nuclearelec-

trica seront un succès à la condition que nous réussissions à stimuler l'intérêt des grands investisseurs.

Combien de temps prendra la « revalorisation » de la BVB ?

Nous pouvons accélérer le rythme, mais il ne faut pas rêver. Nous ne pouvons pas

« La Bourse doit devenir un formateur d'opinion sur le marché des capitaux, c'est aussi son rôle »

faire en deux ou trois ans ce que d'autres ont fait en quinze, voire vingt ans, comme les Polonais. Mais il s'agit d'un choix stratégique : il faut s'impliquer davantage dans le développement du marché des capitaux, afin de créer, je le répète, une alternative au financement de l'économie en général, et pas seulement de l'Etat.

Mihai Gheorghita, directeur financier

de Transelectrica, première compagnie d'Etat cotée en Bourse en 2006, a récemment affirmé que la modernisation intégrale de sa compagnie coûterait 500 millions d'euros. Somme que Transelectrica espère obtenir par la vente de ce nouveau paquet d'actions, prévue ce printemps. Les choses pourraient donc aller plus vite que prévu...

Vous savez, il m'est difficile de donner une réponse tranchante, mais aussi long qu'il soit, un chemin commence toujours par un premier pas. Ce premier pas, crucial, sera fait cette année, par les offres publiques d'achat de ces compagnies d'Etat. Si c'est un succès, ce que j'espère, nos chances de transformer le marché national des capitaux en une solution de financement de la croissance vont s'accroître de façon exponentielle. Car le succès donnera confiance aux compagnies privées, elles voudront elles aussi être cotées en Bourse. Si la Pologne a réussi, je ne vois pas pourquoi nous ne réussirions pas nous aussi.

Propos recueillis par Răsvan Roceanu  
Photo : Mihai Barbu

**Organisation internationale, intégrée et indépendante, spécialisée dans :**

- Audit
- Comptabilité
- Conseil fiscal
- Conseil juridique

présente dans 68 pays

téendant plus de 13.000 professionnels

[www.mazars.ro](http://www.mazars.ro)  
[www.mazars.com](http://www.mazars.com)

### Mazars, services intégrés en Roumanie

**AUDIT**

- Assurance : audit légal, audit contractuel ; audit interne ; contrôle interne, Sarbanes-Oxley ; maîtrise des risques ; audit des systèmes d'information
- Conseil : Evaluation ; Gestion de crise ; Financement ; Budgets
- Transactions : Due diligences ; Due diligence de faisabilité ; Gestion du changement postérieur à acquisition.

**CONSEIL FISCAL**

- Fiscalité des entreprises ; Respect de la législation en vigueur ; Prix de transfert ; Optimisation fiscale des holdings ; Fusions et acquisitions ; Fiscalité internationale ; Fiscalité des expatriés ; Litiges avec les autorités fiscales ; Fiscalité indirecte ; Audit fiscal et due diligence en matière fiscale ; Fiscalité de l'environnement ; Impôts locaux

**EXPERTISE COMPTABLE ET GESTION DE LA PAIE**

- Services de comptabilité : Tenue et vérification des comptes ; Préparation des comptes de gestion et des états financiers ; Reporting mensuel conformément aux Standards Comptables de Roumanie ; Reporting mensuel conformément aux Standards Comptables Internationaux ; Clôture mensuelle et de fin d'année ; Contrôle budgétaire ; Outsourcing des fonctions administratives
- Gestion de la paie et des dossiers du personnel

**CONSEIL JURIDIQUE**

- Droit des sociétés : Secrétariat juridique ; Fusions et acquisitions ; Banques et institutions financières ; Arbitrage ; Droit de la concurrence ; Règlements d'arbitrage ; Droit du travail ; Droit fiscal ; Recouvrement de créances ; Droit de la propriété intellectuelle ; Litiges ; Technologies de l'information ; Résolution des litiges ; Arbitrage

**Contact :**

Jean-Pierre Vignat – Managing Partner  
Str. Eclipsa, Cașareanu, nr. 38, Sector 6, Bucarest, Roumanie  
Tel : +40 21 201 201 201 Fax : +40 21 201 201 201 [www.mazars.ro](http://www.mazars.ro)

# LES PPP, tout un art

**Les partenariats public-privé (PPP) séduisent les politiques roumains, qui voient dans ce mode de collaboration une façon de garder la main sur les grands projets d'infrastructures du pays tout en bénéficiant du capital et de l'expertise du secteur privé. Les investisseurs ne demandent pas mieux, à condition que les pratiques du passé disparaissent.**

EN DECEMBRE DERNIER, L'ANCIEN Premier ministre Emil Boc déclarait, à l'occasion d'un forum économique, que 2012 serait l'année des partenariats public-privé (PPP). Et ceci pour une raison simple : l'Etat n'a et n'aura pas dans un futur proche l'argent nécessaire pour mettre en œuvre de nouveaux grands chantiers, ni pour mener à bien ceux déjà existants, pourtant vitaux et indispensables afin de consolider une croissance économique fragile. Collaborer avec le secteur privé pour mener à bien ces chantiers est donc devenu essentiel. L'ancien chef du gouvernement avait même cité une liste comprenant aussi bien les transports routiers (les autoroutes Pitești-Sibiu et Comarnic-Braşov), que le domaine de l'énergie (les réacteurs 3 et 4 de la centrale nucléaire de Cernavodă, la centrale hydroélectrique de Târnăveni - Lăpuşteşti), le transport naval et l'irrigation (le canal Bucarest-Danube ou celui de Siret-Bărăgan), ou encore le système de santé (les six hôpitaux régionaux d'urgence). Au total, plus d'une vingtaine de grands projets publics qui auront besoin de l'apport du capital privé et son expertise.

Une nouvelle plutôt bonne pour les milieux d'affaires, roumains et étrangers. Selon Bruno Roche, directeur général d'Apa Nova Bucarest et de Veolia Eau pour la Roumanie, « la meilleure méthode pour mettre en pratique les projets d'infrastructures, comme par exemple la construction d'autoroutes, est effectivement le partenariat public-privé. C'est un format qui a fonctionné en France ». Bien que la prudence reste de mise, au regard des mauvaises expériences du passé. La Chambre

de commerce américaine en Roumanie a notamment affirmé qu'il y avait encore des incohérences dans le texte de loi sur les PPP, incohérences qu'il fallait « absolument éliminer » pour que la loi soit efficace.

## MEMES EXIGENCES

A leur tour, les Chinois, par la voix de la nouvelle ambassadeur Mme Huo Yuzhen, ont déclaré qu'ils étaient prêts à finaliser le périphérique de la capitale en régime d'autoroute, mais à condition que l'Etat offre des garanties « pour parer à toute mauvaise surprise », dicit Mme l'ambassadeur. Les hommes d'affaires chinois se disent par ailleurs prêts à construire le nouveau pont sur le Danube, entre Brăila ou Galaţi d'un côté, et Tulcea de l'autre. Dans ce cas aussi, ils exigent des garanties de la part de l'Etat.

Les investisseurs canadiens ont de leur côté expliqué aux autorités roumaines quelles étaient les conditions à respecter pour que les PPP soient un succès. Mark Romoff, président du Conseil canadien des PPP, a souligné que les investisseurs doivent avoir la garantie que tout projet de ce type, une fois démarré, ne sera pas mis à l'arrêt ultérieurement pour cause de changement des priorités politiques. Une autre condition serait la transparence et l'honnêteté du processus de sélection des compagnies avec lesquelles seront conclus les contrats de partenariat public-privé. Enfin, le gouvernement doit assurer une égalité totale des chances entre les compagnies candidates aux PPP, qu'elles soient autochtones ou étrangères.

Bucarest aussi a besoin de PPP. C'est la

conclusion de la rencontre que le maire Sorin Oprea a eu, fin février, avec les représentants de la multinationale Architecture, Engineering, Construction, Operations and Management (AECOM). « J'aimerais mettre en pratique les projets de modernisation de notre ville avec votre aide. Nous désirons vous avoir comme partenaires de Bucarest », a déclaré avec véhémence le maire de Bucarest. Les spécialistes d'AECOM, quant à eux, ont insisté sur le fait que les PPP n'étaient possibles que suite à une bonne collaboration entre les décideurs politiques et les administrations locales.

Le message est donc clair : transparence et rigueur dans les critères d'attribution mais aussi dans l'opérationnel sont primordiaux,

**« Il sera toujours difficile d'obtenir de bons résultats tant que le côté public des PPP ne fera pas preuve de plus de maturité et de pragmatisme »**

et doivent enfin s'imposer. Comme le souligne Sorin Ioniţă, expert en politiques publiques (voir son entretien page 4), « au-delà des problèmes de clientélisme, il sera toujours difficile d'obtenir de bons résultats tant que le côté public des PPP ne fera pas preuve de plus de maturité et de pragmatisme dans la gestion des grands projets. De plus, la loi actuelle sur les PPP n'est pas du tout claire, elle est souvent critiquée par Bruxelles, car le manque de transparence dans l'attribution des contrats est évident ».

Răsvan Roceanu



www.renault.ro



Renault

**DRIVE THE CHANGE**



à LA CHAÎNE

Depuis quelques mois apparaissent de nombreuses chaînes de télévision. Et certaines expériences se sont avérées désastreuses dans un secteur largement concurrentiel et peu enclin à l'innovation éditoriale. Analyse de la situation avec Mihai Pavelescu, spécialiste des médias chez Media Expres.

**Regard : Quelle est la situation actuelle du marché de la télévision ?**

**Mihai Pavelescu :** Il est dominé par trois gros opérateurs, à savoir, dans un ordre décroissant, RCS & RDS, Dolce Romtelecom et UPC qui équipent plus de 4 millions de foyers à eux seuls grâce à leurs offres câble et satellite principalement, ainsi que dans une moindre mesure avec leur offre IPTV (télévision par Internet, ndlr). Le nombre de chaînes qu'ils proposent est conséquent. Mais il y a également une pléthore de petits réseaux locaux d'opérateurs câblés avec aussi énormément de télévisions locales et régionales.

**Avec l'apparition entre autres ces derniers mois de TVH, Giga TV, Nașul TV ou Bah TV, la télévision des minorités de Roumanie, ne s'y perd-t-on pas un peu ?**

Depuis l'an passé, plusieurs télévisions ont obtenu une licence audiovisuelle. Néanmoins, si l'on parle d'impact significatif, elles ne sont que deux pour l'instant à compter véritablement. Il s'agit de RTV, la télévision d'informations en continu qui a marqué une scission au sein de Realitatea TV, et la chaîne Transilvania Live, chaîne régionale de télévision basée à Cluj. Cette dernière est une chaîne généraliste régionale à la tête de laquelle on retrouve deux membres du PSD de la ville de Cluj, Ioan Rus et l'ancien ministre Vasile Dâncu, ainsi que le célèbre homme d'affaires clujois Árpád Pásztkány, tous trois réunis au sein du Transilvania Media Group (TMG).

**Mais pourquoi de nouvelles chaînes apparaissent-elles régulièrement ?**

C'est dû en premier lieu à la polarisation politique de la société roumaine. Par là s'entend l'incapacité pour ces chaînes

d'assurer un équilibre éditorial indépendant du pouvoir politique : presque toutes les télévisions qui font notamment de l'actu sont d'un bord politique ou d'un autre. C'est une constante dans le monde de l'audiovisuel roumain. Au-delà de ça, les explications sont bien entendu multiples, et au cas par cas. Ainsi RTV a démarré en réaction au contrôle de Realitatea TV par Sorin Ovidiu Vântu. Digi 24 quant à elle constitue la réponse de RCS & RDS pour contrecarrer les nouvelles télévisions locales et régionales. Ce n'est pas surprenant. Ils avaient déjà réagi de la sorte par le passé notamment lorsque HBO avait lancé son paquet pay TV et se retrouvait alors en situation de monopole. Pareillement, RCS & RDS a créé sa chaîne sportive Digi Sport afin de s'aligner sur l'offre existante dans le domaine.

**Comment ces chaînes se financent-elles ?**

A partir d'activités économiques connexes car elles appartiennent à des groupes d'intérêts politiques et économiques. Si

elles parviennent par la suite à générer des gains notamment par la publicité, c'est bien entendu tant mieux pour elles. Ainsi le propriétaire de RTV se trouve être aussi le propriétaire de eMag (puissant réseau de distribution de produits informatiques et électroniques, ndlr). De son côté, Digi24 se finance grâce aux revenus générés par les activités de RCS & RDS et donc le câble et le satellite, l'Internet et

la téléphonie. Transilvania Live bénéficie des revenus des activités de l'homme d'affaires Árpád Pásztkány. National TV quant à elle appartient aux très puissants frères Micula, propriétaires de European Drinks (boissons, ndlr). En résumé, c'est assez simple: ici, tous les fortunés peuvent posséder leur télévision...

Propos recueillis par Benjamin Ribout  
DIGI 24

Parmi toutes ces nouvelles chaînes, une semble particulièrement détonner. Il s'agit de Digi 24, la chaîne de RCS & RDS, fraîchement lancée le 1er mars dernier. D'abord, elle appartient au plus puissant opérateur de télévision du pays. Et en se positionnant sur les « news », secteur ô combien saturé en Roumanie (près de 10 chaînes nationales dont Realitatea, RTV, B1, TVR News, Antena 3, etc.), la chaîne est attendue au tournant. Mais d'emblée, Digi 24 a annoncé la couleur : l'honnêteté journalistique sera mise en avant, et pas de sensationnalisme. Luca Niculescu, rédacteur en chef de RFI et ancien de la TVR, est en charge du principal talk show de la chaîne du lundi au jeudi de 20h à 21h : « *Aujourd'hui, il y a en Roumanie beaucoup de chaînes mais pas beaucoup d'infos, paradoxalement. Nous allons proposer des news toutes les heures, mais sans les débats interminables et stériles que l'on trouve d'ordinaire à la télévision. L'image et le graphique seront aussi différents, assez british dans l'esprit. Il n'y aura pas de bande passante en bas et pas non plus de breaking news sans arrêt, comme c'est le cas chez la concurrence. On veut s'éloigner d'une façon assez brutale de faire ici de la télévision.* »

« En résumé, c'est assez simple: ici, tous les fortunés peuvent posséder leur télévision »

Summify,  
CONTE DE FEES 2.0

Fin janvier, Summify, une petite start-up spécialisée dans l'agrégation de contenu, créée par deux Roumains, a été rachetée par le site de microblogging Twitter. Un événement, symbole du succès croissant des start-up made in Roumanie.

**BIENTOT, LES** centaines de millions d'utilisateurs de Twitter utiliseront tous une technologie made in Roumanie. Derrière elle se cachent deux jeunes Roumains, Cristian Strat et Mircea Pașoi... Tout commence en 2009, à Bucarest. Mircea et Cristian ont à peine la vingtaine, sont fraîchement diplômés de l'université de maths et d'informatique, et déjà courtisés par Google ou Facebook pour leurs talents de programmeurs. Sauf qu'à l'époque, les deux amis préfèrent refuser les offres des géants

américains et un salaire annuel de 90.000 dollars pour lancer leur propre start-up. « *Notre premier produit a été balaur.ro, un moteur de recherche d'emplois sur le marché roumain, explique Cristian (à gauche sur la photo). On voulait créer notre propre affaire, cette première démarche entrepreneuriale a été difficile, mais très formatrice, car on s'est ensuite rendu compte qu'on pouvait lancer un produit s'adressant au marché mondial.* »

Pour y arriver, ils font leurs valises, direction la pépinière des start-up, Bootup Labs, à Vancouver. « *Internet donne l'illusion de pouvoir travailler de n'importe où, poursuit Cristian, mais en réalité il faut se trouver à proximité de professionnels de grand calibre. En Roumanie, il y a peu d'entrepreneurs dans le secteur technologique, contrairement à Vancouver, où il est possible d'être aidé pour lancer un produit mondial.* » D'autant que les deux jeunes Roumains ne vont pas débarquer les mains vides. Dans leur valise, une technologie : ReadFu. Le concept, né des propres besoins de ses créateurs, est relativement simple. Il s'agit d'un



Cristian (26 ans) et Mircea (24 ans). Si le drapeau pirate flotte au-dessus de leur tête, ils ont compris qu'il y avait autre chose à faire de plus lucratif et moins dangereux que le hacking.

programme d'aide pour que l'internaute puisse faire le tri parmi la montagne de liens et d'informations contenus sur les pages qu'il visite.

Affinée, cette technologie va donner naissance, quelques mois plus tard, à Summify. « *Notre site offre aux internautes un résumé quotidien des discussions les plus intéress-*

*santes sur les réseaux sociaux. Il suffit de se connecter à son compte Twitter, Facebook ou Google Reader pour recevoir chaque jour un email avec les 5 ou 10 infos les plus importantes* », précise Cristian. Et dans le surplus d'infos dont se plaignent souvent les internautes, Cristian affirme que « *beaucoup de nos utilisateurs nous ont dit que nous avions trouvé la formule magique !* ». C'est aussi le point de vue de Twitter, qui a racheté Summify pour une somme tenue secrète. Dans le petit monde des start-up roumaines, la nouvelle a fait l'effet d'une bombe. « *Déjà, c'est la première fois qu'une société roumaine est rachetée par une compagnie du top 20 du web 2.0* », analyse Bogdan Iordache, créateur de How to web, principal événement dédié à l'entrepreneuriat Internet. « *C'est spectaculaire, Twitter va désormais utiliser cette technologie.* »

Mais ce rachat signe aussi la fin de Summify... « *On déménage tous, nous et nos ingénieurs, à San Francisco pour une nouvelle aventure, lance Cristian. On va se servir de tout ce qu'on a fait jusqu'à présent pour rendre Twitter encore plus captivant et plus utile.* »

Marion Guyonvarch  
Photo : The Vancouver Sun

STARS DU WEB

La « success story » informatique de Cristian et Mircea n'est pas un cas isolé. Dans la Silicon Valley californienne, les ingénieurs et programmeurs roumains sont réputés. Ils sont nombreux à travailler pour Google, Microsoft ou Facebook. Et depuis trois, quatre ans, ces génies de l'informatique se font aussi entrepreneurs. Certaines de leurs start-up affichent déjà de bons – ou prometteurs – résultats. « *UberVU (Service pour connaître la popularité d'un mot clé ou d'un site sur les réseaux sociaux, ndlr) ou Brainient (intégration de pubs dans les vidéos, ndlr) ont des bureaux à Londres et aux Etats-Unis* », affirme Bogdan Iordache. Ces deux start-up sont même apparues l'an passé, aux côtés d'ERepublik, dans le classement des 100 meilleures start-up au monde, selon le quotidien britannique The Daily Telegraph. « *Il y a une vraie maîtrise des aspects techniques, poursuit M. Iordache, mais le potentiel créatif est encore trop peu exploité. Surtout, il faut encore partir pour réussir à développer un produit global.* »

# LE MICRO - CREDIT, LA SOLUTION ?

MARIN RECOIT CHEZ LUI A VIDRA, petite bourgade à une dizaine de kilomètres au sud-est de Bucarest. Une maison qu'il a bâtie de ses propres mains avec les membres de sa famille. « Mes revenus en tant qu'agriculteur m'ont permis de construire petit à petit cette maison », explique-t-il. Mais seul le rez-de-chaussée est pour l'instant terminé. De la fenêtre, on aperçoit 9000 m² de terres qui lui appartiennent. « Grâce au prêt consenti par Patria Credit, j'ai notamment pu installer des serres. » Essentielles dans la plaine du Danube où les hivers sont longs. Les choux, les pommes de terre et les salades peuvent donc continuer à pousser à l'abri du froid et des vents mauvais. Marin possède 4000 m² de solarii (serres) et 5000 m² de cultures en plein air. Au départ, il n'avait que quelques centaines de m²... « Ici, si tu veux faire quelque chose, il n'y a guère que la possibilité d'emprunter à ton voisin. J'ai fait ça moi aussi, jusqu'au jour où une agence Patria Credit s'est montée dans le village. Je suis allé les voir et ils m'ont aidé. » Résultat, aujourd'hui Marin vend ses légumes – en grosse quantité – tout au

Diverses entités spécialisées dans le micro-crédit ont le vent en poupe en Roumanie. Elles couvrent notamment le monde rural, et permettent à certains de développer leurs activités agricoles, non sans risque cependant. Reportage.

long de l'année aux supermarchés Mega Image. Marin a rendez-vous ce matin chez Patria Credit. Installée en « centre-ville », l'agence se fonde parfaitement dans le paysage. « Nous voulions nous intégrer au mieux, que les villageois sentent que Patria Credit est un endroit qui leur ressemble », explique Florin Neagu, directeur régional de Patria Credit pour le sud-est de la Roumanie. La « maison Patria », comme il se plaît à la nommer, est en bois avec de jolies fleurs plantées devant l'entrée. Mais une fois à l'intérieur, on est bel et bien là pour parler affaires. Marin a déjà un crédit pour lequel il lui

reste encore à payer 150 euros par mois sur un an. « Je l'ai contracté pour acheter plus de terres et installer les serres. Cette fois-ci, je veux un tracteur. » On discute puis très vite, les résultats de la simulation pour le tracteur tombent : Marin devra payer 234 euros pendant trois ans en plus de son apport de base. Soit un prêt à un taux de 8,9%. Florin reprend : « Marin dispose de davantage de garanties qu'un client ordinaire. Il a déjà un capital de départ, et puis il nous a toujours payé à échéance. D'habitude, nous pratiquons des taux plus élevés : en moyenne entre 10 et 13%. » En tout, Marin devra déboursier près de 400 euros par mois sur un an pour les deux crédits. Une grosse somme et sans doute des problèmes pour



joindre les deux bouts, mais il s'estime verni... « Mes voisins vont tous vouloir un tracteur », s'amuse-t-il.

Direction Bucarest, dans le bureau de Bogdan Merfea, directeur général de Patria Credit Roumanie. La société compte plus

« Nous sommes les seuls à proposer des moyens de financement aux moins argentés, il faut bien amortir les risques »

de 6000 clients en Roumanie et 42 agences locales, surtout en milieu rural. Il explique : « Cette clientèle présente moins de garanties de par la faiblesse de ses revenus. Il faut

aussi faire un gros travail de fonds pour les informer de ce qu'est un crédit. Cela prend du temps. C'est donc moins intéressant pour une banque. » Mais les bénéfices sont bien là, Patria Credit est d'ailleurs la première institution de microfinance en Roumanie en termes de chiffre d'affaires. Au départ, en 1996, ce projet fut le fruit d'une collaboration entre un fonds de pension américain et la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement. « Nous ne sommes pas le bon samaritain, reprend M. Merfea. Nous générons du profit mais nous soutenons aussi le développement local et avons un réel impact économique et social. Nous aidons des micro-entreprises, des producteurs agricoles et des personnes physiques qui, grâce à nous, peuvent démarrer une activité. » Conséquence, les grandes banques étrangères commencent elles aussi à s'intéresser plus sérieusement au micro-crédit.

D'après Valentin Ionescu, économiste, « tout a été fait au niveau législatif pour encourager leur apparition. Nous sommes l'un des rares pays européens à fixer un cadre si favorable pour ces institutions ». Et chez Patria Credit, on se défend de proposer des taux de remboursement trop élevés... « Nous sommes les seuls à proposer des moyens de financement aux moins argentés, il faut bien amortir les risques », insiste M. Merfea. Reste qu'en moyenne un micro-crédit s'élève à 7000 euros en Roumanie contre 5000 euros en France. Le salaire moyen net local n'est pourtant que de 350 euros par mois. A noter que 98% des entreprises roumaines sont des micro-entreprises, le marché est donc juteux.

## ORIGINE ET DEVIANCE

Le micro-crédit est un prêt, d'un montant faible, à des entrepreneurs ou des particuliers qui ne peuvent accéder aux prêts bancaires classiques. Il s'est surtout étendu dans les pays en développement durant ces dix dernières années. C'est le professeur d'économie bangladais Muhammad Yunus et la banque qu'il a créée, la Grameen Bank, qui sont à l'origine de la croissance rapide du micro-crédit. En 2006, celui-ci a notamment été récompensé par le prix Nobel de la paix. Ceci étant, les taux pratiqués par les organismes de micro-crédits sont élevés, entre 10 et jusqu'à 30% par an. Et dans certains pays, en Inde par exemple, des milliers de paysans se sont retrouvés encore plus pauvres qu'avant, endettés jusqu'au cou. Le débat entre économistes sur le bienfondé du micro-crédit continue donc, même s'il se pratique de plus en plus dans les pays riches, où il constitue un moyen de lutter contre l'exclusion bancaire. Selon l'économiste Valentin Ionescu, « il y a environ 250 institutions en Roumanie qui font du micro-crédit. Certaines sont même très anciennes à l'image des Case de ajutor reciproc (Maisons d'aide réciproque, ndlr), qui existent depuis plus de cinquante ans. Mais elles s'adressent surtout aux retraités et aux salariés qui mutualisent leur argent pour pouvoir à tour de rôle acheter des biens de consommation. On est là bien loin de ce que font actuellement les spécialistes du micro-crédit tels Patria Credit ».

Benjamin Ribout  
Photo : Mediafax

**Dana GRUIA DUFAUT**  
Avocat aux Barreaux de Paris et de Bucarest  
Fondatrice du Cabinet GRUIA DUFAUT

**GRUIA DUFAUT**  
AVOCATS PARIS & BUCAREST

**DOMAINES D'INTERVENTION :**

- Droit commercial
- Droit de la concurrence, consommation, distribution
- Fiscalité des entreprises et des expatriés
- Droit du travail négociations collectives
- Droit immobilier
- Droit des sociétés
- Propriété intellectuelle
- Fusions - acquisition
- Litiges et arbitrages

**Notre réussite est celle de nos clients**

Le Cabinet GRUIA DUFAUT, présent en Roumanie depuis 1990, fort d'une équipe solide d'avocats et de juristes roumains, tous francophones et francophiles, accompagne ses clients dans divers domaines avec des services irréprochables.

*(Siège du Cabinet GRUIA DUFAUT à Bucarest)*

5 Avenue George V  
75000 Paris, France  
Tél. : +33 (0)1 53 57 54 54  
Fax : +33 (0)1 53 57 54 52  
www.gruiadufaut.com

Bd. Hrista Bocu nr 28  
Sector 3 Bucarest, Roumanie  
Tél. : +40 21 390 57 57  
Fax : +40 21 390 57 52  
www.gruiadufaut.ro

## COUP DE POMPE

**Le Conseil national de la concurrence (CNC) a sanctionné en début d'année six grandes compagnies pétrolières qui travaillent en Roumanie – OMV Petrom, OMV Petrom Marketing, Rompetrol, MOL, ENI et Lukoil – après avoir mené une longue enquête sur quatre ans. L'amende totale : 205 millions d'euros, correspondant à 3% du chiffre d'affaires respectif de ces sociétés.**

SI LE CNC N'A PAS DEMONTRE d'entente sur les prix entre les géants du marché pétrolier, il y a bien eu accord en 2008 pour retirer des pompes l'essence « éco premium », la moins chère. « Notre rapport fait la distinction entre les compagnies impliquées : il y a les initiateurs de l'entente, qui sont particulièrement sanctionnés (notamment OMV Petrom, avec 116 millions d'euros d'amende, ndlr), et ceux qui ont pris connaissance de cet accord, ne l'ont pas rapporté aux autorités, et ont finalement eux aussi retiré l'essence la moins rentable », a récemment expliqué le président du CNC, Bogdan Chiritoiu.

Echanges de « textos », courriels divers entre hauts responsables, synthèses des réunions au sein de l'Association roumaine

du pétrole, les enquêteurs n'ont pas manqué d'éléments d'accusation. De leur côté, les compagnies pétrolières ont contesté l'amende et les accusations de CNC, qualifiées d'« infondées et illogiques ». Selon elles, il fallait retirer cette essence bon marché : les demandes pour ce type de carburant n'avaient pas atteint le niveau espéré. Une raison commerciale insuffisante, selon le CNC, qui n'a pas hésité à infliger l'amende la plus importante jamais appliquée au sein de l'Union européenne sur le marché des carburants.

Parallèlement au Conseil de la concurrence, le Fisc roumain mène lui aussi depuis plusieurs années une enquête sur les « augmentations injustifiées » du prix des carburants sur le marché roumain.

Sans résultat pour l'instant. Un problème qui ne touche pas que la Roumanie mais la plupart des pays européens. Sauf qu'ici, l'augmentation du prix des carburants a atteint près de 22% l'an passé... Les raisons mises en avant ? Toujours les mêmes : la hausse du cours du brut, le taux de change, et surtout les taxes, qui représentent en Roumanie presque 70% du tarif d'un litre d'essence. En 2012, l'Etat a d'ailleurs prévu une nouvelle augmentation de 5% de ces taxes. Malgré tout, les compagnies pétrolières savent assurer leurs marges : fin février, OMV Petrom a annoncé un bénéfice de 3,759 milliards de lei (environ 887 millions d'euros) en 2011, en augmentation de 72% par rapport à 2010.

Daniela Coman

## UN MALL PUISSANCE DIX

DEMARREE EN 2007, LA CONSTRUCTION de cet ensemble gigantesque aboutira normalement en avril ; pas moins de 50.000 visiteurs sont attendus pour la journée d'inauguration. Le concept d'un « lifestyle center » ? Une sorte de mall puissance dix, avec commerces, hôtels et loisirs en tout genre. Il devrait même y avoir un musée, une patinoire, une bibliothèque, un théâtre et un cinéma d'été, en plus des dix salles ultramodernes (capacité : 1 800 places) – dont un Imax (3D gigantesque) – de la chaîne Multiplex Village Cinemas. Mais l'attraction majeure du lieu sera le jardin Palas, avec son lac artificiel, en lieu et place d'une vieille piscine publique. Plus de 30.000 arbres et autres plantes décoreront le jardin.

C'est la compagnie Iulius Group qui a investi dans le Palas Iasi. Elle détient déjà quatre autres grands centres commerciaux à Iasi, Cluj, Suceava et Timisoara. Son président, Iulian Dascalu, surnommé

**Situé en plein centre historique de Iasi, tout près du Palais de la Culture, l'ensemble urbanistique « Palas » sera une vraie ville dans la ville. Le premier « lifestyle center » de Roumanie couvrira une surface de 5 hectares.**

« le roi des malls », a déclaré qu'il avait investi une grande partie de sa fortune dans ce nouveau complexe, afin qu'il devienne la première attraction de la ville. Mais beaucoup d'habitants critiquent déjà un projet qui pourrait détruire l'homogénéité architecturale de la ville.

Par ailleurs, Palas Iasi a plusieurs procès sur le dos, à cause de la présence de vestiges archéologiques, de l'état du terrain, etc. Rien semble-t-il qui puisse l'empêcher de devenir réalité.

D. C.

### D'AUTRES CHIFFRES...

- Investissement total : 260 millions d'euros, ce qui serait le plus important jamais réalisé dans la région.
- 2500 places de parking souterrain (le plus grand du pays).
- United Business Center : trois immeubles de bureaux classe A+ d'une surface de 20.000 m².
- Deux hôtels 4 étoiles.
- 70 appartements déjà achetés sur plan.
- Palas Mall avec 132 magasins sur 47.000 m².
- Palas Shopping Street avec 35 magasins sur 6600 m².
- 1300 places de restaurant.
- Un hypermarché Auchan.
- Jardin Palas : un investissement de 2,5 millions d'euros sur 50.000 m².
- Palas Iasi devrait générer 4000 nouveaux emplois permanents et 3000 autres temporaires.

## L'enjeu AFRICAINE

**Trouver un nouvel élan dans les relations Roumanie-Afrique... C'est ce que souhaitent depuis quelques années nombre d'officiels et hommes d'affaires. Malheureusement, il semblerait que pour l'instant seuls les investisseurs « les moins propres » de Roumanie aient osé poser un pied sur cet autre grand continent.**

« NOUS AVONS TROP LONGTEMPS fait l'erreur de mettre tous les œufs dans le même panier. Désormais, il faut se tourner davantage vers les marchés turc, chinois, africain et arabe, bien que ce dernier soit un peu trouble en ce moment » déclarait, en décembre dernier, le président Traian Basescu au cours d'une rencontre avec les membres de l'Association nationale des exportateurs et importateurs (ANEIR).

Il est bien connu que l'Afrique (à l'exception notable du Maghreb et de l'Egypte) était un continent où Nicolae Ceausescu aimait voyager fréquemment ; il y était reçu comme un grand homme d'Etat par différents dictateurs locaux. Normal: il leur accordait des prêts de plusieurs dizaines de millions de dollars... Mais les temps ont changé.

En novembre dernier, Mihai Ionescu, président de l'Association des exportateurs et importateurs (ANEIR), déclarait qu'en 2010, la balance commerciale avec l'Afrique avait été largement excédentaire, les exportations vers différents pays africains totalisant 820 millions de dollars, et les importations 200 millions. Ce qui reste une goutte d'eau comparée aux exportations roumaines vers l'Union européenne (environ 27 milliards d'euros en 2011) et les importations en provenance de l'UE (environ 34 milliards d'euros).

Quoi qu'il en soit, M. Ionescu précisait que les Roumains pouvaient aider les Africains dans le domaine de l'agriculture et des ressources naturelles, mais aussi dans la production et la distribution d'électricité. Et d'ajouter qu'en dehors de l'Afrique du



Nord, les compagnies roumaines étaient notamment intéressées par le Sénégal, la Guinée, la Gambie, le Cap-Vert ou bien la Côte d'Ivoire. Malheureusement, ce ne sont pas les plus honnêtes qui s'y intéressent...

Le Sénégal et la Gambie sont justement les deux pays sur lesquels mise à présent l'homme d'affaires controversé Ovidiu Tender, président de Tender Group, par l'intermédiaire de sa compagnie Prospectiuni, spécialisée dans les études géologiques, mais aussi à travers d'autres compagnies de son conglomérat. « L'Afrique est le dernier endroit inexploré de la planète. Ses ressources minérales sont immenses et les opportunités s'ouvrent à vous dès la descente d'avion », a récemment affirmé Tender, qui se déclarait prêt à partager son expérience. Prospectiuni est déjà autorisée à chercher du pétrole en Gambie et au Sénégal. Et l'homme d'affaires vise aussi à investir dans une ferme d'animaux au Sénégal, ou bien dans la culture à grande échelle de plantes pour les biocarburants, au Sénégal et en Guinée. A voir dans quelles conditions...

Car le succès de Tender n'est pas sans nuages. « J'ai besoin d'avoir la paix en Roumanie pour pouvoir me développer en Afrique », assure-t-il, faisant allusion aux différents problèmes qu'il a eus et qu'il continue d'avoir avec la justice roumaine, (blanchiment d'argent, infractions économiques...). Mais les procès se

prolongent; Ovidiu Tender se déplace pour l'instant librement, et aucune restriction pour ses affaires n'a été décidée. Quant à la façon dont Ovidiu Tender a obtenu ses concessions en Afrique, peu de détails ont été rendus publics.

A son tour, Frank Timis, le « mentor » de Tender, est actuellement l'heureux exploitant d'un des plus grands gisements de minerai de fer au monde, situé en Sierra Leone, avec des réserves estimées à 12 milliards de tonnes. Un succès qui, selon Wikileaks, est suspecté par les autorités américaines qui s'intéressent de près à la façon dont Timis conclut ses contrats. Mais il est surtout contesté à Londres, où il réside en tant que citoyen britannique. A deux reprises, en 2009 et 2010, la Bourse de Londres a sanctionné des compagnies qu'il dirige pour avoir diffusé de fausses informations sur leurs bilans.

Malgré ces requins de mauvais augure, les ambassadeurs de pays africains accrédités à Bucarest souhaitent attirer les investisseurs roumains en plus grand nombre. Officieusement, un de ces diplomates reconnaissait que son pays désirait renouer les relations avec la Roumanie non seulement en raison du « bon vieux temps », mais aussi pour contrecarrer, du moins en partie, « l'offensive impétueuse » de la Chine en Afrique.

Răsvan Roceanu  
Illustration : Sorina Vasilescu

**Le marché de l'art roumain fait sa révolution. Il y a quelques années, les tableaux étaient vendus pour des sommes modiques et le secteur fonctionnait encore selon les règles de l'époque communiste. Aujourd'hui, il est en train de se structurer et se professionnaliser avec, depuis 2004, l'ouverture de galeries privées, du musée d'art contemporain ou l'apparition de nouvelles maisons de ventes aux enchères qui ont fait exploser les records de ventes. Reportage à Bucarest, à la rencontre des différents acteurs d'un marché encore embryonnaire mais promis à un bel avenir.**

# BEAU TABLEAU

DANS LA SALLE, L'AMBIANCE est tendue, chacun retient son souffle, impatient de savoir qui des deux combattants va l'emporter. Une main se lève discrètement, relançant la partie. Une autre contre-attaque, par téléphone. Et porte le coup fatal... « 250.000 euros une fois. Deux fois. Je me prépare à adjudger. Trois fois. Adjudé pour 250.000 euros au participant numéro 150. Félicitations ! ». Le commissaire priseur vient de mettre fin au « match » des enchères : Ciobănaș pe Valea Doftanei de Nicolae Grigorescu, célèbre peintre impressionniste roumain, vient d'être vendu. La scène ne se passe pas à Drouot ou à Christie's mais à l'Opéra de Bucarest. La maison de ventes aux enchères Artmark y organise la plus prestigieuse de ses ventes, celle dédiée à l'école impressionniste roumaine. Bulles de champagne, froufrous des robes de soirée, tout respire le bon goût et la distinction. Les chiffres, eux, se veulent record : plus de 100 tableaux, quasiment tous vendus pour un montant total de 1,29 million d'euros.

Il y a quelques années encore, un tel événement était tout simplement impensable en Roumanie. Collectionneuse au long cours, Luiza écume les salles de ventes depuis plus de vingt ans. « Ce soir, je suis venue pour acheter un tableau estimé à 20.000 euros. Je suis prête à en mettre 30.000, mais la concurrence va être rude... Il

y a dix ans, je l'aurai acheté pour 5000 euros ! ». Cette vente aux enchères, comme le dit Luiza, est emblématique des profonds changements que connaît le marché de l'art roumain.

## TOUT ETAIT A CONSTRUIRE

« On ne pouvait même pas parler d'un marché de l'art il y a dix ans », précise Diana Dochia dans un sourire. En 2004, cette jolie brune a fondé Anaid, troisième galerie privée du pays, dans une belle maison à deux pas du Parc Carol. En pionnière, elle se souvient qu'à l'époque, tout était à construire. « Il y avait quelques initiatives, lancées par des particuliers, qui voulaient promouvoir l'art, les artistes contemporains, mais sans savoir exactement comment faire, sans cotes, sans catalogue... ». A l'époque, le monde de l'art contemporain fonctionne encore largement selon les principes en vigueur sous le communisme ; l'emblématique Union des artistes plasticiens gère les galeries, subventionne et expose les milliers de membres de son réseau. Le système est un vase clos, à mille lieux des marchés de l'art occidentaux.

Avec l'apparition d'une nouvelle génération d'artistes et l'ouverture du Musée national d'art contemporain en 2004, les premières galeries privées « sérieuses » vont voir le jour : H'art, Posibilă et Anaid. « Je sentais



que c'était le bon moment, il y avait une effervescence artistique, de jeunes artistes, comme Nicu Ilfoveanu ou Dumitru Gorzo, voulaient changer les choses. J'ai donc choisi d'ouvrir une galerie en suivant ce qui se faisait à l'étranger. Et j'ai participé rapidement à des foires internationales, car le marché de l'art ne peut être déconnecté de l'étranger », poursuit Diana Dochia.

Les artistes aussi avaient besoin d'un tel changement. Alexandru Rădvan est peintre et expose depuis 1998. Après avoir géré lui-même sa carrière jusqu'en 2005, il est représenté par Anaid et sent clairement la différence. « Cela a fait avancer les choses, m'a permis de créer de nouveaux contacts, de travailler sans me soucier de ma promotion, de l'aspect commercial. Sans la galerie, je n'aurais jamais exposé au Modern en Hongrie, ni à Vienne », explique le peintre.

Aujourd'hui, Anaid promeut une dizaine d'artistes en Roumanie et à l'étranger, et s'est imposé comme un acteur important du secteur, contribuant fortement à sa lente structuration. Car même dans l'art, une révolution ne se fait pas en un jour. « Dès le début je savais qu'il faudrait du temps, au moins cinq ans, pour que se forme un marché cohérent », souligne Diana Dochia.

## PROFESSIONNALISER

Construire un marché cohérent et professionnel, c'est la mission que s'est fixée Artmark, maison de ventes aux enchères qui a ouvert en 2008. Sa flamboyante directrice, Manuela Plapcianu, reçoit dans les ors du palais Cesianu-Racoviță, au cœur de Bucarest. « Notre principal objectif a été de créer les instruments nécessaires à la professionnalisation du marché de l'art. Le plus important est l'index du marché, nous avons scanné les transactions réalisées ces 16 dernières années et coté 1000 artistes roumains, énumère-t-elle. Nous avons aussi initié l'index des artistes consacrés, un portfolio qui présente les 100 artistes roumains les plus importants, leurs cotations, et qui est réactualisé chaque semaine. Et nous avons introduit les données chiffrées sur le marché de l'art et mis ces données à la disposition de tous. C'était indispensable pour faciliter l'accessibilité du marché, le connecter aux marchés européens, attirer les investisseurs roumains et étrangers et les mettre en confiance. »

Mais les chiffres ne suffisant pas à créer un marché, Artmark a également lancé Artsociety, une fondation qui propose conférences, cours d'histoire de l'art, réunions

de journalistes autour des problématiques spécifiques à l'art... « Cette dimension éducative est fondamentale, poursuit Manuela Plapcianu, il faut que l'art et les professionnels de l'art s'ouvrent au public pour toucher le plus grand monde. » Autre recette de son succès : Artmark a révolutionné les ventes aux enchères. Oubliées les ambiances poussiéreuses



d'antan, désormais chaque vente est un événement en soi, raffiné, mondain, dédié à une thématique bien précise. Le 23 février, à l'hôtel Hilton de Bucarest, deux ventes étaient ainsi organisées : la première, consacrée au cinéma, était un coup d'essai pour tester le marché, la

**« Ce soir, je suis venue pour acheter un tableau estimé à 20.000 euros. Je suis prête à en mettre 30.000, mais la concurrence va être rude... »**

seconde était dédiée à l'art moderne et contemporain – secteur qu'Artmark veut promouvoir.

Quelques minutes avant le début des enchères, Paul, la trentaine, fait un dernier inventaire des œuvres proposées. Broker à la bourse, il est collectionneur depuis 2007. « J'ai une dizaine de tableaux achetés dans les ventes aux enchères et dans les galeries. Uniquement des artistes roumains. J'avais envie d'avoir ces œuvres chez moi. Et c'est une façon plus intelligente de placer son argent que d'aller au restaurant ! D'autant plus que les prix ont été multipliés par cinq en quelques années. » Paul est assez représentatif du public de collectionneurs qui se forme doucement, public issu « de la classe moyenne et supérieure, plutôt jeune et éduqué », selon Diana Dochia. Paul, qui suit attentivement l'évolution du secteur, a vu le marché changer en peu de temps. « Les prix ont augmenté, la visibilité du marché aussi, il y a plus de participants et c'est aussi plus "pro", estime le jeune homme. Artmark a d'ailleurs vraiment contribué à élever le niveau. »

#### LE POTENTIEL EST LA

L'apparition de ces acteurs privés a donc profondément changé la donne dans le monde de l'art. En quelques années, ils ont tissé des liens avec les marchés étrangers, suscité l'intérêt des investisseurs, professionnalisé le secteur et réussi à créer un embryon de marché structuré. La preuve : malgré la crise, les ventes augmentent, comme l'explique Diana Dochia. « Ces deux dernières années, les prix et le nombre de transactions augmentent bien plus que pendant le boom économique des années précédentes. » Même constat chez Art-

mark : le montant des transactions double chaque année depuis trois ans et a atteint près de 15 millions d'euros en 2011.

Ceci étant, si le marché de l'art ancien, moderne ou contemporain grandit et séduit un public toujours plus large, roumain et aussi étranger, il reste encore sous-développé par rapport à ceux des pays voisins et occidentaux. A titre de comparaison, les transactions publiques atteignent 300 millions par an en Pologne (contre 15 millions en Roumanie). « Le marché roumain n'est pas encore mature, pas encore formé. Certes, quelques fleurs ont poussé, mais pas suffisamment pour qu'on puisse dire que le printemps est là. Il y a trop peu de collectionneurs, trop peu de liens avec l'étranger, le Musée d'art contemporain n'est pas encore dans la cour des grands. Le réseau des galeries d'art contemporain se limite à 15 personnes, dans un pays de 20 millions d'habitants ! », rappelle Diana Dochia.

Encore embryonnaire et balbutiant, le marché roumain a cependant, à terme, un fort potentiel, à en croire Manuela Plapcianu. « A l'heure actuelle, les cotes sont

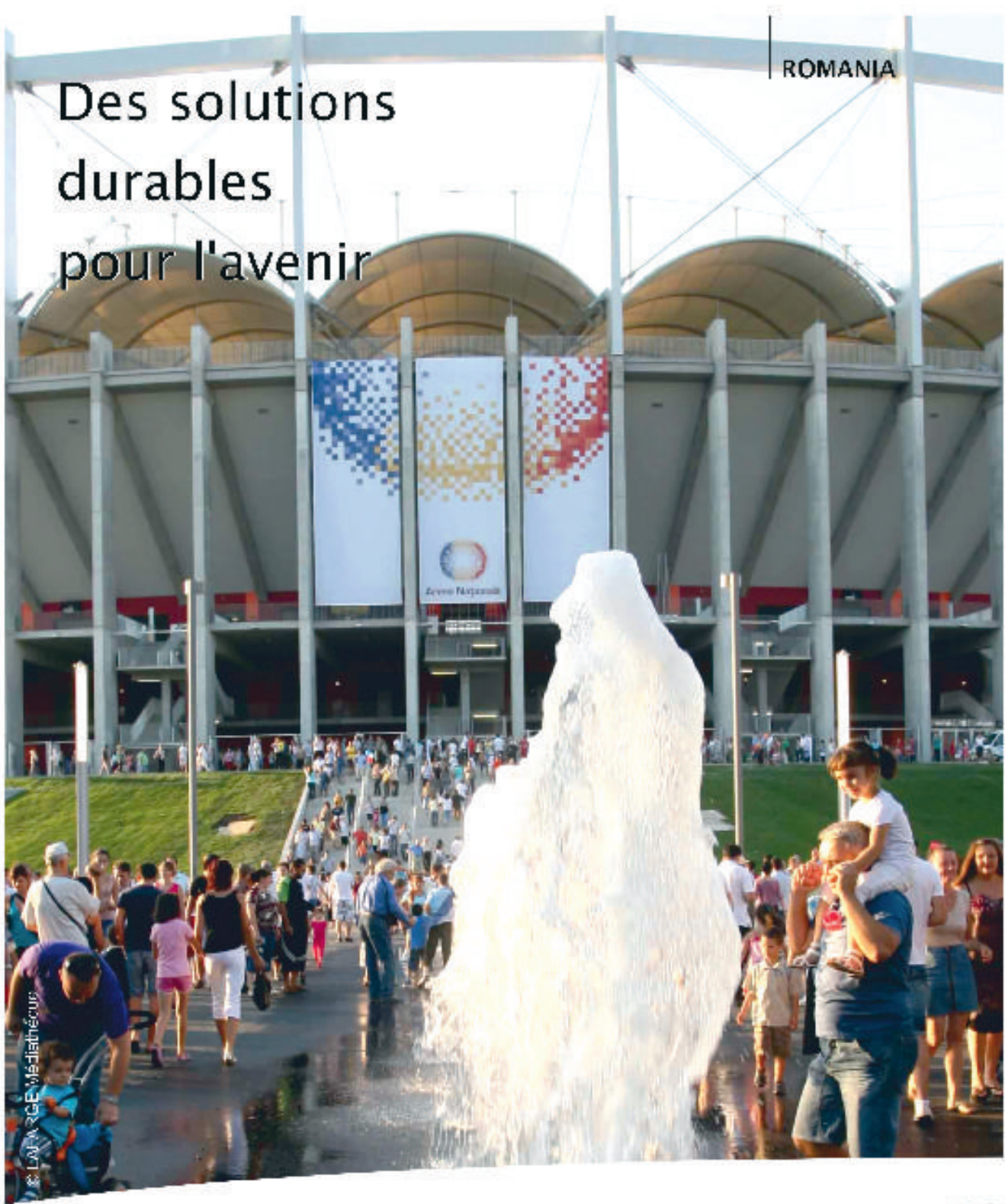
encore très basses, mais les perspectives de croissance sont grandes. D'ici cinq, six ou sept ans, le marché roumain aura rejoint le niveau des marchés des pays voisins. » Andreea Mogoșanu croit elle aussi très fortement en un développement futur. Mi-mars, elle va ouvrir une nouvelle galerie, Zorzini, consacrée à l'art contemporain. Au Hilton, elle est venue « prendre la température », en scrutant attentivement les ventes des quelques œuvres contemporaines proposées. « Le marché n'est encore qu'au début, commence tout juste à fleurir. Mais on y croit, sinon on n'ouvrirait pas notre galerie ! ». Des collectionneurs aux galeristes, des artistes aux musées, tous les acteurs du secteur sont encore en « formation ». Regardant rêveusement en l'air, Diana Dochia esquisse le tableau d'un futur marché mature et « normalisé ». « On pourra parler d'un vrai marché de l'art le jour où il y aura en Roumanie 50 collectionneurs, qui s'appuient sur des galeries, et constituent une belle collection qu'ils exposent, qu'ils donnent à leur décès aux musées roumains, et qui savent à leur tour quoi en faire. »

Marion Guyonvarch  
Photos : Julia Beurq



#### EN CHIFFRES

- 290.000 euros : enchère record pour *În iatac* de Nicolae Tonitza. En 1995, le prix moyen d'un tableau de Nicolae Tonitza, l'un des plus importants peintres roumains des années 1930, était de 10.233 euros. En 2005, il atteignait 58.359 euros et a dépassé la barre des 100.000 euros en 2008.
- Selon l'index du marché de l'art établi par Artmark en 2010, le taux de rendement des investissements dans l'art est de 36% par an sur 10 ans, de 28% par an entre 2007 et 2011 et de 27,5% en 2011.
- En 2011, Artmark a représenté 77% des transactions publiques réalisées en Roumanie.



Leader mondial des matériaux de construction, Lafarge occupe une position de premier plan dans ses activités Ciment, Granulats & Béton, avec une présence dans 64 pays et 68 000 collaborateurs. Le Groupe a réalisé en 2011 un chiffre d'affaires de 15,3 milliards d'euros.

Pour la deuxième année consécutive, le Groupe fait partie du top 10 mondial au sein du "Carbon Disclosure Project" qui évalue 500 grandes entreprises au regard de leur stratégies et actions en matière de lutte contre le changement climatique. Doté du premier centre de recherche au monde sur les matériaux de construction, Lafarge place l'innovation au cœur de ses préoccupations, au service de la construction durable et de la créativité architecturale.

[www.lafarge.ro](http://www.lafarge.ro)

**LAFARGE**  
définissant l'avenir de la construction

Invités par la Délégation Wallonie-Bruxelles qui fêtent dix années de présence en Roumanie, les frères Dardenne ont présenté leur dernier film, *Le gamin au vélo*, à Bucarest début mars. Ce long métrage a obtenu le Grand prix au festival de Cannes l'année dernière. Après déjà deux Palmes d'or, les réalisateurs belges francophones continuent sur leur lancée, avec un cinéma réaliste, juste et qui parle d'amour.

**Regard :** C'est la première fois que vous venez ici ?

**Luc :** Nous sommes arrivés hier, et oui, c'est la première fois que nous venons à Bucarest. Mais il y a une dizaine d'années, nous avons produit un documentaire roumain, *Gigi, Monica... et Bianca*. Et nous avons aujourd'hui un projet avec Cristian Mungiu. En fait, de la Roumanie contemporaine, nous connaissons surtout le cinéma.

Votre dernier film, *Le gamin au vélo*, que vous venez présenter, parle surtout d'amour, de l'affection d'une femme pour un enfant rejeté, il va au-delà du cinéma social dont on dit qu'il vous caractérise...

**Jean-Pierre :** Le pari du film est effective-



Luc (à gauche) et Jean-Pierre (à droite) Dardenne.

## L'amour d'après DARDENNE

ment de savoir si l'amour de cette femme peut sauver ce gamin. C'est l'axe central, même s'il y a d'autres choses qui font démarrer l'histoire, le rapport de cet enfant avec son père, ou plutôt le non rapport, l'incident avec les libraires, etc. Mais c'est surtout les relations entre la femme et le gamin qui ressortent, et si lui va enfin accepter cet amour.

**Luc :** En fait nous sommes partis d'un fait divers japonais. Nous étions au Japon en 2002 pour présenter l'un de nos films et on a rencontré un juge pour jeunes qui nous a raconté l'histoire d'un gamin dont elle s'occupait. Il avait été abandonné dans un orphelinat par son père qui lui avait promis d'aller le rechercher. Ce qu'il n'a pas fait. A 18 ans, le gamin devenu jeune homme a mal tourné, il est devenu membre d'une bande de motards, et a commis un acte criminel pour se faire bien voir du chef de cette bande. Quand on est revenu, on a voulu raconter cette histoire, mais en lui donnant un autre final. Nous nous sommes demandé si un autre destin était possible pour ce gamin. On a alors travaillé sur un personnage, cette femme, cette coiffeuse, qui va lui permettre d'échapper au tragique.

**Comment travaillez-vous ensemble ? Etes-vous toujours d'accord sur la direction que doit prendre votre film ?**

**Jean-Pierre :** Au départ, on veut faire le même film, sinon on ne peut pas travailler ensemble. Et puis les questions diverses que l'on se pose tous les deux sont les mêmes que lorsqu'on est tout seul. Un réalisateur qui tourne seul va douter, se contredire, avancer, reculer ; nous, c'est pareil.

**Mais en étant deux vous allez peut-être au-delà de quelque chose, votre inspiration pourrait en quelque sorte se démultiplier...**

**Jean-Pierre :** Je n'en sais... (rires...).

**Luc :** On s'apporte des choses, oui, mais on construit de toute façon la même maison.

**Jean-Pierre :** L'important est de ne pas être de mauvaise foi. Même si dans la vie, sans mauvaise foi on s'embêterait un peu. Mais on est là pour faire un film, pas pour avoir raison.

**Luc :** Et puis à un moment donné, il faut se laisser un peu aller, voir comment les choses évoluent.

**Cristian Mungiu qui a comme vous gagné la Palme d'or, mais une seule fois, a dit qu'il fallait que le cinéma roumain sorte de la même source d'inspiration, c'est-à-dire de la période communiste. De votre côté, avez-vous pensé à faire un autre cinéma, moins social, moins lié à un malaise social ?**

**Jean-Pierre :** Je vois ce qu'il veut dire, mais l'inspiration ne vient pas seulement d'une situation, d'un contexte. Dans *Rosetta* ou *Le fils*, l'inspiration, l'histoire n'est pas du tout la même.

**Luc :** Nous filmions les petites gens, oui, d'accord, ce n'est pas la bourgeoisie.

**Que pensez-vous des révoltes sociales actuelles, du mouvement des « Indignés » ? Vous sentez-vous davantage révoltés vous-mêmes ?**

**Jean-Pierre :** Je ne connais pas suffisamment le phénomène, mais tous les grands changements ne se sont produits qu'à travers des rapports de force, au-delà de la simple indignation. Sans rapport de force, rien ne



Luc Dardenne

bouge. Mais parfois cela bouge pour le pire.

**Luc :** Et tant qu'il n'y aura pas de force syndicale européenne, je crois qu'il sera difficile de trouver une solution face au manque de considération pour les problèmes sociaux.

**Jean-Pierre :** Mais bon, ceci dit, nous ne faisons de toute façon pas un cinéma militant.

**Comment occupez-vous votre temps quand vous ne tournez pas ?**

**Luc :** On travaille sur notre prochain film, et on produit d'autres films. On voyage peu, on reste concentrés. Mais on prend aussi des vacances, en juillet, en août, on ne fait rien de spécial, comme vous... (rires...).

**Votre prochain projet ?**

**Luc :** On n'en parle pas...

**Après toutes les récompenses obtenues, qu'est-ce qui vous motive aujourd'hui ?**

**Jean-Pierre :** C'est comme pour tous les cinéastes; quand on commence un nouveau travail, on espère que ce qui nous mobilise, ce qui nous retient pendant un an, un an et demi va parler aux gens, que quelque chose va se passer dans les salles de cinéma, c'est cela qu'on espère. Evidemment, on veut que le film ait du succès, mais l'important est de toujours pouvoir raconter une histoire qui suscite un intérêt particulier pour le public, et des rencontres. La motivation essentielle est là.

**Luc :** On co-produit des films aussi, nous co-produisons Mungiu en ce moment, par exemple, ou de jeunes cinéastes belges.

**Et tourner à l'étranger, vous y pensez ?**

**Luc :** Pourquoi pas, j'ai quelque chose en tête, mais mon frère hésite...

Propos recueillis par Laurent Couderc  
Photos : D. R.



Jean-Pierre Dardenne

agende ■ calendare ■ cărți ■ albume ■ pliante ■ postere

D-dul Metalurgiei 73-75, 041832, Ducești, România  
Tel: +40 (0) 21 306 61 00; Fax: +40 (0) 21 306 61 01  
e-mail: comercial@artagrafica.ro  
www.artagrafica.eu

## UNE GRANDE DAME DE LA LITTÉRATURE

C'est l'une des plus importantes traductrices roumaines, les auteurs anglo-saxons notamment n'ont plus de secrets pour elle. Bienvenue chez Antoaneta Ralian.

### DANS UN APPARTEMENT MODESTE

du centre de Bucarest, Antoaneta Ralian erre parmi les étagères remplies de livres. A 87 ans, elle vient de terminer une nouvelle traduction du *Portrait de l'artiste en jeune homme* de James Joyce. La plus importante traductrice roumaine de l'anglais vit seule depuis la mort de son mari, le journaliste Marius Ralian, et aime aujourd'hui le contact avec les jeunes. « Cela m'étonne et me réjouit quand les jeunes me parlent dans la rue ou cherchent mon numéro dans l'annuaire pour me dire qu'ils ont lu ma traduction. »

Des jeunes étonnés d'apprendre que Mme Ralian a refusé 8000 lei proposés par une grande maison d'édition pour rééditer *L'amant de lady Chatterley*. C'était il y a 2 ans, mais pour Antoaneta la somme était trop importante. Elle en a enfin accepté un peu plus de la moitié, tout en prenant soin d'écrire un texte pour expliquer sa décision. « Quelle agitation autour de ce sujet ! J'ai simplement fait ce que ma conscience me disait, de ne jamais prendre trop. Je n'ai jamais été aussi bien payée pour une traduction, d'autant plus pour une réédition », soutient-elle. Antoaneta Ralian a traduit tous les plus grands auteurs anglo-saxons, plus de 120 traductions au total : Henry James, Virginia Woolf, D.H. Lawrence, James Joyce, Iris Murdoch, Henry Miller, Saul Bellow, Charles Dickens, H.G. Wells, Daniel Defoe, Oscar Wilde... En quatrième de couverture, Antoaneta Ralian s'appelle Antoinette – un petit caprice francophile qui vient de ses parents.

Antoaneta est née en 1924 dans une famille bourgeoise de Roman (nord-est



du pays). Elle perdra ses parents jeune, peu après la Seconde Guerre mondiale. Et se rappelle que son premier travail de jeune philologue l'a fait pleurer chaque soir, à cause de « l'épuration soviétique des bibliothèques », qui l'obligeait à sélectionner les livres à censurer... Suspecte aux yeux des autorités, elle pourra néanmoins travailler pour la maison d'édition Univers,

**« Avec Henry Miller, je n'ai jamais pu avoir de liens d'amitié. Je l'ai traduit consciencieusement, sans détours, sans l'édulcorer, mais ce n'est pas mon style »**

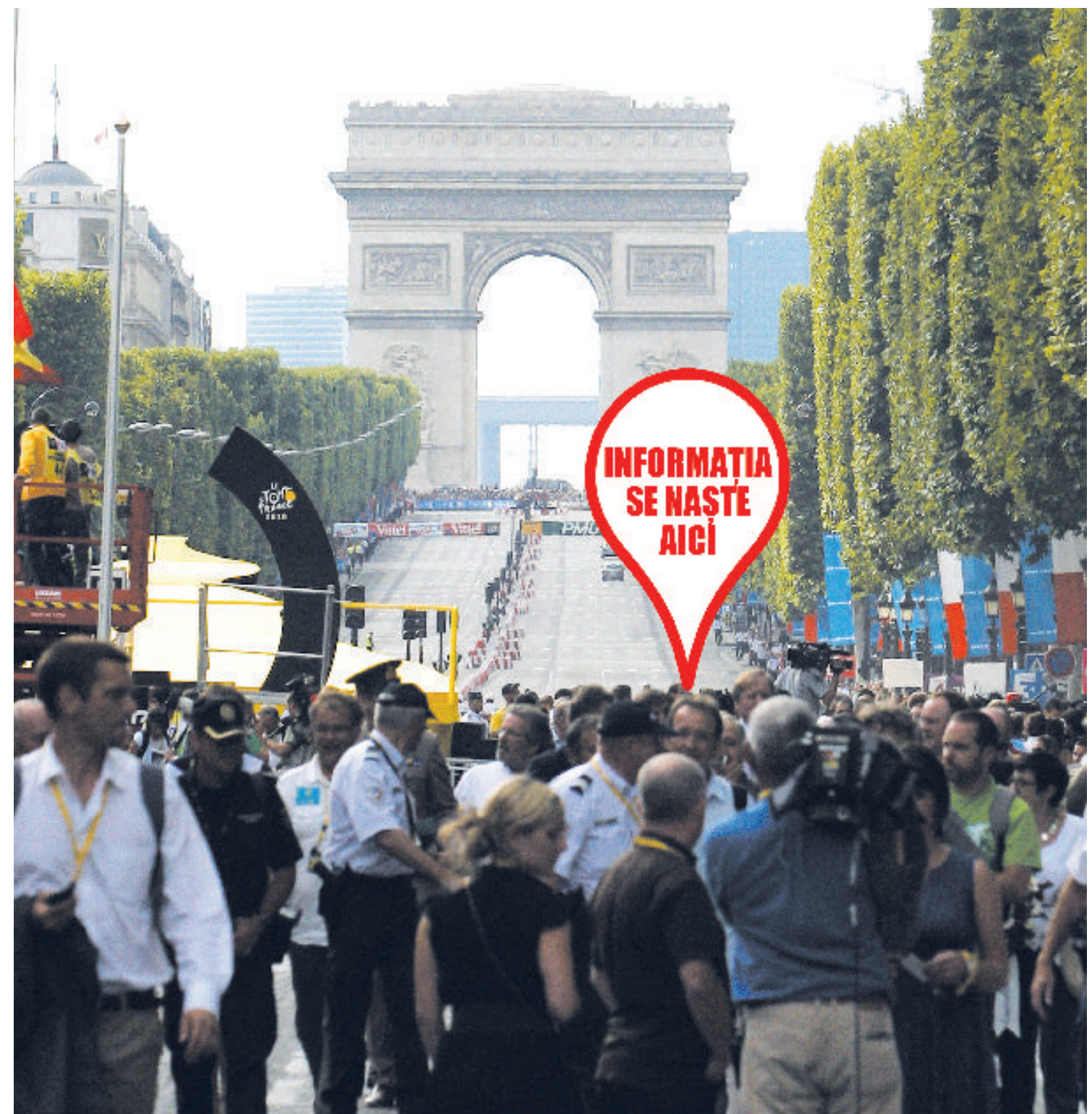
d'où elle s'est retirée en 1981. « Pendant toutes ces années, j'ai développé une très belle amitié avec Iris Murdoch, qui a duré 25 ans, raconte-t-elle, et j'ai connu Saul Bellow. Il tremblait de peur à cause de la Securitate qui le surveillait pendant ses visites à Bucarest. La femme de Saul était roumaine, il a d'ailleurs décrit son expérience dans le

roman *The Dean's December*. »

Comme tout traducteur, Mme Ralian a ses auteurs favoris, et Virginia Woolf est en tête de liste, contrairement à Henry Miller. « Avec Henry Miller, je n'ai jamais pu avoir de liens d'amitié. Je l'ai traduit consciencieusement, sans détours, sans l'édulcorer, mais ce n'est pas mon style », dit-elle, amusée de se rappeler que la seule fois qu'elle a été critiquée fut quand elle aurait adouci quelques passages érotiques de Miller. Mais elle ne revient jamais sur ses traductions.

« Je n'ai pas tellement confiance en moi, donc j'ai peur ne trouver que des bêtises et ensuite de m'arracher les cheveux !... » Son style sulfureux, ironique et élégant fait le délice du premier livre d'entretien où elle raconte sa vie, *Toamna decanei* (L'automne de la doyenne), lancé à la fin de l'année dernière par Humanitas. Très discrète pendant toute sa vie, c'est la première fois qu'elle se dévoile... « Avec Radu Paraschivescu, qui m'a interviewée, j'ai fait une sorte de strip-tease spirituel ! Il m'a fait dire des choses que je n'avais jamais racontées. Mais, finalement, m'ouvrir comme ça m'a fait bien. »

Florentina Ciuvercă  
Photo : Mihai Barbu



**ȘI INFORMAȚIA  
DEVINE  
MONDIALĂ**

[www.rfi.ro](http://www.rfi.ro)

ELVIRE, LES BRAS OUVERTS



C'est une Elvire Popesco très élégante qui a reçu en février dernier un parterre d'invités venus participer à la toute première de la prestigieuse salle bucarestoise de l'Institut français. Fermée depuis six mois, la salle a été entièrement rénovée sur les plans d'un cabinet d'architectes roumains, primé dans le cadre de la biennale d'architecture de Bucarest en 2008. D'une capacité d'à peu près 200 places, Elvire Popesco fait également peau neuve sur le plan de l'image avec l'arrivée d'un vidéoprojecteur Barco 2k. Au programme, des films très divers (Elvire Popesco est membre du réseau Europa Cinemas) avec une prédilection pour les productions françaises. Cette réhabilitation a été rendue possible grâce au soutien financier du ministère des Affaires étrangères, rejoint par les entreprises françaises Apa Nova București, BRD - Groupe Société Générale, GDF Suez, Renault Nissan, Automobile Dacia, Orange România, Lafarge România, Rukki România et Mandragora. Rappelons enfin que la salle, très prisée des cinéphiles de la capitale, a été inaugurée en 1974 et porte le nom de la célèbre actrice française d'origine roumaine Elvire Popesco, une grande dame du théâtre de boulevard (photo). Benjamin Ribout. Photo : D. R.

7ème édition du festival Rokolectiv

Du 19 au 22 avril, les surprenants Roumains de Rokolectiv reviennent au Musée national d'art contemporain (MNAC) pour leur festival annuel de musique électronique. « Notre style d'électro se définirait plus comme aventureuse qu'expérimentale, un terme devenu un peu fourre-tout dans ce milieu », précise Cosmin Tapu, l'un des organisateurs de l'événement. Assortis d'une exposition et de projections documentaires, ces trois jours de son et d'effets visuels s'ouvriront par un concert du pianiste allemand Hauschka, suivi des performances de nombreux autres artistes étrangers. L'an dernier, le festival Rokolectiv avait attiré plus de 3000 visiteurs. F. G.

ARTE fête ses 20 ans à Bucarest

Du 24 au 26 avril, le cinéma Studio de Bucarest propose une série de projections autour des programmes de la chaîne franco-allemande Arte (longs métrages et documentaires). Les dirigeants français et allemand de la chaîne viendront inaugurer cette rétrospective en participant à une table ronde sur la place de la culture dans l'espace audiovisuel roumain. François Gaillard

CONCERTS EN CHAÎNE

La saison des grands (et moins grands...) concerts a commencé. Après Lara Fabian le 17 mars à Bucarest (Sala Palatului), Demis Roussos est programmé à Iași le 3 avril. Dans un autre registre, le ténor espagnol José Carreras reviendra à Bucarest le 25 mai prochain (Sala Palatului). Avant les concerts rock de l'été, avec notamment le festival Bestfest du 6 au 8 juillet. Mais l'événement reste la venue de Red Hot Chili Peppers le 31 août au nouveau grand stade Național Arena de Bucarest – les places ont presque toutes été vendues. Carmen Constantin

UN ROUMAIN A CONQUIS L'EMPIRE DU MILIEU

Il s'appelle Mugur Ciubăncan, est né dans le Maramureș, mais c'est aujourd'hui en Chine, sous le nom de Wei Hua qu'il fait carrière. A 29 ans, ce chanteur roumain est une véritable star en Chine, grâce à ses tubes en chinois et en roumain. Le jeune homme, qui avait débuté une carrière de chanteur en Roumanie mais était déjà passionné par la musique traditionnelle chinoise, s'est fait connaître en Chine en remportant une émission de télé en 2000. Depuis, il vit là-bas, a enregistré plusieurs albums, parle mieux le chinois que l'anglais et a notamment chanté devant le président Hu Jintao. Marion Guyonvarch

D'UN AUTRE GENRE

La première édition de Cinepolitica, festival international du film politique, aura lieu entre le 15 et le 21 juin à Bucarest. Selon les organisateurs, ce sera le seul festival au monde rassemblant uniquement des films politiques. La compétition est ouverte à tout type de longs métrages récents (fiction, documentaire, animation et expérimental), couvrant des sujets politiques d'intérêt général. La sélection sera dirigée par le critique de cinéma Mihai Fulger. Florentina Ciuvercă

LES MEILLEURS EN THEATRE



L'Union théâtrale de Roumanie (UNITER) vient de nommer les meilleurs spectacles de théâtre pour 2011 : *Ivanov*, d'Anton Tchekhov, mis en scène par Andrei Șerban (théâtre Bulandra) ; *Le dernier jour de la jeunesse de Tadeusz Konwicki* (Théâtre national Radu Stanca de Sibiu) ; et *La visite de la vieille dame* de Friedrich Dürrenmatt (Théâtre national de Bucarest). Parmi les comédiens nommés, on retrouve Oana Pellea, Mariana Mihuț, Sorin Leoveanu et Marian Râlea. Un prix d'excellence à la mémoire d'Alexandru Tocilescu sera aussi présenté à cette 20ème édition du gala UNITER qui aura lieu le 23 avril à la salle Majestic du théâtre Odéon de Bucarest. F. C. Photo : Mediafax

Alexandru Tocilescu en juillet 2011.

LA CULTURE ROUMAINE A L'HONNEUR A NEW YORK

L'Institut culturel roumain de New York organise ce printemps deux événements importants : une rétrospective – la première intégrale aux Etats-Unis – consacrée au cinéaste Lucian Pintilie a été organisée au prestigieux MoMa (musée d'art moderne) du 1er au 12 mars, et a été inaugurée en présence du réalisateur de *La Reconstitution* ou *Terminus Paradis*. Autre Roumain à l'honneur, le jeune artiste Mircea Cantor, récent lauréat du prix Marcel Duchamp, présente son travail dans une exposition, *Restless, films and other works*, organisée au Musée de l'Image vivante (MoMi), toujours à la Big Apple, jusqu'au 6 mai. M. G.

L'agenda des alliances, centres et instituts culturels français sont sur les sites suivants :

- Institut français de Bucarest : [www.institut-francais.ro](http://www.institut-francais.ro)
- Centre culturel français de Cluj : [www.cccluj.ro](http://www.cccluj.ro)
- Centre culturel français de Iași : [www.ccfiasi.ro](http://www.ccfiasi.ro)
- Centre culturel français de Timișoara : [www.ccfetimisoara.ro](http://www.ccfetimisoara.ro)
- Alliance française de Brașov : [www.afbv.ro](http://www.afbv.ro)
- Alliances française de Constanța : [www.afconstanta.org](http://www.afconstanta.org)
- Alliance française de Pitești : [www.afpitesti.org](http://www.afpitesti.org)
- Alliance française de Ploiești : [www.afploiesti.ro](http://www.afploiesti.ro)

Le guide des plus beaux villages de Roumanie

Inspirée par l'association « Les plus beaux villages de Wallonie », l'association « Les plus beaux villages de Roumanie » vient de publier son guide officiel des plus beaux villages roumains. Création exemplaire de développement durable en Roumanie, cet ouvrage de découverte rappelle que la ruralité et le tourisme peuvent se développer mutuellement. Pour plus d'infos : [www.satefrumoase.ro](http://www.satefrumoase.ro). F. G.

QUEL CIRQUE...

C'était la première fois qu'ils venaient en Roumanie, et les spectateurs n'ont pas été déçus. Le Cirque du Soleil fut, du 8 au 12 février au pavillon central de Romexpo à Bucarest, à la hauteur de sa réputation : grandiose, émouvant, poétique... Le spectacle présenté, *Saltimbanques*, est le plus ancien de cette compagnie québécoise qui compte plus de 1300 artistes de différents pays. L. C. Photo : Mediafax



# DES VILLES qui n'en font qu'une

Elle est poète, lui est photographe. Elle est française, il est roumain. Ensemble, Agnès Birebent et Nicu Ilfoveanu ont réalisé *Electro +*. Un voyage initiatique à travers la Roumanie anonyme.

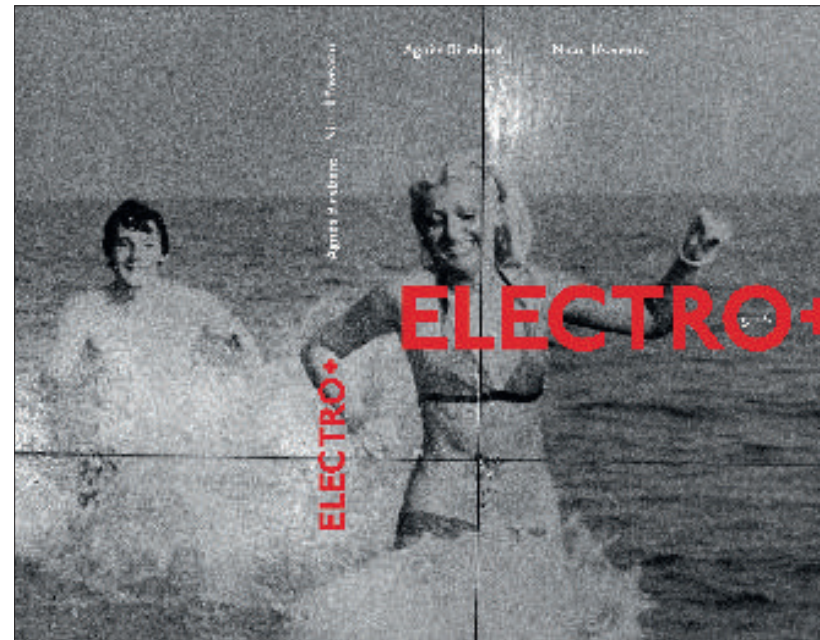
## LA PLUPART DES VILLES DE

province roumaines semblent banales, sans intérêt apparent, tout le monde les traverse mais personne ne s'y arrête. *Electro +*, ce sont 160 pages d'images en noir et blanc, et de poésies sur ces endroits ignorés. Plus qu'un livre, c'est un concept : « *Les lieux dans Electro + forment un unique endroit, comme si c'était la ville choisie, l'élue* », explique Nicu. Agnès complète... « *L'idée qu'une ville de province roumaine n'a rien de particulier nous a fait penser que toutes ces cités provinciales réunies forment une seule et même ville.* »

« *Tout a commencé en juin 2010, un jeudi matin, avec une țuică et un nechezol \**, racontent-ils. Même si l'idée était en nous, le nechezol l'a cristallisée. » Un an plus tard, « *toujours un jeudi* », ils ont pris la route. Pendant deux mois, Agnès et Nicu ont



sillonné les villes de province, en suivant les lignes de chemin de fer. Ils descendaient à chaque fois à l'hôtel central, visitaient le marché, et le bistrot du coin qui était « *non pas central mais primordial dans l'existence de ces villes* ». Agnès confie que vers la fin du voyage, « *on approchait de la réponse, de*



la définition de cette unique ville », mise en exergue par le côté systématique de ces visites urbaines. Mais ils insistent, il s'agit clairement de tourisme, et c'est bien ce statut de touristes qu'ils recherchent dans ces villes « *atouristiques* ».

## UNE INSPIRATION MUTUELLE

L'ouvrage est construit comme un dialogue entre photos et mots. « *J'ai créé mon texte en observant Nicu qui photographiait. A travers l'acte photographique qu'il réalisait, j'ai essayé d'accéder à ces villes car je ne pouvais pas directement écrire sur elles. Il me fallait les images de Nicu entre le sujet et moi* », affirme Agnès. Le photographe poursuit : « *Je lisais les carnets d'Agnès car cela me permettait d'aller plus loin dans mes photos. C'est comme ça que s'est construit ce livre.* »

Deux autres ouvrages publiés par chacun d'eux en 2006, bien avant qu'ils ne se connaissent, portent en eux les prémices d'*Electro +*. Pour Agnès, c'est *20 espaces pour ton apparition*, un livre – de photos et de mots – sur sa ville natale de Lavelanet en Ariège. Elle errait de petites places en

bistrots, et écrivait sur ce village, qui « *n'avait rien de particulier, mais qui pourtant avait une identité très forte, par le simple fait que j'y étais moi à ce moment-là* ». Quant à Nicu, dans *Steampunk Autochrome*, il a photographié en couleur la périphérie des banlieues de Rome, « *à la recherche d'un endroit "atouristique" pour me le réapproprier* ». On retrouve dans *Electro +* ces images aériées, laissant aux lecteurs la liberté de se perdre dans les méandres et les dédales de ces villes qui, on finirait presque par le croire, n'en font plus qu'une.

\* Sous le communisme, on remplaçait le café, quasiment introuvable, par du nechezol, boisson fabriquée à base d'orge.

*Electro +* est publié grâce au soutien de l'Administration nationale des fonds culturels, gérée par le ministère roumain de la Culture. Le livre est disponible dans les librairies Humanitas, Anthony Frost, Cărturești, Librarium, Jumătatea Plină, et sur [www.ilfo.ro](http://www.ilfo.ro)

Julia Beurq  
Photo : D. R.

# Le trésor des rames

La station de métro Politehnica de Bucarest renferme un trésor géologique rare et méconnu. Une faune marine vieille de 65 millions d'années se trouve fossilisée dans les dalles de calcaire qui pavent le quai.



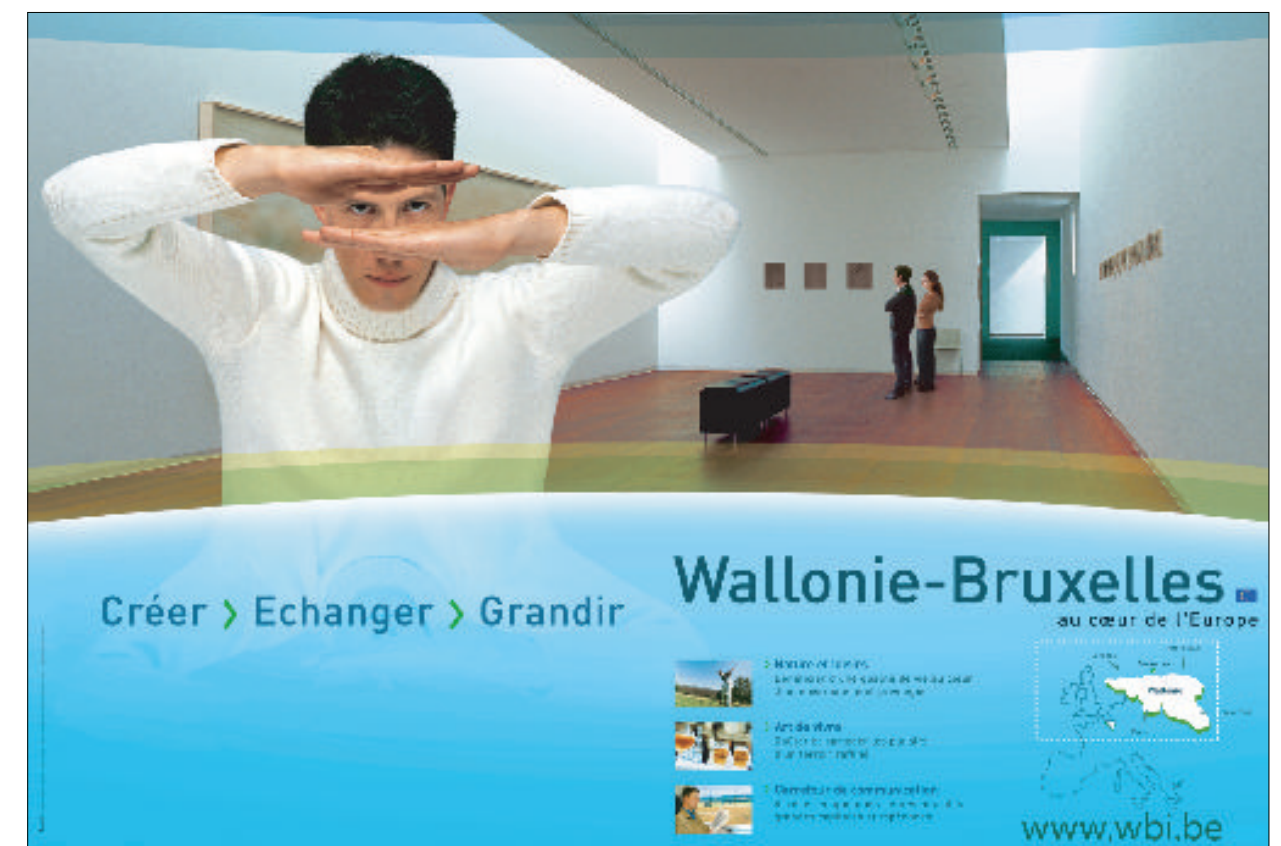
## DES CENTAINES D'ETUDIANTS

l'empruntent chaque jour, c'est la station qui dessert l'un des principaux campus universitaires de Bucarest. Mais Politehnica cache surtout un trésor paléontologique unique. Les plaques de calcaire rouge qui recouvrent le quai laissent apparaître des fossiles datant du Crétacé (Ere secondaire). Il suffit de baisser les yeux en attendant le métro pour admirer des mollusques qui ont vécu du temps des dinosaures. Des tâches blanches rondes ou allongées, éparpillées dans toute la station recomposent comme une mer pétrifiée vieille de 65 millions d'années.

Aujourd'hui, personne ne sait exactement comment ces plaques de calcaire sont arrivées dans cette station inaugurée en 1983 (ère Ceaușescu). Selon les spécialistes, elles ont été extraites de Moneasa, au pied des monts Codru-Moma (à l'ouest du pays). « *Les organismes fossiles que l'on peut observer ici sont divers et très bien conservés*, note Mihai Popa, professeur à la faculté de géologie de Bucarest. *Cela nous permet de reconstituer les conditions du milieu marin de cette époque.* » Du coup, la station Politehnica est devenue une visite obligée des étudiants en géologie. Et ce « *trésor* » dépasse désormais le simple intérêt scientifique. La Metrorex, la com-

pagnie en charge du métro de Bucarest, a le projet de faire de cette station un petit musée. « *Nous sommes en discussion avec des ingénieurs pour monter un panneau sur lequel sera spécifiée l'origine de ces plaques de calcaire et l'originalité des fossiles* », a récemment affirmé le directeur général de la Metrorex, Gheorghe Udriște, qui reconnaît toutefois que cette richesse géologique était connue depuis plus de dix ans par la direction. Mais rien ne presse. Selon Mihai Popa, « *il n'existe aucun risque de détérioration car le calcaire est une pierre très dure qui en plus a été polie* ».

Texte et photo : Jonas Mercier



## LIRE, ECOUTER, VOIR

par Matei Martin

CINEMA  
THRILLER  
PSYCHOLOGIQUE

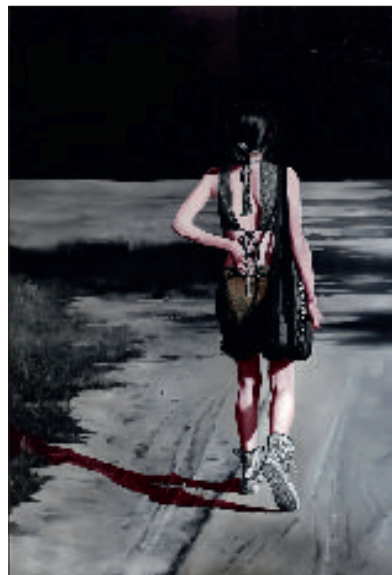
« L'état normal de l'être humain est d'être ridicule », écrivait Tchekhov. C'est aussi la prémisse du réalisateur Radu Jude qui construit une tragi-comédie avec pour personnage principal un jeune divorcé qui veut partir en vacances avec sa fille. Quand la famille de sa femme s'y oppose, tout bascule : reproches, scandale, violence physique. Dans ce chaos, la fille, elle, ne doit rien comprendre : on lui explique gentiment que ses parents ont quelques petits problèmes à régler. « *Tout le monde dans notre famille va au paradis* », explique le père à la petite Sofia pour la rassurer. C'est un peu le dilemme du film : tout le monde a raison. Le père, qui a le droit moral et légal de passer le week-end avec sa fille, la grand-mère qui s'y oppose, car la petite est un peu enrhumée, la mère, qui n'était pas là lorsque son père est venue la chercher, le nouveau copain de la mère qui fut insulté, et, bien sûr, Sofia, dont personne ne demande l'avis. Ce n'est pas la première fois que ce jeune cinéaste se penche sur les problèmes familiaux. Déjà dans son court métrage *Alexandra* il observait comment dégénèrent les relations entre deux époux divorcés – tout cela devant les yeux de leur petite fille. Cette fois-ci, l'histoire qui semble commencer comme une comédie se transforme en thriller psychologique. Le film a été diffusé en première lors de la Biennale de Berlin, dans la section « Forum », avec de bons échos dans la presse. Après les nombreux films sur le communisme et la transition, c'est peut-être le premier film qui se préoccupe du destin d'une famille moyenne.



*Toată lumea din familia noastră*, (Tout le monde dans notre famille), un film de Radu Jude.

BEAUX-ARTS  
OMBRES EN LUMIERE

Francisc Chiuariu compte parmi les artistes visuels les mieux cotés en Roumanie. Il est surtout peintre, mais utilise aussi dans ses œuvres l'art visuel. C'est lui qui a introduit dans les arts plastiques roumains le *backlite*, un support nouveau, une sorte de toile en matière plastique qui est à la fois mate et translucide. Et c'est ce support qui détermine l'esthétique. Sa dernière exposition – qui se « joue » sur trois scènes différentes, au Centre culturel Palatele Brâncovenesti, au Musée national d'art contemporain et à la galerie Ann Art – porte sur le milieu urbain et l'espace public. Au centre de l'image : l'ombre. L'auteur s'explique : « J'ai enregistré les images de ma ville, et j'ai marqué les ombres des passants dans des couleurs vives. Les ombres sont ainsi devenues plus fortes que ceux qui les génèrent, elles sont désormais des êtres vivants, autonomes, elles occupent le premier plan. » C'est ce changement de rôle qui rend les œuvres de Chiuariu si intéressantes. Et puis, bien sûr, cette incroyable illusion d'atemporalité créée par la toile même, imprimée puis peinte : « l'instant décisif » devient pour cet artiste un concept fluide comme la peinture qui coule.



*Shadows* (Ombres), de Francisc Chiuariu.

LIVRE  
CULTURE  
ET PROPAGANDE

L'auteur du livre, Cristian Vasile, est historien, il fut membre de la commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie. Son livre décrit en détails les procès de recrutement des cadres, les organigrammes, les budgets, le système des droits d'auteur ; comment était organisée la distribution des livres – mais aussi comment fonctionnait la censure éditoriale ; comment s'articulaient les répertoires des théâtres et comment se vendaient les objets d'art à travers l'ainsi dit Fonds Plastique. Voici donc une analyse pragmatique dans laquelle le chercheur a mis des chiffres, des noms et surtout des explications pertinentes sur ce qu'on pourrait appeler « la culture planifiée ». A en croire les données fournies par Cristian Vasile, on pourrait conclure que la Roumanie avait, dans les années 50, une culture fleurissante : jamais depuis les tirages des livres n'ont atteint de tels records, jamais la population n'a participé, si nombreuse, aux événements culturels de masse organisés par l'Etat. Ce n'est, évidemment, qu'une illusion : tout était, en fait, de la propagande. Les dirigeants du parti communiste voyaient dans la culture un instrument d'éducation idéologique et investissaient massivement dans la culture dite populaire avec, en même temps, un énorme mépris pour tout acte culturel authentique. A l'avènement du totalitarisme communiste, la culture ne pouvait être que l'apanage de l'Etat totalitaire. Sinon, comment expliquer l'existence en Roumanie, comme en Union soviétique, d'un ministère de la Cinématographie ?



Cristian Vasile, *Les politiques culturelles communistes sous Gheorghe Gheorghiu-Dej*, Editions Humanitas, 2011.



A ANTIPA...

Grigore Antipa (1867-1944) a dirigé pendant 51 ans le Musée d'histoire naturelle de Bucarest, qui aujourd'hui offre aux visiteurs un patrimoine de plus de deux millions de pièces de collection, allant de la paléontologie à la zoologie, en passant par la minéralogie ou l'ethnographie... Ce grand naturaliste, qui fut en 1893 à l'origine de la réorganisation du musée et de son relogement au numéro 1 du boulevard Kiseleff, aurait été fier que l'établissement porte enfin son nom, après quatre années de travaux. Et que les Bucarestois, jeunes et moins jeunes, se bousculent pour le visiter.

Texte et photo : Julia Beurq

# SENTIR L'AUTHENTIQUE

Texte et photos : Julia Beurq

Voyage dans la Roumanie traditionnelle, celle des *lăutari* les plus fameux de Bucarest. Deux restaurants, presque les mêmes instruments de musique, et pourtant deux ambiances bien distinctes : Sarpele roz (le serpent rose), plutôt « chic », versus Hanul Hangiței et sa chaleur rustique...

## SARPELE ROZ

D'abord pourquoi ce nom Sarpele roz ? Pour deux raisons : sur la scène est posé là, tout fier, un énorme serpent en peluche, rose évidemment. Mais tout est rouge ici, les nappes, les rideaux, les dessus de chaise et même les serviettes. Dans ce décor rougeoyant donc, les serveurs très élégamment vêtus ne passent pas inaperçus, remplissant les nombreux seaux à champagne. Les mélomanes avertis pourront ce soir apprécier le Taraf de Bucarest, aux violons vifs et perçants. Entre chandelles et instruments de musique, photos des clients et vieux postes radiophoniques accrochés aux murs, Sarpele roz fera l'affaire pour les dîners en amoureux autant que ceux entre collègues de travail. Le tout étant d'aimer assaisonner sa *mămăligă* de quelques notes de musique entraînante...

SARPELE ROZ, 163, Calea Victoriei, [www.sarpeleroz.ro](http://www.sarpeleroz.ro)



## HANUL HANGITEI

On ne s'attend pas à trouver dans ce sous-sol une atmosphère aussi chaleureuse. Mais c'est sans compter sur l'énergie des musiciens qui forment le groupe du restaurant Hanul Hangiței. Cinq virtuoses qui donnent à ce lieu une véritable ambiance de fête. Petites tables en bois, verres et assiettes en terre cuite, toutes peintes de couleurs vives, on se trémousse sur les airs joyeux du cymbalum d'Adrian Miu, de l'accordéon de Vasile Barbu, de la contrebasse de Costel Iordache et de la clarinette de Nelu Bosoi. Avant les jolies notes de Mihai Miu au synthétiseur, parfaites pour faire redescendre les sarmale. Entre amis ou en famille, Hanul Hangiței ravira les oreilles, les estomacs et surtout les cœurs.

HANUL HANGITEI  
16, Gabroveni  
[www.hanulhangiței.ro](http://www.hanulhangiței.ro)



# REVUE DE PRESSE

Regard présente ici une sélection d'articles de la presse internationale traitant de l'actualité roumaine.

## EL PAÍS

Marre des vrais faux révolutionnaires

(...) Plus de 20.000 d'entre eux ont obtenu le « certificat de révolutionnaire » et les confortables privilèges qui y sont attachés grâce à une mafia qui s'enrichit en fournissant ce document. C'est ainsi que des Roumains qui n'avaient que 2 ou 3 ans lors de la chute du communisme figurent aujourd'hui sur les listes de révolutionnaires pensionnés. (...) Contrainte à la rigueur budgétaire, la Roumanie doit depuis plusieurs mois réduire, voire supprimer, ces subventions aux révolutionnaires, qui atteignent près de 100 millions d'euros par mois, à la charge du contribuable. Le gouvernement veut également interdire les nouvelles affiliations et démanteler une mafia ayant des complicités au sein de l'administration et une influence politique non négligeable. Pour la majorité des Roumains, il n'existe que trois catégories de révolutionnaire authentique : les morts, les blessés et les révolutionnaires sans certificat. « Un jour, j'ai retrouvé un

ancien camarade d'école de mon âge qui voyageait gratuitement en train grâce au certificat de révolutionnaire », se rappelle Sorin Pavel, 26 ans. (...) « L'on peut tout acheter, y compris le titre de héros », affirme le journaliste Cristian Ghinea. « L'industrie des faux révolutionnaires est florissante. ». (...) Parmi les avantages dont bénéficient les possesseurs du certificat si convoité, il y a l'acquisition d'un logement à des conditions préférentielles, d'une superficie pouvant aller jusqu'à 500 mètres carrés en ville – et 10.000 mètres carrés s'il s'agit d'un terrain à la campagne – qu'ils peuvent revendre au bout de dix ans. Autres privilèges : le droit à la retraite cinq ans plus tôt que leurs compatriotes, l'obtention gratuite de médicaments, l'utilisation des transports publics sans bourse délier et des exonérations d'impôts.

Juan Jesús Aznárez, *El País* (quotidien espagnol), 07/02/2012

## La Cité

La Roumanie, porte de sortie de l'enfer pour des milliers de réfugiés

Avant novembre dernier, Aseb ne savait même pas placer la Roumanie sur une carte. Aujourd'hui, ce jeune Erythréen voit dans ce pays, pourtant à l'opposé de sa culture et de ses traditions, un tremplin vers une nouvelle vie. A 29 ans, Aseb est arrivé au centre de transit d'urgence pour les réfugiés, situé à Timișoara dans l'ouest du pays, après avoir échappé deux fois à l'enfer. Il a d'abord fui le service militaire forcé dans son pays natal, d'une durée illimitée. Installé en Libye, il est alors devenu la cible de la population dès les débuts de la révolte contre Kadhafi. (...) A Timișoara, les histoires se croisent dans un va-et-vient permanent. Quelque 65 réfugiés occupent actuellement les

lieux, mais 200 places sont disponibles. En ce début 2012, la plupart des pensionnaires sont d'origine érythréenne, et tous attendent leurs documents pour repartir vers de nouveaux horizons. Grâce aux volontaires des ONG « Salvați Copiii » et de « Generație Tânără », Aseb et sa famille apprennent l'anglais et suivent des cours pour s'acclimater à la société qui va les accueillir. (...) La structure accueille les réfugiés pour une période maximale de 6 mois, avant leur relogement souvent aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas ou en Suède.

Mihaela Cărbunaru, *La Cité* (bimensuel suisse), 13/02/2012

## La Croix

L'est de l'Europe attire ceux qui ne parviennent pas à s'installer en France

A 22 ans, Maxime Laurent possède déjà une solide expérience d'agriculteur. L'exploitation céréalière qu'il dirige regroupe 1200 hectares, une surface à laquelle il n'a même pas rêvé en France. « Il aurait fallu trois générations là-bas pour faire ce que j'ai fait en Roumanie en trois ans », lâche-t-il sans détour. Maxime vient d'une famille d'agriculteurs « acharnés », propriétaire d'une exploitation moyenne en Eure-et-Loir, et il rêvait de suivre les traces de ses parents. Mais lorsqu'il tente de reprendre l'exploitation familiale, son baccalauréat agricole en poche, le jeune homme se heurte à la Safer, l'organisme d'Etat qui contrôle les ventes de terrains agricoles. « Après cette réponse négative, mes parents ont décidé d'étudier l'installation à l'étranger, raconte-t-il. C'est simple, en France, il faut s'endetter pendant des dizaines d'années pour espérer avoir sa propre exploitation. »

La Roumanie retient leur attention (...). « Il a d'abord fallu regrouper les terres, pour ensuite les défricher car certaines n'avaient pas été travaillées depuis une quinzaine d'années. » La mise en place d'une équipe de travailleurs compétents et l'adaptation à une législation « versatile » n'ont pas non plus été une partie de plaisir. « Aujourd'hui, je suis heureux, dit le jeune Français. Non seulement professionnellement, mais aussi humainement. » (...). Ces dernières années, des agriculteurs de toute l'Europe ont choisi de s'installer en Roumanie. Avec près de 15 millions d'hectares de terres arables, ce pays a d'ailleurs l'ambition de devenir la troisième puissance agricole de l'Union européenne.

Jonas Mercier, *La Croix* (quotidien français), 24/02/2012

Où trouver Regard ?

Kiosques



La rédaction **REGARD** :  
Vasile Conta 4, Bucarest

# LA CHRONIQUE DE LUCA NICULESCU

## Toujours après son argent

Pays pauvre qui n'a que récemment rejoint l'Union européenne, la Roumanie dispose d'une enveloppe d'environ 20 milliards d'euros de la part de l'UE pour se moderniser. De l'argent non remboursable, autrement dit, gratuit. Cette manne peut être utilisée pour de nombreux programmes, que ce soit l'infrastructure routière, le développement du marché du travail, ou la création du tout-à-l'égout. Mais la Roumanie n'arrive pas à « absorber » cet argent. Dans les cinq premières années après son adhésion, le pays n'en a dépensé qu'un peu plus de 5%, soit 1 milliard d'euros (les cinq premières années après son adhésion, la Pologne avait englouti 18 milliards). La nouvelle est d'autant plus inquiétante que la Commission européenne vient d'interrompre l'octroi de fonds pour l'un des programmes, celui du développement des ressources humaines, après le rapport d'une unité d'audit qui a constaté l'existence de « problèmes » dans ce domaine, dont la résolution pourra durer de quelques semaines à plusieurs mois.

Pourquoi autant de soucis ? Tout d'abord, parce que les institutions chargées de s'occuper de l'argent européen ne fonctionnent pas correctement. Ceux qui y travaillent notamment, peu nombreux, ne sont pas très efficaces. Les plus compétents de nos technocrates étant partis soit au sein des structures de la Commission européenne, soit dans le secteur privé. Et parce que la corruption règne toujours, les prochains mois pourraient de plus donner de mauvaises surprises lors des contrôles qui seront effectués.

Afin d'éviter la catastrophe annoncée, c'est-à-dire la perte de l'argent européen (l'exercice budgétaire se termine dans deux ans, cela veut dire que Bucarest doit mettre les bouchées doubles), la Roumanie a nommé un ministre des Affaires européennes en la personne de l'ancien commissaire européen Leonard Orban, technocrate efficace et discret. Mais Orban ne peut pas faire des miracles. Il ne peut pas changer la structure administrative dont il a la charge d'un seul coup, cela durera entre 9 et 12 mois, période durant laquelle l'argent européen sera bloqué. Il n'a pas non plus de pouvoir de décision sur les ministères qui gèrent l'argent européen, son rôle étant plutôt celui de coordonner. Orban a pour l'instant fait ce qu'il a pu, il a changé par-ci par-là le système, et espère que le taux d'absorption augmentera de 6 à 20 % d'ici à la fin de l'année. Sinon, la manne européenne sera perdue. Cela serait bien dommage, la Roumanie donnera alors l'image d'un pays qui n'arrive toujours pas à mettre de l'ordre dans son administration.

Luca Niculescu est rédacteur en chef de RFI-Roumanie.

REGARD EST UNE PUBLICATION DE  
FUNDATIA FRANCOFONIA

### Président

Bruno Roche

### Comité de direction

Laurent Couderc, Jacqueline Laye,  
Bruno Roche, Didier Varlot

### Rédacteur en chef

Laurent Couderc

### Secrétaire générale de rédaction

Cătălina Kahn

### Ont participé à la rédaction de ce numéro

Béatrice Aguetant, Julia Beurq, Cristina Bobe, Mihaela Cărbunaru, Mehdi Chebana, Florentina Ciuvercă, Daniela Coman, Carmen Constantin, Nicolas Don, François Gaillard, Marion Guyonvarch, Matei Martin, Jonas Mercier Mure-Ravaud, Luca Niculescu, Henri Paul, Benjamin Ribout, Răsvan Roceanu, Mihaela Rodină, Isabelle Wesselingh

### Maquette

Anamaria Pravicencu

### Agences, photos et illustrations

Mihai Barbu, Julia Beurq, Eredenta Moldovan-Florea, Jonas Mercier Mure-Ravaud, Sorina Vasilescu, Mediafax, Guliver/Getty images

### Imprimerie

Imprimeria Arta Grafică

### Informatique

Marius Moisescu

REGARD remercie vivement ses partenaires



## Abonnez-vous dès maintenant à REGARD

Pour vous abonner ? C'est simple !

### par la poste

remplir le BULETTIN D'ABONNEMENT  
et l'adresser à Fundatia Francofonia  
Str. Vasile Conta 4, Sector 2, Bucarest

### en ligne

par e-mail: catalina@regard.ro  
ou  
via le site Internet www.regard.ro

### par téléphone

+ (4) 021 317 77 45  
+ (4) 0742 204 402

### par fax

+(4) 021 317 77 45

### BULETTIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à REGARD pour cinq numéros, au prix de 30 lei (12 euro à l'étranger), port inclus.  
Je m'abonne à REGARD pour dix numéros, au prix de 55 lei (19 euro à l'étranger), port inclus.

NOM.....PRENOM.....  
RUE.....NO.....BLOC.....ESCALIER.....ETAGE.....APT.....  
VILLE.....CODE POSTAL.....PAYS.....  
TEL. BUREAU.....TEL. DOMICILE.....  
FAX.....E-MAIL.....

Une fois reçu ce talon nous vous adresserons les modalités de paiement.  
Le prochain numéro de REGARD sortira le 15 mai 2012.

### Rédaction :

Vasile Conta 4, Bucarest  
Tel/Fax: (40) 21 317 7745  
Courriel : catalina@regard.ro  
Site Internet : www.regard.ro



**Ou bien rendez-vous à**  
**l'agence**  
**Charles de Gaulle**  
**pour la clientèle internationale**

**Services pour expatriés**



Pour toutes transactions bancaires et services conçus pour une clientèle internationale, visitez l'agence BRD de Calea Dorobantilor 239, Ouvert du Lundi au Vendredi de 9h à 17h. Tél : +40(0) 21 319 28 97.